

Registre des délibérations - décisions

TOME II

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 25 mars 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29 avril 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013.

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Allons'z' Enfants gère la Compagnie Didier Théron, une compagnie de danse particulièrement active dans le quartier Mosson où elle est implantée. Cette compagnie occupe, par une convention signée en 1992, l'Espace Bernard Glandier, un lieu jouxtant le Théâtre Jean Vilar.

La Ville de Montpellier assure les réparations inhérentes à son statut de propriétaire et y réalise des aménagements qui apportent plus de confort aux danseurs et au public. Cet espace de plus de 327 m² comprend des bureaux, une salle de danse et un espace permettant l'accueil du public. Ces locaux sont mis à disposition de l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron à titre gratuit. La valorisation du loyer s'élève annuellement à 36 047 €.

La compagnie créée en 1986, dirigée par le chorégraphe Didier Théron, propose depuis 26 ans des spectacles qui connaissent bien au-delà du quartier dans lequel ils sont créés une renommée internationale. Elle est régulièrement présente dans de nombreux festivals dont celui de « Montpellier Danse ».

Outre ces événements de prestige, cette compagnie travaille tout au long de l'année avec les acteurs sociaux et culturels du quartier Mosson, les médiathèques, les écoles et collèges, ainsi qu'avec des associations culturelles.

Cette compagnie est soutenue par l'ensemble des institutions, État, Région, Département, Agglomération, Ville. L'aide de la Ville de Montpellier est essentiellement versée au titre du fonctionnement du lieu.

Concernant l'Espace Bernard Glandier, celui-ci sert en priorité au travail de la compagnie, création, répétition, diffusion ; la compagnie y dispense aussi des stages pour danseurs professionnels, des ateliers pour adultes amateurs et pour les enfants pendant les vacances. Il est également un lieu de résidence artistique mis à disposition de compagnies de danse, d'ici et d'ailleurs. Enfin, il est un lieu de diffusion des spectacles de la compagnie et de spectacles programmés dans le cadre du festival « Mouvement sur la Ville ».

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de création et de diffusion de la danse, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 25 000 € pour assurer le fonctionnement de son lieu, l'Espace Bernard Glandier (n° de dossier : 000343), et de passer avec la dite association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Allons'z'Enfants – Cie Didier Théron : Compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges	CR 2011	BP 2013	Produits	CR 2011	BP 2013
Achats	65 883	87 978	Produits d'exploitation	152 405	117 950
Salaires et charges	239 355	229 452	Subventions	192 542	200 280
Impôts et taxes	4 901	0	DRAC	109 632	113 280
Dotations aux amortissements	8 505	700	Ville	25 910	40 000
Autres charges	551	100	Région	50 000	40 000
Charges financ. et excep.	15 127	-----	Conseil Général	7 000	7 000
-----	-----	-----	TVA sur subventions	-417	-----
-----	-----	-----	Produits financ. et excep.	6 162	-----
Total	334 322	318 230	Total	351 109	318 230
Excédent	16 787				

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2432	Allons'z'Enfants – Cie Didier Théron	F	25 000 €
	Total		25 000 €

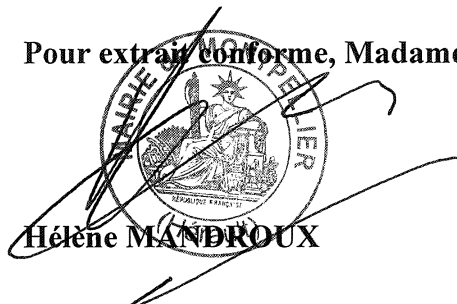
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 25 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services	3 5 0 0 €	- Billetterie	
- achats non stockés de matières et fournitures		- marchandises	
- fournitures non stockables (eau, énergie)	1 5 0 0 €	- prestations de services	1 1 7 9 5 0 €
- fournitures administratives	9 5 0 €	- produits des activités annexes	
- autres fournitures	4 3 8 2 1 €		
61 – Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	3 5 0 0 €	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	6 0 0 €	- Drac LR Conventionnement	9 0 0 0 0 €
- entretien et réparation	1 3 5 0 €	- Drac LR studia + interventions scolaires.....	2 3 2 8 0 €
- assurances	1 4 0 €		
- documentation		- Région :	4 0 0 0 0 €
- divers			
62 – Autres services extérieurs		- Ville de Montpellier :	
- rémunération intermédiaires et honoraires	3 4 5 0 €	- Fonctionnement	2 5 0 0 0 €
- publicités, publications	2 0 0 0 €	- Projet Investissement	1 5 0 0 0 €
- déplacements, missions et réceptions	2 2 1 6 6 €		
- frais postaux et de télécommunication	3 5 0 0 €	- Fonds européens	
- services bancaires	8 5 0 €	- Conseil Général	7 0 0 0 €
- divers	6 5 1 €	- Agglomération	
		- Autre :	
64 – Charges de personnel	2 2 9 4 5 2 €		
63 – Impôts et taxes		75 – Autres produits de gestion courante	
- Impôts et taxes sur rémunération		- Cotisations	
- autres impôts et taxes		- Autres	
65 – Autres charges de gestion courante	1 0 0 €		
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles			
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements	7 0 0 €	77 – Produits exceptionnels	
		- sur opérations de gestion	
		- sur exercices antérieurs	
		78 – Reprise sur amortissements et provisions	
TOTAL DEPENSES	3 1 8 2 3 0 €	TOTAL RECETTES	3 1 8 2 3 0 €

Nom et signature du Président*
Obligatoire

Nom et signature du Trésorier
Obligatoire



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2013.

D'une part,

Et :

L'association Allons'z'Enfants représentée par Robert Gaussorgues Président, élu par le Conseil d'Administration ou le bureau le 27 avril 2009.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Allons'z'Enfants poursuit les buts suivants : participer au développement et à la promotion de la danse contemporaine et de nouvelles formes d'expression chorégraphique à travers ses actions.

L'association Allons'z'Enfants gère la Compagnie Didier Théron, une compagnie chorégraphique créée en 1986. Cette compagnie travaille essentiellement dans « L'Espace Bernard Glandier ». Ce lieu de création, répétition, diffusion, permet à la compagnie d'y dispenser également des stages pour danseurs professionnels, des ateliers pour adultes amateurs et pour les enfants pendant les vacances. Il est également un lieu de résidence artistique mis à disposition de compagnies de danse, d'ici et d'ailleurs. Enfin, il est un lieu de diffusion des spectacles de la compagnie et de spectacles programmés dans le cadre du festival « Mouvement sur la Ville ».

L'association Allons'z'Enfants a sollicité une subvention de 25 000 euros pour le fonctionnement de « l'Espace Bernard Glandier » un lieu de spectacle, situé au mas de la Paillade à Montpellier.

Considérant que le projet de l'association Allons'z'Enfants contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Participation de la ville : mise à disposition de locaux

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition l'Espace Bernard Glandier depuis 1992, dont la valorisation annuelle du loyer s'élève à 36 047 €. D'autre part, elle assure les réparations inhérentes à son statut de propriétaire et y réalise des aménagements qui apportent plus de confort aux danseurs : installation de miroirs, mise en place d'un planché isolant, tapis de danse, rideaux occultant, ainsi que des aménagements permettant un meilleur accueil au public dont l'agrandissement du hall d'accueil et son éclairage.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association Allons'z' Enfants une subvention d'un montant de 25 000 euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement pour le lieu « Espace Bernard Glandier » s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifié par la présidente, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2013 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n° 6 : le projet pour la première partie de la saison 2013 – 2014.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'association Allons'z'Enfants s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame Le Maire

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Association Jam - Jazz Action Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association JAM - Jazz Action gère depuis 33 ans le lieu dénommé « Le JAM », situé 100, rue Ferdinand Lesseps à Montpellier, à présent desservi par la ligne 4 du tramway.

Le JAM - Jazz Action accueille une école régionale de Jazz et une salle de concert de musiques actuelles.

Afin que l'association puisse développer l'ensemble de ses activités, la Ville de Montpellier met gratuitement à sa disposition un bâtiment de 787 m² dans le cadre d'un bail emphytéotique acté par convention signée le 25 juillet 1994, prolongée par avenant en 2007, jusqu'au 27 juillet 2017.

L'école enseigne principalement la pratique d'un instrument dans la perspective de la prestation scénique et accueille 250 élèves-musiciens formés par 30 musiciens enseignants.

C'est autour des pédagogies actives que l'enseignement est tourné, ce qui permet aux élèves de se produire régulièrement en concert. Elle dispose de 12 salles de cours équipées. La salle de concert de 350 places accueille plus de 100 concerts par an et dispose en outre d'un studio d'enregistrement. Elle propose des résidences, des festivals et participe à une dynamique territoriale à travers des actions comme : « le Lycéen tour », des concerts de ses élèves en extérieur et des interventions en Maison pour Tous. Elle propose également des cours gratuits autour de l'histoire du Jazz chaque jeudi.

Enfin, la programmation jazz, musiques du monde et musiques actuelles donne une place importante aux découvertes de jeunes talents mais aussi à des musiciens prestigieux.

Considérant que l'association JAM jazz Action au travers de ses actions et de son enseignement participe pleinement au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion du jazz, des musiques du monde et actuelles il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 13 000

euros pour son fonctionnement (n° de dossier : 000017) et de passer une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association JAM Jazz Action: compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2011 et le budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Charges d'exploitation	195 598	188 670	Produits d'exploitation	452 712	445 800
Salaires et charges	324 534	348 370	Subventions d'exploitation	89 800	121 950
Impôts		18 200	DRAC	20 000	20 000
			Région	13 000	25 000
Dotations pour provisions	17 200	51 000	Ville Montpellier	13 000	25 000
Charges exceptionnelles	246	300	Conseil Général	14 000	16 000
-----	-----	-----	Agglomération	12 000	15 000
-----	-----	-----	Autres subventions	17 800	20 950
-----	-----	-----	Produits financ. et excep.	26 271	26 490
-----	-----	-----	Reprise amort. et prov.		12 300
Total	537 578	606 540	Total	568 783	606 540
Excédent	31 205				

N° asso.	Association	Nature	Montant
154	JAM Jazz Action	F	13 000 €
		Total	13 000 €


Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 13 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Association Jam Jazz action

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services	77000€	- Billetterie	50000€
- achats non stockés de matières et fournitures	35300€	- marchandises	69300€
- fournitures non stockables (eau, énergie)	8800€	- prestations de services	322500€
- fournitures administratives	1000€	- produits des activités annexes	
- autres fournitures	3750€		
61 - Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale		- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	9200€	DRAC LR	20000€
- entretien et réparation	11500€		
- assurances	5600€	- Région :	25000€
- documentation	500€		
- divers		- Ville de Montpellier :	
62 - Autres services extérieurs		Fonctionnement	25000€
- rémunération intermédiaires et honoraires	5600€	Projet	
- publicités, publications	10700€		
- déplacements, missions et réceptions	8550€	- Fonds européens	
- frais postaux et de télécommunication	2900€	- Conseil Général	16000€
- services bancaires	2200€	- Agglomération	15000€
- divers		- Autre : FCM SPEDIDAM FCM	20950€
64 – Charges de personnel	348370€	75 – Autres produits de gestion courante	
63 – Impôts et taxes		- Cotisations	4000€
- Impôts et taxes sur rémunération	7200€	- Autres	
- autres impôts et taxes	11000€	76 – Produits financiers	690€
65 – Autres charges de gestion courante	6070€	77 – Produits exceptionnels	
66 – Charges financières		- sur opérations de gestion	1800€
67 – Charges exceptionnelles	300€	- sur exercices antérieurs	24000€
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements	51000€	78 – Reprise sur amortissements et provisions	12300€
TOTAL DEPENSES	606540€	TOTAL RECETTES	606540€

Nom et signature du Président*
Obligatoire



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Nom et signature du Trésorier
Obligatoire

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2013.

D'une part,

Et :

L'association Jam-Jazz Action représentée par Jean-François FONTANA Président, élu par le Conseil d'Administration de novembre 2011.

D'autre part,

Préambule :

Le JAM accueille une école régionale de Jazz et une salle de concert de musiques actuelles.

L'école axée sur la pratique d'un instrument dans la perspective de la prestation scénique accueille 250 élèves-musiciens formés par 30 musiciens enseignants. Disposant de 12 salles de cours équipées, c'est autour des pédagogies actives que l'enseignement est tourné, permettant ainsi aux élèves de se produire régulièrement en concert.

La salle de concert de 350 places, accueille plus de 100 concerts par an, elle dispose en outre d'un studio d'enregistrement.

Elle propose des résidences, des festivals et participe à une dynamique territoriale à travers des actions comme : « le Lycéen tour », des concerts de ses élèves en extérieur et des interventions en Maison pour Tous.

Elle propose également des cours gratuits autour de l'histoire du Jazz chaque jeudi.

Enfin, la programmation jazz, musiques du monde et musiques actuelles donne une place importante aux découvertes de jeunes talents mais aussi à des musiciens prestigieux.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Jam-Jazz Action promotion, diffusion, création du spectacle vivant, gestion de salle de concert. Formation musicale professionnelle et amateur, jazz et musiques actuelles.

L'association Jam-Jazz Action a sollicité une subvention de 25 000 euros pour le fonctionnement du « JAM » un lieu de spectacle, situé 100, rue Ferdinand Lesseps à Montpellier

Considérant que le projet de l'association Jam-Jazz Action contribue au développement de sa politique en matière de culture et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Participation de la ville : mise à disposition de locaux

Afin que l'association Jam-jazz Action puisse développer l'ensemble de ses activités, la Ville de Montpellier met gracieusement à sa disposition un bâtiment d'une superficie de 787 m2 dans le cadre d'un bail emphytéotique acté par convention signée le 25 juillet 1994, prolongé par avenant en 2007, jusqu'au 27 juillet 2017.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association Jam-Jazz Action une subvention d'un montant de 13 000 euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes, accompagné des notifications des subventions votée par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2013 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n° 6 : le projet pour la première partie de la saison 2013 – 2014.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Jam-Jazz Action s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute

personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

ur

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Association des Choeurs de Montpellier Attribution de subventions Convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association des Chœurs de Montpellier a été créée en 2004, dans le but de promouvoir l'art choral sous toutes ses formes. Depuis 2006 elle joue un rôle essentiel dans la gestion et l'animation de la "Maison des Chœurs" en place depuis 2006. Son ambition est double : être d'une part un lieu de rencontre avec le public par l'organisation de concerts, de formations, conférences, festivals et tout autre événement en liaison avec le chant choral et être, d'autre part, un lieu ressources pour ses membres permettant un accès préférentiel pour les concerts, les répétitions, les formations etc.

En 2012, le nombre d'adhérents de l'association des « Chœurs de Montpellier » est de 32 chorales et de 39 individus représentant plus de 1 200 choristes dans des répertoires très divers. 53 concerts, 162 demi-journées de répétition, un festival et des formations spécifiques s'y déroulent chaque année.

Le bâtiment d'une superficie totale de 2 000 m² a été mis à disposition de l'association par convention le 28 septembre 2006, renouvelée par avenant n°2 en date du 20 décembre 2011. La valorisation annuelle de cette mise à disposition s'élève à 11 700 €.

Le bâtiment dispose d'un accueil, d'une salle de concert pouvant recevoir 200 personnes maximum, des loges ainsi que de deux studios de répétition. Des partenariats réguliers sont établis avec l'Office du Tourisme, l'Opéra de Montpellier et le Conservatoire de Région.

Concernant la promotion du chant choral, et outre les divers concerts proposés à l'intérieur de la Maison des chœurs, l'année 2013 verra la deuxième édition de la manifestation intitulée « Choralissimo ». En 2012 cette manifestation d'un nouveau type avait accueilli plus de 3 000 spectateurs. La manifestation 2013 sera programmée le samedi 25 mai, elle proposera dans des lieux inattendus (en plein air ou en intérieur) des récitals dans tous les registres. Une manifestation qui a pour but d'intéresser un large public au chant choral et d'augmenter le rayonnement des chœurs de Montpellier et de la Maison des Chœurs.

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association des Chœurs de Montpellier s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 4 000 € pour son fonctionnement (n° de dossier : 000259) et de 5 000 € pour la manifestation « Choralissimo » (n° de dossier : 000260) et de passer une convention de partenariat jointe en annexe pour cette association. Le budget étant également joint.

Tableau simplifié des comptes de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013 de l'association des Chœurs de Montpellier :

Comptes de résultats simplifiés exercice 2011 et le budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Charges d'exploitation	14 534	33 600	Produits d'exploitation	22 095	31 600
Salaires et charges	2 140	10 000	Subventions	3 000	12 000
-----	-----	-----	Ville	3 000	12 000
-----	-----	-----	Produits Exceptionnels	1, 70	-----
-----	-----	-----	Résultat exercice 2010	-135	-----
Total	16 674	43 600	Total	24 962	43 600
Excédent :	8 288				

Tableau d'attribution :

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
3944	Association des Chœurs de Montpellier	M	5 000 €
3944	Association des Chœurs de Montpellier	F	4 000 €
	TOTAL		9 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement à hauteur de 4 000 € ainsi que pour la manifestation à hauteur de 5 000 €, soit un montant total de 9 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Association des Chœurs de Montpellier

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	- Billetterie	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €
- achats non stockés de matières et fournitures	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	- marchandises	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- fournitures non stockables (eau, énergie)	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- prestations de services	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €
- fournitures administratives	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	- produits des activités annexes	<input type="text"/> <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €
- autres fournitures	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €		
61 – Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	
- entretien et réparation	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	
- assurances	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €		
- documentation	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	- Région :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- divers	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
62 – Autres services extérieurs		- Ville de Montpellier :	
- rémunération intermédiaires et honoraires	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	Fonctionnement	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €
- publicités, publications	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 9 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	Projet	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €
- déplacements, missions et réceptions	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €		
- frais postaux et de télécommunication	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	- Fonds européens	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- services bancaires	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	- Conseil Général	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- divers	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Agglomération	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
64 – Charges de personnel	<input type="text"/> <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	- Autre : <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
63 – Impôts et taxes		75 – Autres produits de gestion courante	
- Impôts et taxes sur rémunération	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Cotisations	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €
- autres impôts et taxes	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Autres	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €
65 – Autres charges de gestion courante	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	76 – Produits financiers	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
66 – Charges financières	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	77 – Produits exceptionnels	
67 – Charges exceptionnelles	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- sur opérations de gestion	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- sur exercices antérieurs	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
TOTAL DEPENSES	<input type="text"/> <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €	78 – Reprise sur amortissements et provisions	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
		TOTAL RECETTES	<input type="text"/> <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 €

Nom et signature du Président*
Obligatoire

Président *[Signature]*

Nom et signature du Trésorier
Obligatoire

Trésorier *[Signature]*



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2013.

D'une part,

Et :

L'association des Chœurs de Montpellier représentée par Sylvie GOLGEVIT, présidente, élue par le Bureau le 15 mars 2011.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

L'association des Chœurs de Montpellier a comme but de promouvoir le chant choral sous toutes ses formes et de prendre en charge la gestion et l'animation de la Maison des chœurs de Montpellier laquelle est abritée dans un bâtiment de 2 000 m² mis gracieusement à disposition par convention par la ville le 28 septembre 2006 renouvelée par avenant n°2 en date du 20 décembre 2011. La valorisation annuelle de cette mise à disposition s'élève à 11 700 €.

La Maison des chœurs est un lieu de travail ouvert à tous les chœurs avec 32 chorales adhérentes et 39 individus adhérents. C'est aussi un lieu de rencontre avec le public au cours de concerts et de conférences. C'est également un lieu ressource pour ses membres. La Maison des chœurs contribue par sa programmation et ses activités à tisser un lien indispensable entre les habitants et les chorales de la Ville.

Concernant la promotion du chant choral, outre les divers concerts proposés à l'intérieur de la Maison des chœurs, l'année 2013 verra la deuxième édition de la manifestation intitulée « Choralissimo ». En 2012 cette manifestation d'un nouveau type avait accueilli plus de 3000 spectateurs. La manifestation 2013 sera programmée le samedi 25 mai, elle proposera dans des lieux inattendus (en plein air ou en intérieur) des récitals dans tous les registres.

Une manifestation qui a pour but d'intéresser un large public au chant choral et d'augmenter le rayonnement des chœurs de Montpellier et de la Maison des Chœurs.

Article 1 : Objet

L'association a sollicité une subvention de 6 000 euros pour le fonctionnement de la Maison des Chœurs dont le budget s'élève à 43 600 € et une subvention de 6 000 euros sur le projet "Choralissimo" dont le budget est de 12 000 euros.

Considérant que le projet de l'association des Chœurs de Montpellier contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association des Chœurs de Montpellier une subvention de 4 000 euros pour le fonctionnement du lieu "Maison des Chœurs" et une subvention de 5 000 euros pour la manifestation « Choralissimo ».

Article 3 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour la manifestation : "Choralissimo".

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public;
- Pièce n°3: le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2012 -2013 ;
- Pièce n° 5 : un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en trois fois :

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2012 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012 ;

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09.2013 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2012 – 2013 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2013 – 2014.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de L'association

L'association des Chœurs de Montpellier s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant les manifestations n'ont pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

** Signer et parapher chaque page*

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Association Confluences Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Confluences initie et met en œuvre des projets culturels au premier plan desquels « Les Internationales de la Guitare », une manifestation qu'elle organise depuis 18 ans dans de nombreuses salles de concerts et lieux publics de Montpellier : Salle Rabelais, Jam, Opéra Berlioz, Patio intérieur Nouvel Hôtel de Ville ainsi que dans de nombreuses Maisons pour Tous.

L'édition 2013 se déroulera du 28 septembre au 19 octobre 2013. Sont programmés des artistes de flamenco, de jazz manouche, de blues, de rock et de chanson. Deux créations sont également prévues.

Outre ces concerts, l'association propose des actions de promotion et de dynamisation des métiers d'art concernant la lutherie de guitare, notamment au travers du Salon de la Lutherie au Corum les 5 et 6 octobre 2013.

Enfin, deux autres temps forts irriguent le territoire de la Ville. « Montpellier se fait Label », un temps de concerts dans l'espace public (places, rues, jardins...) ainsi que les « 24h Démentes » dans des lieux décalés à jauge réduite pour une proximité maximum entre artiste et public.

Dans le cadre des « Internationales de la Guitare » quatre objectifs sont définis par convention et en concertation avec la Ville de Montpellier. Ils sont les suivants :

- la programmation du festival doit permettre à des artistes montpelliérains de partager la scène avec des artistes reconnus nationalement et/ou internationalement, sous réserve de l'acceptation de ces artistes ;
- la programmation du festival doit veiller à réserver une place aux musiques gitanes, ces musiques faisant partie du patrimoine musical de la Ville ;
- une tarification sociale doit être mise en place afin de permettre à un public d'étudiants, de demandeurs d'emploi, de bénéficiaires du RSA, de retraités de pouvoir accéder à de nombreux spectacles ;

- le festival doit veiller tout particulièrement à produire l'essentiel de ses spectacles dans des lieux équipés, adaptés au spectacle vivant, conformément à la législation en vigueur.

En outre, la Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de nombreux emplacements de communication (kakémonos, tentures de rues, panneaux abris bus, Colonnes Morris...) ainsi que des lieux et matériels municipaux.

Considérant que l'association Confluences à travers ses actions et sa manifestation « Les Internationales de la Guitare » participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion de la musique vivante, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 100 000 € (n° de dossier : 001076) et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe. Le budget de la manifestation est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Confluences : compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Comptes de résultat simplifié exercice 2011 et le budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Charges d'exploitation	537 171	716 700	Produits d'exploitation	431 715	295 000
Salaires et charges	236 687	292 100	Subventions d'exploitation	472 507	733 000
Impôts et Taxes	52 674	19 200	DRAC	40 000	40 000
Charges financières et exceptionnelles	27 113		Région LR	180 000	200 000
-----	-----	-----	Agglomération	76 800	150 000
-----	-----	-----	Ville Montpellier	101 920	200 000
-----	-----	-----	Conseil Général	52 500	50 000
-----	-----	-----	Autres villes aggro et en LR	15 000	88 000
-----	-----	-----	Autres et Aides à l'emploi CNASEA	6 287	5 000
-----	-----	-----	Produits financ. et excep.	3 374	-----
Total	853 645	1 028 000	Total	907 596	1 028 000
Excédent	53 951				

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
3846	Confluences	P	100 000 €
	Total		100 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 100 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013 |

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services	0 0 0 0 0 0 €	- Billetterie	2 1 9 8 6 0 €
- achats non stockés de matières et fournitures	0 0 0 0 0 0 €	- marchandises	0 0 0 0 0 0 €
- fournitures non stockables (eau, énergie)	1 1 0 0 0 0 €	- prestations de services	0 0 0 0 0 0 €
- fournitures administratives	5 2 0 0 0 0 €	- produits des activités annexes	0 0 0 0 0 0 €
- autres fournitures	3 2 0 0 0 0 €		
61 – Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	0 0 0 0 0 0 €	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	1 7 1 0 0 0 €	DRAC	4 0 0 0 0 0 €
- entretien et réparation	0 0 0 0 0 0 €	Aide à l'emploi (ASP)	5 0 0 0 0 0 €
- assurances	1 7 0 0 0 0 €		
- documentation	7 0 0 0 0 0 €	- Région :	2 0 0 0 0 0 €
- divers	0 0 0 0 0 0 €		
62 – Autres services extérieurs		- Ville de Montpellier :	
- rémunération intermédiaires et honoraires	3 5 0 3 0 0 €	Fonctionnement	2 0 0 0 0 0 €
- publicités, publications	8 9 4 0 0 0 €	Projet	0 0 0 0 0 0 €
- déplacements, missions et réceptions	5 4 7 0 0 0 €		
- frais postaux et de télécommunication	1 2 3 0 0 0 €	- Fonds européens	0 0 0 0 0 0 €
- services bancaires	1 2 0 0 0 0 €	- Conseil Général	5 0 0 0 0 0 €
- divers	0 0 0 0 0 0 €	- Agglomération	1 5 0 0 0 0 €
64 – Charges de personnel	2 9 2 1 0 0 €	- Autre : Villes de l'Agglo et en LR	8 8 0 0 0 0 €
63 – Impôts et taxes			
- Impôts et taxes sur rémunération	7 2 0 0 0 0 €	75 – Autres produits de gestion courante	
- autres impôts et taxes	1 2 0 0 0 0 €	- Cotisations	1 4 0 0 0 0 €
65 – Autres charges de gestion courante	2 8 8 0 0 0 €	- Autres	7 5 0 0 0 0 €
66 – Charges financières	0 0 0 0 0 0 €	76 – Produits financiers	0 0 0 0 0 0 €
67 – Charges exceptionnelles	0 0 0 0 0 0 €	77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements	0 0 0 0 0 0 €	- sur opérations de gestion	0 0 0 0 0 0 €
		- sur exercices antérieurs	0 0 0 0 0 0 €
		78 – Reprise sur amortissements et provisions	0 0 0 0 0 0 €
TOTAL DEPENSES	1 0 2 8 0 0 0 €	TOTAL RECETTES	1 0 2 8 0 0 0 €

Nom et signature du Président*

Obligatoire



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Nom et signature du Trésorier

Obligatoire

22

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant es qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2013.

D'une part,

Et :

L'association Confluences représentée par Monsieur Assad EL SINGABY, Président, agissant en vertu d'une délibération d'assemblée en date du 30 juillet 2009.

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Confluences qui poursuit les buts suivants : Promotion de la citoyenneté et de la culture, sollicite une subvention de 200 000 euros pour l'organisation du « 18^{ème} Internationales de la Guitare » du 28 septembre au 19 octobre 2013.

Plusieurs dizaines de concerts sont programmés dans toute la ville, dans des lieux adaptés mais aussi en extérieur. Considérant que les actions de l'association Confluences peuvent contribuer au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et promotion de la musique, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de cette action.

Le budget total prévisionnel de cette manifestation s'élève à 1 028 000 euros, celui-ci est détaillé en annexe.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association Confluences une subvention d'un montant de 100 000 euros.

Article 3 : Obligation de l'association

L'association s'engage à utiliser la présente subvention conformément aux objectifs suivants :

- 1/ Que la programmation du festival permette à des artistes montpelliérains de partager la scène avec des artistes reconnus nationalement et/ou internationalement, sous réserve de l'acceptation de ces artistes ;
- 2/ Que la programmation du festival réserve une place aux musiques gitanes, ces musiques faisant partie du patrimoine musical de la Ville ;
- 3/ Qu'une tarification sociale soit mise en place afin de permettre à un public d'étudiants, de demandeurs d'emploi, de bénéficiaires du RSA, de retraités de pouvoir accéder à de nombreux spectacles ;
- 4/ Que le festival produise l'essentiel de ses spectacles dans des lieux équipés, adaptés au spectacle vivant.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2012- 2013 ;
- Pièce n° 5 : un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Confluences s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2013 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association Confluences s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Confluences s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association Confluences n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association Confluences des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association Confluences dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour La Ville de Montpellier

Madame le Maire

Pour l'Association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Festival International du Cinéma Méditerranéen Désignation des représentants de la Ville et des personnalités qualifiées au Conseil d'administration de l'association

Philippe SAUREL rapporte :

Cette délibération annule et remplace la délibération n° 2013/16 votée en Conseil Municipal du 4 février 2013.

L'association « Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier » dont le nom usuel est Cinemed a pour objectif de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, notamment en organisant un festival dédié à la Méditerranée.

Cette manifestation, lancée à la fin des années 70 sous le nom des « Rencontres avec le Cinéma Méditerranéen », fêtait en 2012 sa 34ème année et accueillait à cette occasion 82 000 spectateurs. Le public, majoritairement montpelliérain, a plébiscité l'édition 2012 affichant plus de 220 films et représentant ainsi plus de 30 nationalités. Le festival décerne, chaque année, de nombreux prix parmi lesquels on compte le Prix Antigone d'Or de 15 000 euros.

Considérant que cette manifestation contribue au développement de la culture cinématographique, domaine important de la politique culturelle de la Ville et de son rayonnement, la Ville de Montpellier soutient l'association. La contribution de la ville de Montpellier est majeure et en fait le deuxième partenaire fort. Elle se décline non seulement en une subvention d'un montant de 260 000 euros (cf. la subvention attribuée en 2012 par la Ville) mais aussi en une aide en nature équivalente à 51 600 euros en mettant à disposition du festival, d'une part, le centre Rabelais et son personnel pendant les 10 jours du Festival pour une valeur de 15 200 euros et, d'autre part, les locaux sis au **Moulin de l'Evêque** destinés à l'administration à l'année de l'association, d'une valeur de 36 400 euros.

Les statuts de l'association, établis en 1991, ont été modifiés à quatre reprises. La dernière modification, en date du 25 juillet 2012, invite la ville à désigner les représentants de la Ville au Conseil d'administration de l'association, soit 3 membres du Conseil municipal de la Ville de Montpellier et 4 personnalités qualifiées choisies parmi les acteurs de la création, de la diffusion, de l'exploitation et de la critique cinématographique et audiovisuelle et du monde culturel et économique.

Les 3 représentants de la Ville de Montpellier sont :

- Philippe SAUREL,
- Agnes BOYER
- Michel PASSET

Les 4 personnalités qualifiées et désignés par la Ville de Montpellier sont :

- Nathalie COMBE
- Patrick BEDOS
- Serge LALOU
- Jacques VALLET

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la liste des membres de l'association
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Indivision LANDIER, 6 rue Pagès (parties communes)	5.000,00 €
Syndic du 15 rue Balard – bénévole Mme Laure DEBARNOT (parties communes)	4.000,00 €
M. Frédéric Michel PAJUS, 50 cours Gambetta (propriétaire occupant)	4.000,00 €
- Syndic 6 rue Daru, Cabinet HUGON REDON (parties communes)	4.000,00 €
- SARL ALAIN POUX / 14 GD RUE J. MOULIN (parties communes)	3.000,00 €
Total :	20.000,00€

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 20.000,00 € correspondant aux 5 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26 mars 2013 |


Méline MANDROUX

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION URBAINE Plan de sauvegarde du Petit Bard Attribution de subvention

Christian BOUILLE rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au Plan de Sauvegarde du Petit Bard qui s'inscrit dans le Projet de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola).

Le Plan de sauvegarde du Petit Bard a été arrêté le 22 août 2007 et modifié par arrêté préfectoral le 23 avril 2009 puis le 16 décembre 2011. Ce dernier arrêté n°2012/01/047 porte approbation de l'avenant n°2 qui vise notamment à intégrer la réhabilitation du bâtiment G partiel (montées G3 à G7) et proroge le Plan de sauvegarde du Petit Bard jusqu'au 31 décembre 2013.

Une convention financière a été signée le 28 décembre 2007 par l'ANAH, la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault qui fixe le montant et les conditions d'attribution des aides. L'avenant n°2 à cette convention approuvé par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2011 intègre la réhabilitation du bâtiment G partiel (montées G3 à G7 soit 45 logements).

Par cette convention, la Ville de Montpellier apporte, pour les parties communes des immeubles, une subvention de 10 % du montant des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée à 1 600 € par logement.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours aux travaux de réhabilitation du bâtiment G3 à G7. Les caractéristiques de cette opération et son plan de financement sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Bénéficiaire en qualité de	FDI ICI Syndic de copropriété
Caractéristiques de l'opération	Parties communes
Nature des travaux	Réhabilitation globale du bâtiment

Adresse	Bâtiment G3 à G7 Square André Chénier
Nombre de logements	45
+Coût de l'opération HT	1 027 149,12 €
Dépense subventionnable	1 120 000,00 €
Subventions	
ANAH	462 240,00 €
Ville de Montpellier	72 000,00 €
Montpellier Agglomération	7 200,00 €
Conseil Général de L'Hérault	64 800,00 €
Total des subventions	606 240,00 €

Les travaux objet de la présente délibération concernent la réhabilitation complète des parties communes (étanchéité, menuiseries extérieures et intérieures, ravalement de la façade, individualisation du chauffage, etc.). Ils permettront une réduction de la consommation énergétique grâce à l'isolation du bâtiment et une meilleure maîtrise de la dépense de chauffage grâce à l'individualisation des installations, concourant ainsi à la lutte contre la précarité énergétique.

Ces travaux répondent également aux objectifs du Plan de sauvegarde en termes de redressement financier de la copropriété et d'amélioration de sa gestion par la mise en œuvre d'une individualisation des charges.

Agissant dans le cadre de la concession d'aménagement signée avec la Ville le 9 mai 2007, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) fournit assistance au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer au syndic de copropriété FDI – ICI, demeurant 45 rue Schumpeter à PEROLS (34473), une subvention de 72 000 € pour la réhabilitation globale des parties communes du bâtiment G3 à G7;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, nature 2042, chapitre 908 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par le syndic FDI – ICI des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention de la Ville, sur un compte spécifique travaux dédié au bâtiment G3 à G7;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire






Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Localisation du bâtiment G3 à G7



-  OPAH Copropriété dégradée - résidence Apollinaire
-  Démolitions
-  Plan de Sauvegarde - Réhabilitations

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Convention d'objectifs et de financement Ville/SNCF Signature d'un Avenant

Françoise PRUNIER rapporte :

Par délibération du 25 juin 2012, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'une convention d'objectifs et de financement entre la Ville et la SNCF pour les enfants accueillis dans les établissements municipaux qui relèvent du régime de protection sociale de la SNCF.

Cette convention ouvre aux prestataires SNCF la possibilité de pouvoir bénéficier des mêmes avantages que les familles qui relèvent du régime général CAF, à savoir un tarif établi sur le barème national CNAF.

Pour la Ville, la convention prévoit une indemnisation du reste à charge par le versement de la Prestation Indemnité Garde Crèche (PIGC) par la SNCF. Cette prestation est basée sur le modèle que la Prestation de Service Unique (PSU) versée par la CAF, à la différence que dans la convention initiale, elle était plafonnée à un montant mensuel fixé annuellement par la SNCF. Or, la PSU CAF ne prévoit pas ce plafonnement.

Afin de ne pas faire subir un préjudice financier à la Ville, il convient donc d'aligner la PIGC sur la PSU CAF.

Pour ces raisons, à compter du 1^{er} janvier 2013, la SNCF s'est accordée à revoir cette clause et propose à la Ville de signer un avenant qui modifie l'article 4 de la convention de la manière suivante :

« Le montant versé prend en compte le nombre d'heures de garde facturées à la famille »

A la place du paragraphe :

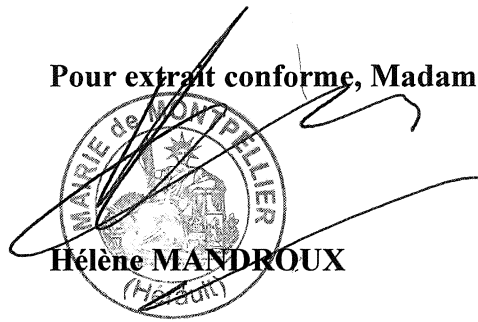
« Le montant versé prend en compte le nombre d'heures de garde facturées à la famille et ne peut excéder un plafond mensuel fixé annuellement par le Département d'action Sociale et indexé sur la base du Barème Mensuel des Allocations Familiales »

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De prendre acte de la modification de l'article 4 de la convention d'objectifs et de financement susvisée ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer l'avenant joint en annexe proposé par la SNCF et tous documents ou actes relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

**Avenant à la convention d'objectifs et de financement relative à la
prestation Indemnité de Garde Crèche SNCF.**

1. Modification de l'article 4 de la convention

Le paragraphe 2 de l'article 4 de la convention :

*« Le montant versé prend en compte le nombre d'heures de garde facturées à la famille,
et ne peut excéder un plafond mensuel fixé annuellement par le Département d'Action
Sociale et indexé sur la base du Barème Mensuel des Allocations Familiales (BMAF) »*

est remplacé par le paragraphe suivant :

*« Le montant versé prend en compte le nombre d'heures de garde facturées à la
famille »*

2. Date d'effet du présent avenant

Le présent avenant est applicable à compter du 1^{er} janvier 2013.

Fait en deux exemplaires à Paris, le

Pour l'Action Sociale SNCF,
P/Le Chef du Département de l'Action Sociale
Monsieur Jean-Pierre LOYER

Pour.....
.....
.....

Signature

Signature et cachet



Direction de l'Action
Territoriale
Service des Maisons pour
Tous

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 92

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, il a été validé lors du Conseil Municipal du 25 juillet 2011, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier,

- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à **3** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **675 €**.

Les associations concernées sont : Association Métiss'Ka (110€), DSD (245€) et Coopération sens de Vie (320€)

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à **14** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **2145 €**.

Les associations concernées sont : Compagnie Minibus (55€), Compagnie des nuits partagées (220€), Face Hérault (55€), Comité de quartier Saint Clément (165€), Compagnie Intermezzo (165€), La Bosphore (55€), Compagnie Lutine (110€), Les Fourmis Rousses (220€), Maison du Judo (110€), Amélie 2 Ailes (330€), Comité de quartier Pasquier Don Bosco (55€) et Montpellier PINK 34 (55€), Collectif citoyen Paillade (440€) et Justice pour le Petit Bard (110€).

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- De dire que les montants en nature valorisables seront portés au compte des associations ainsi qu'au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013 |



M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					annuelle		
Maison pour tous :		Mélina-Mercouri	Pour la période de :		mars à juin 2013		2013
Pour Conseil municipal du :		25-mars-13					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Coopération SENS DE VIE	Accueil et accompagnement de la famille et de la jeunesse	Réunions et manifestations autour de la famille	Participation au projet MPT	un jeudi par mois (9h30-11h30 et 16h-18h)	2h et plus 30 personnes incluses	320
Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					annuelle		
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :		mars à juin 2013		
Pour Conseil municipal du :		25-mars-13					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	METISS'KA	Découverte et promotion de la culture antillaise	Répétition du groupe de danseurs de Gwo'Ka et de percussionnistes antillais	Proposition de l'animation du Carnaval le 16 février 2013	lundi de 20h30 à 22h30	1h et 10 personnes incluses	110 €
	DSD	Développement Solidaire et Durable	Initiation Informatique avec public en difficultés sociales ou en situation de Handicap		les jeudis de 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
						TOTAL	675 €

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux ponctuelle							
Maison pour tous :		François-Villon	Pour la période de :		mars à juin 2013		
Pour Conseil municipal du :		25-mars-13					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Compagnie Minibus	spectacle	spectacle scolaire "SOS premiers secours"		17-mai	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	Cie des nuits partagées	création atelier théâtre	Débat citoyen		26/03, 15/04, 27/05, 10/06	Demi-journée salle pour - 60 personnes	220
	FACE Hérault	accès aux droits	Information collective partenaires		26 mars 9h 12h	Journée salle pour - 60 personnes	55
	Comité de quartier St Clement		Réunions		3 réunion d'ici le mois de juin	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	cie Intermezzo	création atelier théâtre	répétition théâtre		26/4 27/4 28/4	Journée salle pour - 20 personnes	165
Maison pour tous :		Paul-Emile-Victor	Pour la période de :		mars à juin 2013		
Pour Conseil municipal du :		25-mars-13					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association La Bosphore	Association franco turc	Assemblée générale	RAS	vendredi 26 avril de 19h30 à 22h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	Compagnie Lutine	Association théâtre	Apprentissage du théâtre cour enfants	RAS	samedi 20 et dimanche 21 avril 2013	Week-end stages activités associations - de 20 personnes	110
Maison pour tous :		Michel-Colucci	Pour la période de :		mars à juin 2013		
Pour Conseil municipal du :		25-mars-13					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	LES FOURMIS ROUSSES	atelier théâtre adulte	répétition spectacle de fin d'année	spectacle à la Mpt le 24/05 + au Theatre G.Philippe le 25/05	samedi 07/04 et lundi 20/05	2 Journées	220
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :		mars à juin 2013		
Pour Conseil municipal du :		25-mars-13					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Maison du Judo	Association faisant la promotion du Judo	Soirée à vocation humanitaire pour récolter des fonds à la création d'un DOJO en casamance au Sénégal		samedi 30 mars 2013 de 14h à 23h	Journée salle pour + 60 personnes	110
	Amélie 2 ailes	Promotion de la Comédie Musicale	Stage de Comédie musicale	vacances Hiver, Printemps et été 2013	vacances hiver, printemps et été pendant une semaine à chaque fois.	Week-end stages activités associations - de 20 personnes	330
Maison pour tous :		Voltaire	Pour la période de :		mars à juin 2013		
Pour Conseil municipal du :		25-mars-13					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	COMITE DE QUARTIER PASQUIER DON BOSCO				16/10/2013	Demi-journée salle pour + 60 personnes	55
	COMITE DE QUARTIER		REPAS DANSANT				
	Montpellier PINK 34	Rallye humanitaire	Soirée pour récolter des fonds		02/06/2013	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
Maison pour tous :		Léo-Lagrange	Pour la période de :		mars à juin 2013		
Pour Conseil municipal du :		25-mars-13					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Collectif citoyen Paillade	Débats citoyens entre habitants du quartier	Rencontres débats		6 mars, 3avril, 3 mai, 3 juin	16h	440 €
	Justice pour le Petit Bard	Problématiques liées au logement Actions culturelles	Forum autour du rôle de la culture dans les quartiers populaires		7 avril (5h)		110 €

TOTAL 2 145 €

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Signature de protocoles territoriaux d'aide à la rénovation thermique de logements privés – actions pour la réduction de la précarité énergétique

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Consciente des enjeux liés au réchauffement climatique planétaire, la Ville de Montpellier met en œuvre des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Cette démarche d'abord initiée sur son patrimoine depuis 1983, est démultipliée par différentes initiatives concrètes en faveur des énergies renouvelables et de la maîtrise énergétique :

- Création d'une agence locale pour l'énergie en 2007,
- Développement de nouveaux réseaux de chaleur renouvelables en 2007 (Port Marianne, Grisettes et Universités),
- Cartographie de thermographie aérienne infrarouge en 2009,
- Démarche du Plan Climat Energie Territorial en 2011.

Une des actions de ce Plan Climat Energie Territoire en cours d'élaboration consiste à agir sur les bâtiments de son territoire.

En complément de son intervention sur ses propres bâtiments, la ville de Montpellier soutient très fortement l'habitat privé par la mise en œuvre de procédures d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) sur l'ensemble de son territoire. Ces OPAH, par leur nature incitative, sont adaptées pour inverser les processus de dévalorisation des copropriétés les plus en difficultés et visent à requalifier durablement leur bâti en incitant à des réhabilitations complètes (parties communes et parties privatives). A cet effet, elles inscrivent les ménages occupant ces logements dans un cercle vertueux en contribuant à réduire leur précarité énergétique par une baisse importante des charges et à offrir un véritable confort d'habiter.

L'action de la Ville sera renforcée par la signature du protocole territorial « Investissements d'avenir » et de son protocole thématique qui constitue le volet territorial applicable à la Commune de MONTPELLIER, annexe au Contrat Local d'Engagement (CLE) du département, qui définit notamment les conditions d'accès et les modalités de mise en œuvre au plan local du programme « Habiter mieux », géré par l'Anah.

Dans ce cadre, la Commune de MONTPELLIER s'engage à mobiliser des moyens humains et financiers et à coordonner ses actions avec l'ensemble acteurs locaux et des partenaires du contrat local d'engagement dans le périmètre des OPAH qu'elle a conclu, pour répondre aux objectifs suivants :

- identifier et accompagner les ménages les plus modestes et à réaliser les travaux prioritaires leur permettant d'obtenir une amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement, leur ouvrant droit notamment, à l'aide de l'Anah et à l'aide de solidarité écologique de l'Etat,
- accélérer l'amélioration thermique du parc de logements privés de la Commune de MONTPELLIER et contribuer ainsi aux efforts nationaux de réduction des consommations énergétiques.

Aussi, les parties signataires se fixent pour objectif d'aider 169 propriétaires occupants modestes éligibles au programme sur la durée du présent protocole.

En contrepartie, conformément au décret n° 2012-447 du 2 avril 2012 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique (FART), l'Etat complète les financements de **l'Agence nationale de l'habitat**:

- au titre de l'ingénierie en accordant une prime de 438 € par logement, versée au propriétaire occupant ayant recours à l'AMO,
- au titre des travaux, une aide forfaitaire de solidarité écologique (ASE) de 1 600 €, qui peut être majorée à due concurrence des aides accordées par les collectivités locales, dans la limite d'un plafond de 2 100 €.

Ce protocole permet également la mobilisation des certificats d'économie d'énergie (CEE) générés par ces opérations à hauteur de 25% en raison de leur contribution à la mise en œuvre du programme « Habiter mieux » au prorata des dossiers réalisés. A ce titre, la Ville de Montpellier s'inscrit dans l'option 2 en souhaitant inscrire l'ensemble des CEE générés à son compte EMMY.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'accepter les termes des deux protocoles joints en annexe de la délibération.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces protocoles et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013



Premier Ministre
Commissariat Général
à l'Investissement

Investissements d'avenir

« Protocole territorial d'aide à la rénovation thermique des logements privés »

Commune de MONTPELLIER



Entre

L'État et L'Agence nationale de l'habitat, représentés par Monsieur Pierre de BOUSQUET DE FLORIAN, Préfet de l'Hérault et délégué de l'Agence dans le département,

Et

La Commune de MONTPELLIER représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire

Vu le contrat local d'engagement du département signé le 4 juillet 2011

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du ...

Préambule

Le territoire de la Commune de MONTPELLIER compte de très nombreux logements achevés avant 1975 et occupés par des personnes répondant aux conditions de ressources de l'Anah. Dans ces logements, l'amélioration de la performance énergétique du logement constituerait un moyen décisif pour réduire les factures énergétiques et/ou permettre aux ménages de revenir à un niveau de confort thermique minimal.

Ainsi la Commune de MONTPELLIER intervient très fortement dans l'amélioration des copropriétés par la réhabilitation complète parties communes, la solvabilisation des propriétaires, le repérage des logements indignes à l'habitation et le maintien des propriétaires occupants à travers les OPAH qu'elle a conclu sur son territoire.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Le contrat local d'engagement du département constitue la déclinaison locale et opérationnelle du programme « Habiter mieux », géré par l'Agence nationale de l'habitat.

Consciente que :

- les situations de précarité énergétique ont une traduction financière pour les pouvoirs publics sous forme d'aides aux impayés des factures d'énergie et de dépenses de santé,
- la résorption des situations de précarité énergétique contribue directement à l'objectif national de réduction des dépenses d'énergie du Grenelle de l'Environnement et à économiser à la collectivité les coûts actuels et futurs de leurs effets externes,

la Commune de MONTPELLIER souhaite contribuer à la mise en œuvre du programme Habiter Mieux sur le périmètre des OPAH qu'elle met en œuvre et articuler son action et les moyens qu'elle mobilise avec celle initiée dans le cadre du contrat local d'engagement.

Les signataires conviennent ce qui suit :

Article 1 : Objectifs

Le présent protocole constitue le volet territorial applicable à la Commune de MONTPELLIER, annexe au Contrat Local d'Engagement (CLE) du département, qui définit notamment les conditions d'accès et les modalités de mise en œuvre au plan local du programme « Habiter mieux », géré par l'Anah.

Dans ce cadre, la Commune de MONTPELLIER s'engage à mobiliser des moyens humains et financiers et à coordonner ses actions avec l'ensemble acteurs locaux et des partenaires du contrat local d'engagement dans le périmètre des OPAH qu'elle a conclu, pour répondre aux objectifs suivants :

- identifier et accompagner les ménages les plus modestes et à réaliser les travaux prioritaires leur permettant d'obtenir une amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement, leur ouvrant droit notamment, à l'aide de l'Anah et à l'aide de solidarité écologique de l'Etat,
- accélérer l'amélioration thermique du parc de logements privés de la Commune de MONTPELLIER et contribuer ainsi aux efforts nationaux de réduction des consommations énergétiques.

Aussi, les parties signataires se fixent pour objectif d'aider **169** propriétaires occupants modestes éligibles au programme sur la durée du présent protocole.

Cet objectif, qui constitue une déclinaison territoriale de l'objectif défini dans le cadre du contrat local d'engagement, est réparti annuellement par voie d'annexe.

Article 2 : Repérage des propriétaires éligibles

La Commune de MONTPELLIER participera au repérage des logements les plus énergivores occupés par des propriétaires aux revenus modestes dans le cadre des OPAH qu'elle a conclu, confrontés ou non à des situations d'impayés, en :

- mobilisant ses services sociaux et de proximité dans l'identification des ménages propriétaires,
- organisant en tant que de besoin des visites à domicile,
- mobilisant et en accompagnant les acteurs de proximité susceptibles de relayer l'information auprès des ménages éligibles (acteurs de l'aide à domicile notamment).

Par ces moyens, la Commune de MONTPELLIER s'engage sur un objectif de repérage et d'information de **169** propriétaires occupants des conditions d'accès au programme.

Le cas échéant, le propriétaire intéressé par la réalisation de travaux sera orienté vers l'opérateur chargé de l'accompagner dans ses démarches (ingénierie sociale, technique et financière), en s'appuyant sur la fiche de liaison validée dans le cadre du contrat local d'engagement.

Article 3 : Formation des agents territoriaux aux enjeux de la rénovation thermique

Le repérage des ménages concernés étant un des critères de réussite du programme national de rénovation thermique, les agents territoriaux, en particulier ceux des services sociaux, seront formés aux problématiques des économies d'énergie, aux gestes du

développement durable et sensibilisés aux besoins de rénovation thermique les plus manifestes des logements considérés comme des « passoires thermiques ».

Au besoin, les agents territoriaux bénéficieront d'une telle formation, leur permettant de mieux sensibiliser le public au programme national de rénovation thermique et de conseiller les ménages sur les « bonnes pratiques » liées aux économies d'énergie, dans le cadre de la convention signée entre l'Agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie (Ademe) et le Centre national de la fonction publique territoriale (Cnfpt) ou tout autre cadre d'intervention.

Article 4 : Aides du programme 'Habiter Mieux', bonifications et autres financements

Les signataires intervenant chacun au titre de leurs compétences et domaines d'intervention participent au financement des actions de repérage, d'ingénierie spécialisée ou des travaux d'économie d'énergie.

L'Etat et l'Agence nationale de l'habitat apportent un concours financier aux prestations d'ingénierie et à la réalisation des travaux.

L'Anah participe au financement des prestations d'ingénierie mobilisées dans le cadre de cette opération programmée d'amélioration de l'habitat, au titre du suivi-animation.

Les aides Anah, dont celles aux travaux réalisés par les propriétaires occupants, sont attribuées conformément aux modalités définies par le conseil d'administration de l'Agence.

Conformément au décret n° 2012-447 du 2 avril 2012 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique (FART), l'Etat complète les financements de l'Agence :

- au titre de l'ingénierie en accordant une prime de 438 € par logement, versée au propriétaire occupant ayant recours à l'AMO,
- au titre des travaux, une aide forfaitaire de solidarité écologique (ASE) de 1 600 €, qui peut être majorée à due concurrence des aides accordées par les collectivités locales, dans la limite d'un plafond de 2 100 €

Consciente que le montant du reste à charge conditionnera la décision d'engager des travaux de rénovation thermique, la Commune de MONTPELLIER apporte aux propriétaires occupants pour la réhabilitation des parties privatives, dans le cadre des OPAH qu'elle a conclues sur son territoire :

- Pour l'OPAH-CD Copropriété des Cévennes, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.
- Pour le Plan de Sauvegarde du Petit Bard, une aide de 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.
- Pour l'OPAH RU et CD Gambetta – Figuerolles- Nord Ecusson :
 - une prime complémentaire de 500€ à l'Aide de solidarité énergétique (ASE) ;
 - une aide de 10% à 30% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé, en fonction de leurs ressources.
- Pour l'OPAH RU et CD St Guilhem – Laissac – Sud Comédie:
 - une prime complémentaire de 500€ à l'Aide de solidarité énergétique (ASE) ;

- une aide de 10% à 30% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation d'un logement indigne ou très dégradé, en fonction de leurs ressources.

Ainsi pour tout propriétaire occupant résidant sur le territoire communal en OPAH ou PIG, l'ASE s'élève à 2 100 €.

Article 5 : Information et communication du public

L'Anah mettra à la disposition des signataires divers supports de communication relatifs au programme national de rénovation thermique, en particulier le « guide des travaux de rénovation thermique les plus efficaces ».

La commune de MONTPELLIER pourra assurer la communication du dispositif via des articles dans la presse locale, dans le bulletin d'information communal, par affichage et sur son site internet.

Ce programme étant doté d'une identité graphique, toute publication et support de promotion élaborée par ou à l'initiative des services des parties signataires devra comporter le logo dudit programme et respecter la charte graphique.

Article 6 : Suivi du protocole

Les actions et les aides du programme « Habiter Mieux » allouées au bénéfice de ce territoire font l'objet d'un suivi spécifique et de bilans trimestriels et annuel. La Commune de MONTPELLIER transmet ces informations au comité de pilotage du CLE.

Le suivi et les bilans réalisés dans le cadre du CLE conclu au niveau départemental prendront en compte les éléments issus du suivi de ce protocole.

Conformément aux processus d'évaluation mis en place dans le cadre de la convention Etat-Anah pour la mise en œuvre des Investissements d'avenir, des contrôles par sondage seront menés pour vérifier la qualité informationnelle des documents transmis. Les signataires du présent protocole s'engagent à ne pas s'opposer à la réalisation de ces contrôles.

Article 7 : Durée du protocole

Le présent protocole est établi pour la période allant de la date de signature au 31 décembre 2013. Sa prorogation ou son renouvellement sur la période 2014-2017 est conditionnée à la réalisation d'une évaluation des résultats obtenus au plan national et local.

Fait à MONTPELLIER, le

Le préfet, délégué de l'Agence
dans le département

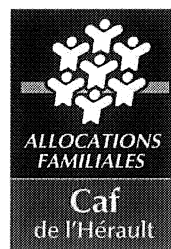
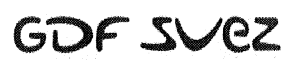
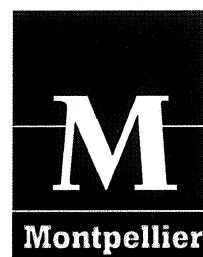
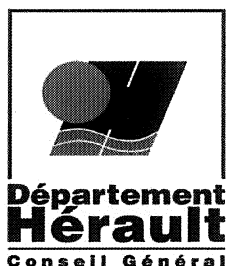
Le Maire de Montpellier

Pierre de BOUSQUET DE FLORIAN

Hélène MANDROUX



Premier Ministre
Commissariat Général
à l'Investissement



**« Protocole thématique pour l'implication des
énergéticiens partenaires du programme Habiter Mieux »**

**valant avenant au Contrat local d'engagement contre la
précarité énergétique de l'Hérault**

Entre

L'État et L'Agence nationale de l'habitat, représentés par M. Pierre de BOUSQUET DE FLORIAN, Préfet,

Et

Le Département de l'Hérault représenté par le Monsieur André VEZINHET, Président du Conseil Général

Et

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre MOURE, délégué pour l'attribution des aides à la pierre en application de l'article L301-5-1 du code de la construction et de l'habitation

Et

La Ville de Montpellier, représentée par son Maire Madame Hélène MANDROUX

Et

La Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée, représentée par son Président Monsieur Raymond COUDERC, délégué pour l'attribution des aides à la pierre en application de l'article L301-5-1 du code de la construction et de l'habitation

Et

La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, représentée par son Président Monsieur Gilles D'ETTORE, délégué pour l'attribution des aides à la pierre en application de l'article L301-5-1 du code de la construction et de l'habitation

Et

La Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail du Languedoc Roussillon, représentée par Monsieur Jean-Claude REUZEAU, Directeur, ci-après désignée Carsat-Ir

Et

GDF SUEZ, obligé référent du département de l'Hérault, représenté par Monsieur Hugues BARBIERI, Délégué Régional Languedoc-Roussillon de GDF SUEZ,

Et

EDF, partenaire du programme Habiter Mieux de l'Hérault, représenté par Bernard CASTILLE, Directeur EDF COMMERCE MEDITERRANEE

Et

FDI Sacicap, représentée par son Directeur Général Dominique GUERIN

Et

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault représentée par Monsieur Jean Pierre PEQUIGNOT

Et

La Caisse de Mutualité Sociale Agricole du Languedoc représentée par Monsieur Marc HELIES, Directeur Général, ci-après désigné CMSA-Languedoc

Vu le contrat local d'engagement du département de l'Hérault, signé le 4 juillet 2011 et le 1er octobre 2011,

Vu la convention nationale entre l'Etat, GDF SUEZ, EDF et Total du 30 septembre 2011,

Préambule

Le contrat local d'engagement du département de l'Hérault, signé le 4 juillet 2011 et le 1er octobre 2011 prévoyait en son article 8, relatif à la mobilisation des certificats d'économie d'énergie (CEE) que le contenu de cet article « ferait l'objet d'un avenant ultérieurement, lorsque les négociations nationales seraient terminées ».

La convention nationale signée le 30 septembre 2011 définit la participation de GDF SUEZ, EDF et Total au programme Habiter Mieux pour la période 2011-2013. Elle est rendue opérationnelle par l'arrêté interministériel du 25 novembre 2011.

Les trois obligés contribuent financièrement au programme Habiter Mieux au niveau national via les aides de l'Anah. Cette contribution financière au niveau national implique l'exclusivité des trois obligés pour la valorisation des certificats d'économie d'énergie (CEE) générés sur les dossiers Habiter Mieux au niveau local. 25 % des CEE ainsi produits reviennent aux collectivités participant financièrement au programme, qui exercent un droit d'option quant à leur affectation.

Ladite convention précise pour chaque département les fournisseurs d'énergie désignés comme « obligé référent » pour recueillir tous les CEE du territoire. **Dans l'Hérault, l'obligé référent est GDF SUEZ.**

Le présent protocole, valant avenant au contrat local d'engagement (CLE) susvisé, est une déclinaison locale de cette convention nationale.

Les signataires conviennent ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le présent protocole permet de définir :

- les modalités de participation de GDF SUEZ, obligé référent et EDF aux actions de repérage,
- les modalités de formation des opérateurs par l'obligé référent,
- le circuit de collecte des pièces nécessaires à la valorisation des CEE par l'obligé référent,
- et l'affectation de la part de CEE revenant de droit aux collectivités participant financièrement au programme.

Article 2 : Participation de l'obligé référent et d'EDF au repérage et à la formation des opérateurs

A- Le repérage des ménages

La participation de l'obligé référent et d'EDF au repérage des ménages éligibles au programme Habiter Mieux s'inscrit dans le cadre du circuit opératoire défini dans le CLE susmentionné.

A cet effet,

GDF SUEZ s'engage à mobiliser les moyens suivants, en vue d'identifier et signaler les propriétaires occupants et susceptibles d'être en situation de précarité énergétique :

- Désigner un interlocuteur solidarité de GDF SUEZ qui pour le département de l'Hérault est :

Catherine RIBERA-BAEZA
Correspondante Solidarité et Relations Externes
GDF SUEZ Énergie France
17 rue du Pont de Lattes
CS 91146
34008 MONTPELLIER cedex 01
Tél : 04 67 91 15 44

- Informer les collectivités locales lors des comités techniques et/ou de pilotage du CLE ou à l'occasion de rencontres spécifiques, des services de détection / repérage des ménages en situation de précarité énergétique que **GDF SUEZ** est susceptible de proposer à la mise en œuvre par les opérateurs dans le cadre du financement prévu par la convention nationale.

Ces actions peuvent être conduites en s'appuyant d'une part sur **les Partenaires de Médiation Solidarité de GDF SUEZ**, et d'autre part, sur des supports d'aide au repérage que le Groupe a conçus : grille d'analyse du logement, outils pour la Maîtrise de la Dépense d'Énergie... .

Un catalogue descriptif de l'ensemble de ces outils, intitulé « Outils de détection et d'accompagnement des ménages », est disponible auprès du Correspondant Solidarité.

Actuellement, en lien avec le Conseil Général de l'Hérault, la DDTM, la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault et GDF SUEZ, une expérimentation de repérage et d'information des propriétaires occupants éligibles au programme Habiter Mieux est menée jusqu'au 10 mai avec le soutien des Communes de Gignac et St André de Sangonis. Celle-ci est réalisée avec l'appui du Partenaire de Médiation Solidarité de GDF SUEZ, l'association Face Hérault. La communication de la conclusion de cette expérimentation pourra être réalisée lors d'un prochain comité des partenaires du CLE,

- Répondre, en complément des outils décrits ci-dessus, et dans l'objectif de mieux localiser les bénéficiaires potentiels pour leur proposer l'aide du programme Habiter Mieux, à toute demande visant à apporter une information concernant le nombre de bénéficiaires du Tarif Spécial de Solidarité (TSS) gaz et le nombre de clients démunis (FSL) sur le territoire concerné (niveau de la commune)
Ces informations, adossées aux données d'études externes comme par exemple les données de l'INSEE pourront permettre d'affiner la connaissance du territoire et ainsi constituer une opportunité pour monter, avec les collectivités locales, des opérations communes d'information sur le dispositif Habiter Mieux afin d'accroître le nombre de rénovations,
- Proposer, via un partenaire spécialiste de la formation, un dispositif de formation à destination des travailleurs sociaux ou de tout autre acteur impliqué dans la démarche Habiter Mieux (maîtrise de l'énergie, tarifs sociaux, difficultés de paiement des factures d'énergie, sécurité...) afin de les aider dans l'accompagnement et la détection des ménages.

Le programme complet de cette formation ainsi que les modalités pratiques pour sa mise en place sont disponibles auprès du Correspondant Solidarité,

- Animer, sur demande auprès du Correspondant Solidarité, des séances d'information auprès des travailleurs sociaux en vue de leur apporter une actualité sur l'ensemble des procédures liées au suivi du dossier d'un client en situation difficile,
- Orienter les ménages en situation de précarité énergétique, qui ont été détectés par les **professionnels installateurs partenaires de GDF SUEZ**, vers les référents du territoire dont la liste sera communiquée par la DDTM.
- Mettre en place une communication sur son site internet pour informer sur le programme Habiter Mieux et, selon des modalités à définir en partenariat avec les acteurs du CLE, porter une information auprès de ses clients sous forme de mailings.

A cet effet,

EDF s'engage à mobiliser les moyens suivants, en vue d'identifier et signaler les propriétaires occupants aux revenus modestes, confrontés ou non à des situations d'impayés :

EDF, en tant que contributeur au programme, propose de participer au repérage des ménages en situation de précarité énergétique, en faisant ses meilleurs efforts pour mobiliser les moyens suivants, en vue d'identifier et signaler les propriétaires occupants en situation de précarité énergétique, dans le respect de la loi Informatique et Libertés :

- **Via les travailleurs sociaux** : lors de l'appel entrant d'un travailleur social à un **conseiller EDF** (en présence du client), il s'agira d'identifier, à partir de certaines questions posées par le conseiller, les ménages en situation de précarité énergétique susceptibles d'être intéressés le programme. Sur accord du client, ses coordonnées seraient alors envoyées au guichet départemental de l'Anah,
- **Via des associations partenaires d'EDF**, qui remonteront les coordonnées de ménages en situation de précarité énergétique rencontrées lors de leur activité,
- **Via les Foires et Salons** : les Vendeurs Terrains d'EDF présents sur les Foires et Salons pourront, le cas échéant, donner de l'information et de la documentation aux visiteurs sur le programme Habiter Mieux,
- **Via les structures de médiation sociale partenaires d'EDF** : lors d'une visite d'un ménage dans une structure de médiation sociale, le médiateur pourra identifier si le ménage peut être intéressé et si son profil entre dans les critères d'éligibilité au programme,
- Le cas échéant, EDF pourra également informer ses clients via des mailings ou d'autres modes de communication.

B- L'information et la formation des opérateurs d'ingénierie

Dans le cadre du programme, l'opérateur d'ingénierie chargé d'accompagner le propriétaire tout au long de son projet de travaux (de la définition à la réception des travaux) joue un rôle important dans le processus de production des CEE.

Il revient ainsi à l'opérateur d'ingénierie d'informer dès la première visite les propriétaires du dispositif des CEE et de conseiller tant le propriétaire que la ou les entreprises réalisant les travaux afin de s'assurer notamment que :

- Les travaux subventionnés sont éligibles aux CEE,

- Les professionnels mettant en œuvre les travaux ainsi que le ménage bénéficiaire de l'aide fournissent les pièces - document Cerfa n° 14566, factures, certificats, justificatifs, attestation de fin de travaux (AFT) - nécessaires au dépôt d'une demande de CEE.

La liste des opérateurs d'ingénierie intervenant sur le territoire départemental est annexée au présent protocole afin de permettre une mise en réseau efficace.

Pour assurer la mise en œuvre du processus de production des CEE, l'obligé référent s'engage à :

- Mener en tant que de besoin des actions d'information et de formation des opérateurs d'ingénierie présents sur le territoire, notamment sur la réglementation des CEE (principes généraux de la procédure de délivrance, caractéristiques des produits et matériaux à mettre en œuvre, informations à fournir pour chaque opération de travaux, pièces administratives...),
- Fournir à ces opérateurs toute la documentation nécessaire, ainsi qu'un modèle d'AFT sous format pdf,
- Répondre aux demandes de conseils formulées par les opérateurs sur des dossiers particuliers.

Une première action d'information et de formation sera organisée par **GDF SUEZ** au plus tôt suivant la signature du protocole. **GDF SUEZ** assurera l'organisation et informera la délégation locale de l'Anah de la date et du lieu retenu.

C- L'intégration des réseaux de professionnels des énergéticiens au processus de réalisation des travaux

Les énergéticiens, qu'ils soient référents ou non, peuvent associer sans imposer leurs réseaux de professionnels à la réalisation des travaux subventionnés par le programme Habiter Mieux.

A ce titre, **EDF** pourra orienter si besoin vers des entreprises qualifiées dans le département, et notamment des **partenaires Bleu Ciel**, qui répondent déjà aux exigences de qualité demandées dans le cadre du programme « Habiter Mieux ».

A ce titre, **GDF SUEZ** propose aux opérateurs, une liste de professionnels **partenaires de GDF SUEZ** afin de mieux répondre aux exigences des bénéficiaires du programme Habiter Mieux dans le cadre de la réalisation de travaux conformément à la réglementation thermique des bâtiments et dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité énergétique. Deux listes de **partenaires GDF SUEZ** sont diffusées aux opérateurs, à savoir :

- **LES PARTENAIRES DOLCEVITA** : « *Faites confiance à des professionnels qualifiés* »

GDF SUEZ s'appuie sur un réseau de 2 500 Partenaires sur le marché de l'existant, spécialisés dans les domaines de l'installation, du remplacement et de l'entretien de systèmes énergétiques (Chaudière basse température, condensation Gaz Naturel), des équipements solaires (Chauffe-eau solaire) et des opérations de rénovation du bâti (isolation des combles, des murs et remplacement des fenêtres). Incontournables pour accompagner les clients dans leur démarche de travaux destinés à réaliser des économies d'énergie, ce sont aussi des professionnels qualifiés (PG, Qualisol, Qualibat...), respectant des engagements comme :

- Établir un devis clair dans les 10 jours ouvrés après leur visite à votre domicile
- Respecter les délais de réalisation des travaux

- **Les ECOArtisans® :**

En complément du réseau de partenaires DolceVita, **GDF SUEZ** en partenariat avec la CAPEB, ont établi des listes de partenaires départementaux, répondant aux critères de qualification requis (Qualibat, Qualisol...) et couvrant l'ensemble des corps de métiers intervenant dans l'amélioration de l'habitat regroupés sous la marque **ECOArtisan®**. Cette marque de qualité délivrée aux entreprises artisanales du bâtiment engagées dans l'amélioration des performances énergétiques des logements est labélisée « Reconnu Grenelle Environnement ».

Article 3 : Circuit de collecte des pièces nécessaires à la valorisation des CEE

La récupération des CEE est organisée de la façon suivante :

A- Les délégataires des aides à la pierre

S'assurent qu'est joint aux demandes de subvention un formulaire d'engagement spécifique (document cerfa n° 14566) dûment signé par le propriétaire. Par sa signature, le propriétaire est informé de la contribution des obligés au programme Habiter Mieux, de ce que les travaux financés sur les crédits du programme Habiter Mieux doivent donner lieu à la production de CEE au bénéfice exclusif de l'obligé référent du territoire et des obligations pesant de ce fait sur le maître d'ouvrage et les entreprises. Le formulaire invite également le propriétaire à s'appuyer sur l'opérateur chargé de l'accompagner dans son projet.

Le courrier de notification des subventions rappellera ses obligations au propriétaire.

B- Les opérateurs d'ingénierie

S'assurent que les pièces nécessaires au dépôt d'une demande de CEE par GDF SUEZ sont collectées :

- Copie du Document Cerfa n° 14566,
- Copie de la facture originale par le professionnel réalisant les travaux et comportant la marque/le modèle du matériel/des matériaux installé(s),
- Attestation de fin de travaux (AFT) signée par le bénéficiaire des travaux (maître d'ouvrage) ou l'opérateur, et l'entreprise réalisant les travaux,
- Le cas échéant, un document particulier attestant de la qualification du professionnel, de la certification ou des performances du matériel/des matériaux.

Rassemblent les documents nécessaires à la valorisation des CEE à l'issue de la réalisation des travaux d'économie d'énergie effectués et adressent mensuellement à **l'interlocuteur CEE de GDF SUEZ** lors des rencontres avec celui-ci ou par courrier, accompagnés d'un bordereau d'envoi,

Ces documents et leur conformité doivent être vérifiés par l'opérateur. L'opérateur doit notamment vérifier sur la facture des travaux la présence et l'exactitude des références du matériel/des matériels installés et joindre, le cas échéant, les attestations de qualification du professionnel, les certificats et les performances du matériel/des matériels,

C- GDF SUEZ

S'assure de la bonne mise en œuvre du processus de production de CEE (cf. 2.B) et assure le reporting comptable de l'enregistrement de CEE en local et en national et le communique à l'Anah nationale et la délégation locale de l'Anah (DDTM) qui retransmettra aux délégataires.

L'interlocuteur CEE de GDF SUEZ pour le département est : Patrick PELLEGRINI, responsable local de la Délégation Partenaire, coordonnées : 04 32 74 72 92, patrick.pellegrini@gdfsuez.com, 91 allée des Fenaisons, BP 1023, 84097 AVIGNON cedex 9 pour la réception des dossiers.

Celui-ci organise précisément l'information et la formation des opérateurs présents sur le territoire, la procédure de récupération des documents nécessaires à la valorisation des CEE ainsi que la réponse aux questions CEE des opérateurs.

NB : L'interlocuteur CEE de GDF SUEZ retournera à l'opérateur les dossiers non-conformes pour compléments à l'aide d'un bordereau de non-conformité.

Article 4 : Répartition des 25 % revenant aux collectivités locales

Les CEE délivrés suite aux travaux bénéficiant d'une aide du programme Habiter Mieux sont inscrits au compte de l'obligé référent, qui en conserve automatiquement 75%.

Les 25% restants reviennent de droit aux collectivités locales suivantes associée(s), en raison de leur contribution à la mise en œuvre du programme « Habiter mieux » au prorata des dossiers réalisés.

Les collectivités locales qui participent financièrement au programme Habiter Mieux et qui sont susceptibles de percevoir les CEE sont :

- Le Conseil Général de l'Hérault,
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- La Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée,
- La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée.
- La Ville de Montpellier

Ces 25% sont affectés selon les modalités arrêtées par chaque collectivité, entre l'option 1 ou 2.

*Quelle que soit l'option choisie, un point annuel de l'année « n-1 » sera réalisé au cours du premier trimestre de l'année « n » par **GDF SUEZ** avec les collectivités territoriales dans le cadre du comité de suivi du CLE afin de les informer du volume de CEE délivré par l'Administration.*

Option 1 :

Cession directe par l'ensemble des collectivités locales à l'obligé référent (*option recommandée par l'Anah, car simple d'application et correspondant à l'esprit partenarial du programme Habiter Mieux*).

Dans cette option 1, GDF SUEZ s'engage à racheter la part de 25% des CEE selon le prix de marché défini dans la convention nationale, à savoir : prix de rachat garanti sur la base du prix moyen des transactions réalisées mensuellement tel que constaté sur le registre national des CEE pour le second semestre de l'année précédente de chaque point annuel.

A titre indicatif, la formule de calcul du prix d'achat est la suivante :

$V_{CEE} \times \text{Prix Marché} \times 0.25$

0.25 = Part de la Collectivité Locale

V_{CEE} = Volume de MWh Cumac déposé par GDF Suez

Prix Marché = Prix moyen des transactions inscrit au registre national (4.0418€ pour le second semestre 2011)

Les fonds perçus par la collectivité locale devront être destinés à favoriser la réussite du programme Habiter Mieux sur le territoire.

L'option 1 a été retenue par :

- La Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée
- La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée

Option 2 :

Récupération des CEE par la ou les collectivités locales contributrices *(il est utile d'informer les collectivités qui souhaitent s'engager dans cette voie de la complexité de gestion des CEE, étant rappelé que l'ANAH n'apportera aucune aide en la matière).*

Dans cette option 2, GDF SUEZ rétrocédera la part de 25% des CEE à la ou les collectivités locales contributrices à titre gratuit sur leur compte au registre national CEE.

Ces collectivités locales décident de ne pas rétrocéder ces CEE à l'obligé référent et souhaitent les inscrire à leur compte dans le registre national des CEE (référence du compte, à ouvrir le cas échéant).

Pour ce faire, ces collectivités locales notifieront à l'obligé référent **leur numéro de compte EMMY**. Un transfert de ces CEE sera réalisé depuis le compte EMMY de l'obligé référent au compte EMMY de la collectivité locale dans les 3 mois suivant le point annuel cité supra.

L'option 2 a été retenue par :

- Le Conseil Général de l'Hérault
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier
- La Commune de MONTPELLIER

L'option retenue à la signature du protocole est reconduite tacitement chaque année. En cas de changement, l'option doit être exercée antérieurement au 30 novembre à chaque exercice annuel et faire l'objet d'une information auprès de GDF Suez à l'interlocuteur privilégié : Mme RIBERA-BAEZA et est suivie d'un avenant.

Article 5 : Suivi du protocole thématique

Les fournisseurs d'énergie signataires du présent protocole sont membres des instances de suivi du CLE du territoire.

L'obligé référent est également membre du comité de pilotage départemental du CLE. Il assurera notamment à cette occasion le reporting comptable de l'enregistrement des certificats au niveau local (cf. 3 C).

Article 6 : Litiges éventuels

Chacune des collectivités locales et l'obligé-référent font leur affaire des éventuels litiges qui pourraient les opposer dans le cadre de la mise en œuvre des modalités stipulées à l'article 4.

En cas de dysfonctionnements dans la mise en œuvre du processus de production des CEE et dans la limite de son rôle de coordination à l'échelle locale, l'Anah pourra être sollicitée par les acteurs concernés en vue d'aider à une résolution rapide des difficultés.

Article 7 : Durée du protocole

Le présent protocole est établi pour la même période que celle du CLE auquel il est annexé. Les conditions de sa prorogation ou de son renouvellement sur la période

2014-2017 seront déterminées dans le cadre de la seconde phase de mise en œuvre du programme.

Fait en 13 exemplaires

à Montpellier le

Pour l'Etat Le Préfet	Pour l'Anah Le Préfet, délégué local	Pour le Conseil Général Le Président
Pierre de BOUSQUET DE FLORIAN	Pierre de BOUSQUET DE FLORIAN	André VEZINHET
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier Le Président	Pour la Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée Le Président	Pour la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée Le Président
Jean-Pierre MOURE	Raymond COUDERC	Gilles D'ETTORE
Pour la Commune de Montpellier, Le Maire,	Pour GDF-Suez Le Délégué Régional	Pour EDF Direction Commerciale Méditerranée Le Directeur
Hélène MANDROUX	Hugues BARBIERI	Bernard CASTILLE
Pour la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail du Languedoc Roussillon Le Directeur	Pour la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault	Pour la Caisse de Mutualité Sociale Agricole du Languedoc Le Directeur Général
Jean-Claude REUZEAU	Jean Pierre PEQUIGNOT	Marc HELIES
Pour FDI Sacicap Le Directeur Général		
Dominique GUERIN		

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

PATRIMOINE

Convention d'occupation précaire Ville - Société ASF

Dédoubllement de l'autoroute A9

Déplacement du tracé

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Le 30 mai dernier le Conseil Municipal a approuvé la vente à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire de l'Etat, des terrains concernés par la réalisation du dédoublement de l'autoroute A9.

Dans le cadre du projet OZ, projet communautaire consistant en la réalisation d'un nouveau quartier autour et en liaison avec la future gare TGV, la Communauté d'agglomération de Montpellier a demandé à ASF de modifier le tracé du dédoublement de l'autoroute A9 afin de le rapprocher de celui du futur contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier.

ASF, qui a répondu favorablement à cette demande, sollicite une extension des emprises nécessaires à son ouvrage en vue de réaliser ce déplacement. La procédure d'enquête parcellaire est en cours.

Un certain nombre de parcelles propriété de la Ville sont concernées par ce nouveau périmètre.

Le parcellaire est exclusivement composé de parcelles de terre, cadastrées SN 29 pour 8.086 m², SN 35 pour 1.342 m², SN 32 pour 2.492 m², SO 21 pour 1.079 m² et SP 23 pour 3.252 m².

ASF a sollicité la Ville pour obtenir une autorisation de prise de possession anticipée de ces nouvelles emprises.

Afin de permettre à ASF d'anticiper le démarrage des travaux avant régularisation de l'acte authentique de cession, il vous est proposé d'accepter de passer une convention d'occupation précaire à son profit sur ces terrains.

Compte tenu de l'intérêt général du projet autoroutier, il est proposé que ladite convention soit passée à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la passation d'une convention d'occupation précaire à titre gratuit au bénéfice de la Société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire de l'Etat, concernant les parcelles de terre cadastrées SN 29 pour 8.086 m², SN 35 pour 1.342 m², SN 32 pour 2.492 m², SO 21 pour 1.079 m² et SP 23 pour 3.252 m².
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013

POS-ACTES n° 61464

CONVENTION D'OCCUPATION
VILLE / ASF - DEDOUBLEMENT DE L'A9

Le 30 mai 2012 le Conseil Municipal a autorisé la vente à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), mandataire de l'Etat, des terrains de la Ville concernés par la réalisation du dédoublement de l'autoroute A9.

Dans le cadre du projet OZ, projet communautaire consistant en la réalisation d'un nouveau quartier en liaison avec la future gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a demandé à ASF de déplacer le tracé du dédoublement de l'autoroute A9.

ASF, ayant répondu favorablement à cette demande, sollicite une extension des emprises nécessaires en vue de réaliser le déplacement.

La procédure d'enquête parcellaire est en cours et un certain nombre de parcelles, issues du domaine privé communal, sont concernées par ce nouveau périmètre.

Le parcellaire est exclusivement composé de parcelles de terre cadastrées SN 29 pour 8.086 m², SN 35 pour 1.342 m², SN 32 pour 2.492 m², SO 21 pour 1.079 m² et SP 23 pour 3.252 m².

ASF a sollicité la Ville pour obtenir une autorisation de prise de possession anticipée de ces nouvelles emprises.

Afin de permettre à ASF d'anticiper le démarrage des travaux, avant régularisation de l'acte authentique de cession, il vous est proposé d'accepter de passer une convention d'occupation précaire au profit d'ASF sur ces terrains.

Compte-tenu de l'intérêt général du projet autoroutier, il est proposé que ladite convention soit passée à titre gratuit.

La passation d'une telle convention nécessite l'approbation du Conseil Municipal.

AVIS DES SERVICES :

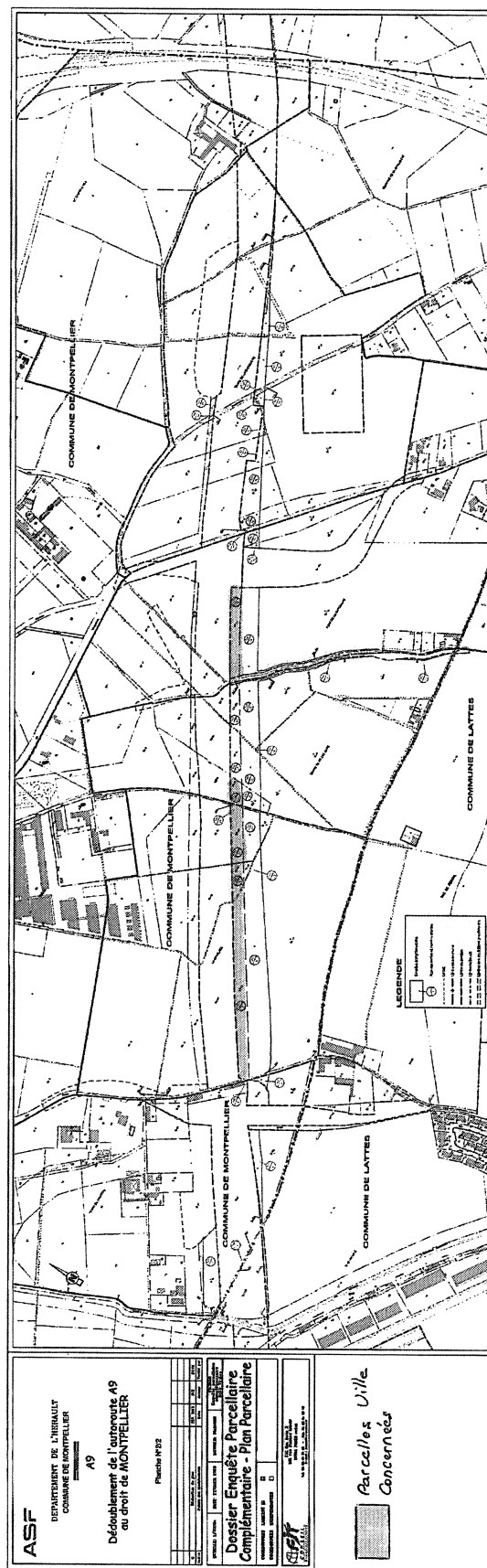
Communauté d'Agglomération : avis favorable

PROPOSITION D.U.Op :

La DUOP propose de soumettre à l'approbation du Conseil municipal le 25 mars prochain, la passation d'une convention d'occupation précaire à titre gratuit au profit d'ASF.

Cette affaire relève de la gestion patrimoniale. A ce titre la convention sera signée par Monsieur TSITSONIS, adjoint délégué au patrimoine

L'AVIS DU G.T.P.U EST SOLLICITE SUR CETTE PROPOSITION.



CONVENTION DE LOCATION DU DOMAINE PRIVE

Entre les soussignés :

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par Monsieur Frédéric TSITSONIS, en qualité d'adjoint délégué à l'économie des ressources et au patrimoine, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du 25 mars 2013,

ci-après désignée la Ville,

D'autre part,

La Société AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE, dite « société ASF », société anonyme au capital de 29.343.640,56€, dont le siège social est 9 Place de l'Europe à RUEIL-MALMAISON (92500) immatriculée au registre du commerce de la Seine (Paris) sous le n° B 572139996, n° SIRET 57213999601306, n° SIREN 572139996, représentée par Monsieur Charles HAASE, Directeur adjoint à la Direction Opérationnelle de Montpellier, domicilié Mas Mas des Cavaliers II – 471, rue Nungesser CS 743 – 34137 MAUGUIO Cedex, dûment habilité en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés par Monsieur Gilles CALAS, Directeur de l'Infrastructure de la Société AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE, suivant acte sous seing privé en date à PESSAC, du 17 octobre 2011, ledit Monsieur Gilles CALLAS agissant pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Pierre ANJOLRAS, Directeur Général.

ci-après désignée ASF ou le preneur,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Exposé des motifs :

Le 30 mai 2012 le Conseil Municipal a approuvé la vente à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), mandataire de l'Etat, des terrains concernés par la réalisation du dédoublement de l'autoroute A9.

Dans le cadre de la réalisation du nouveau quartier OZ, en liaison avec la future gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a demandé à ASF de déplacer le tracé de dédoublement de l'autoroute A9.

ASF sollicite en conséquence une extension des emprises nécessaires en vue de réaliser ce déplacement notamment concernant un certain nombre de parcelles propriétés de la Ville, qu'il s'agira à l'issue d'une nouvelle enquête parcellaire complémentaire de céder à ASF.

ASF a sollicité la Ville en vue d'obtenir une autorisation d'occuper par anticipation ces parcelles appartenant au domaine privé communal afin de ne pas retarder le démarrage des études et travaux.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet la location au preneur de parcelles en nature de terre appartenant au domaine privé de la Ville en application des articles 1708 et suivants du code civil.

Article 2 : Désignation des biens

Les parcelles propriétés de la Ville concernées par la convention sont situées aux lieux dits " La Cavalade", "Nègue Cats" et "Font de la Banquière" à Montpellier.

Ces parcelles son cadastrées :

- section SN : SN 29 pour 8.086 m2, SN 35 pour 1.342 m2, SN 32 pour 2.492 m2.
- section SO : SO 21 pour 1.079 m2
- section SP : SP 23 pour 3.252 m2.

Article 3 : Destination des lieux

L'occupation est consentie au preneur. Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués mais pourra autoriser tout prestataire mandaté expressément par lui à les occuper également exclusivement pour la réalisation de l'opération déclarée d'utilité publique de dédoublement de l'autoroute A9.

Le preneur déclare à ce titre connaître parfaitement les lieux pour les avoir préalablement visités et prendra les lieux dans l'état où il se trouve à la date d'entrée en jouissance.

Article 4 : Durée

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée d'une année.

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par le représentant de la Ville de Montpellier.

Article 5 : Obligations du preneur

5.1 Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil et de manière générale s'engage à ne commettre aucun trouble de jouissance ou de nature à engager la responsabilité de la Ville envers tout occupant, tiers ou usager des immeubles ou du voisinage.

5.2 Le preneur s'engage à n'occuper les lieux qu'en vue de l'exécution des travaux et études relatifs à l'opération de dédoublement de l'autoroute A9 dont il a la charge.

5.3 La présente convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers et le preneur restera seul responsable vis-à-vis de la Ville, de tout tiers ou usager. Toutefois, tout prestataire dûment mandaté par lui dans le cadre de l'opération de dédoublement de l'A9 peut être temporairement habilité à pénétrer sur les parcelles de terre dont il s'agit.

5.4 Le preneur s'engage à maintenir l'accès en tout point aux riverains des parcelles propriétés de la Ville et notamment aux chemins ruraux.

5.5 Le preneur et tout prestataire mandaté par lui devra disposer des polices d'assurance couvrant les dommages aux biens et aux personnes pouvant résulter de l'exercice de ses activités sur les biens objets de la présente convention, y compris ceux causés aux tiers.

Article 6: Loyer

La présente convention d'occupation est consentie à titre gratuit compte tenu de l'intérêt général du projet de dédoublement de l'autoroute A9.

Article 7 : Résiliation

La résiliation de la présente convention pourra intervenir en cas d'inexécution de l'une de ses conditions ou charges dans un délai d'un mois après mise en demeure restée infructueuse.

La résiliation pourra en outre intervenir avant l'échéance par simple lettre recommandée avec AR et sans que la Ville de Montpellier n'ait à justifier de sa décision. Cette résiliation sera sans indemnité et prendra effet à sa date de notification.

Article 8 : Règlement des litiges

La Ville et le preneur s'engagent à rechercher le règlement amiable de tout litige relatif à l'exécution de la présente convention.

A défaut, le Tribunal administratif de Montpellier sera compétent en vue du règlement d'un éventuel litige.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame le MAIRE
L'Adjoint délégué

Le représentant de la Société
AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE

Frédéric TSITSONIS

Charles HAASE
Directeur adjoint

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Convention de location Ville de Montpellier/Comité de Quartier de Port Marianne Sud

Frédéric TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier dispose d'un local de 135 m² situé, allée de la Méditerranée à Port Marianne, dans lequel sont entreposées les maquettes de l'Hôtel de Ville visitées par le public selon un calendrier établi ;

Le Comité de Quartier de Port Marianne Sud recherchant un local dans ce quartier, la Ville de Montpellier propose de partager, dans le cadre d'une convention de location, les locaux précités afin d'en optimiser leur utilisation ;

La mise à disposition de ces locaux se ferait à partir d'un calendrier fixant les créneaux d'utilisation permettant conjointement à la Ville de Montpellier et au Comité de Quartier de Port Marianne Sud d'occuper l'espace ; Cette convention prendrait effet à compter de sa signature pour se terminer au 31 décembre 2014 ;

La valeur locative annuelle de ces locaux a été évaluée à 7425,00 € ;

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité du Comité de Quartier, un loyer minoré d'un montant annuel de 35,00 € leur sera proposé. Ledit loyer constituant une subvention en nature s'élevant à 7390,00 €, il conviendra de porter cette somme au compte administratif de la Ville et à celui du Comité de Quartier ;

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de location proposée au Comité de Quartier de Port Marianne Sud moyennant un loyer minoré et de porter au compte administratif de la Ville les informations comptables ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ; |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par décision du

ci-après dénommée « La Ville »

d'autre part,

« Le Comité de Quartier de Port Marianne Sud » dûment représenté par son Président en exercice,

ci-après dénommé le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, La Ville met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :

Pavillon de l'Hôtel de Ville
Allée de la Méditerranée (Bassin Jacques Cœur)
Port Marianne
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués sont d'une superficie de 135 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Les lieux loués sont destinés à usage de : local associatif.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance.

1.4 - Utilisation des locaux

Les locaux sont en utilisation conjointe avec la Ville de Montpellier.

Le preneur utilisera les locaux :

- le premier lundi du mois de 9 H à 21H
- le mardi ; mercredi ; jeudi de 14 H à 21H

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie à compter de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2014.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 7425,00 €.

Toutefois compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels taxes et charges comprises, que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 7390,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'environnement ou du voisinage du bien loué.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le nettoyage et le rangement du local sera respectivement assuré par le preneur et la Ville de Montpellier après l'utilisation des locaux par chacun selon le calendrier établi.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur.

Dans le local, pour les besoins de la Ville de Montpellier, sont exposées des maquettes et entreposés du mobilier et trois écrans vidéo posés dans les cloisons.

Le preneur sera tenu de respecter ce matériel s'il est utilisé par lui, d'en prendre soin et de le remettre en place si celui-ci a été déplacé.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville au moment la prise de possession du bien loué.

Article 6 : Résiliation

La résiliation de la présente convention pourra intervenir en cas d'inexécution de l'une des conditions et charges dans le délai d'un mois après mise en demeure restée infructueuse.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de un mois.

Article 7 : Litiges

La Ville et le Comité de Quartier de Port Marianne Sud s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Pour La Ville de Montpellier,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour Le Comité de Quartier
Port Marianne Sud
Nom Prénom

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville.

Autorisation de signer l'avenant aux marchés de travaux

Lot 12 : "Faux-plafond tissus tendus"

Lot 29 : "Courants faibles"

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du futur hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F. Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 27 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

L'avant projet détaillé a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1^{er} février 2005.

La durée des travaux sera de 39 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Par délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010, la Ville de Montpellier a désigné l'entreprise ALYOS TECHNOLOGY, pour assurer les travaux du lot 12 : « Faux-plafonds tissus tendus ».

Par avenant n°1 au présent lot 12, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 6 800, 00 € HT, qui a porté le montant du marché initial de 718 200, 87 € HT à 725 000, 87 € HT.

Par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné le groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC, pour assurer les travaux du lot 29 : « Courants faibles ».

Par avenant n°1 au présent lot 29 notifié par OS n°22 du 17 Mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 426 361,83 € HT, qui a porté le montant du marché initial de 1 829 493, 34 € HT à 2 255 855,17 € HT.

Par avenant n°2 au présent lot 29, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 436 706,22€ HT, qui a porté le montant du marché initial de 1 829 493, 34 € HT à 2 692 561,39 € HT.

Les présents avenants ont pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, de la réalisation de différents travaux supplémentaires qui s'avèrent nécessaires à la réalisation et à la finition de l'ouvrage.

L'augmentation du lot 12 correspond à la motorisation complète du plafond de la salle d'exposition dans un souci d'accessibilité et de maintenance ultérieure. Cette évolution porte le marché du titulaire « ALYOS TECHNOLOGY », à 743 450,87 € HT.

L'augmentation du lot 29 correspond à diverses modifications liées principalement à la réalisation de câblages électriques complémentaires dans les salles techniques, Salle de crise et COC, ainsi que dans les accueils d'étages et salles de réunion du fait notamment de la réorganisation du niveau sous-sol, de l'optimisation du nombre de salle de réunion et de l'amélioration de l'accueil au public. Cet avenant comprend également l'amélioration de la sécurisation du bureau du maire.

Ces évolutions portent le marché du titulaire, «groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC», à 2 714 641,17 € HT.

Les montants et pourcentages d'augmentation par rapport aux montants initiaux et avenants précédents sont présentés comme suit :

N° avenant	Désignation	Entreprise	Marché initial compris avenant antérieur et option HT	Avenant proposé Montant HT	Montant total HT	% augmentation avenant proposé et avenant antérieur p/r marché initial	% augmentation avenant proposé p/r marché initial compris avenant antérieur
2	Lot 12 : « Faux plafonds tissus tendus »	ALYOS TECHNOLOGY	725 000,87	18 450,00	743 450,87	3,52 %	2,54 %
3	Lot 29 : « Courants faibles »	groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC	2 692 561,39	22 079,78	2 714 641,17	48,38 %	0,82 %

Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offre en date du 3 juillet 2012 pour le lot 29, le lot 12 ne nécessitant pas l'avis de la commission d'appel d'offre du fait d'une augmentation tout avenant confondu inférieure à 5% par rapport au marché initial ;

Il est proposé, en conséquence, au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°2 au marché de l'entreprise « ALYOS TECHNOLOGY », lot 12, pour un montant de 18 450,00 € Hors Taxes ;
- d'approuver l'avenant n°3 au marché du groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC, lot 29, pour un montant de 22 079,78 € Hors Taxes ;

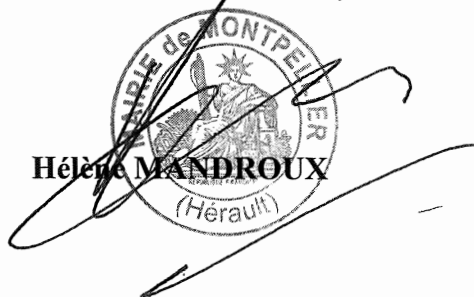
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, Service Conduite d'Opérations :
Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013 |



Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etolle Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.25

RAPPORT DE PRESENTATION

à la Commission d'Appel d'Offres du 26 juin 2012

**de l'avenant au marché de travaux du
lot n° : 29 Courants faibles**

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHÉ	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ.....	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	5
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS.....	5
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

Le présent rapport concerne l'avenant n°3 du lot n°29 « Courants Faibles » dont le titulaire est le groupement d'entreprises FONTANIE – SOMITEG – JP ELEC dont l'entreprise FONTANIE est le mandataire

1.1. INTERVENANTS

Maître d'ouvrage : Ville de Montpellier

Mandataire : Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine – SERM

Maître d'œuvre : groupement Ateliers Jean Nouvel (A.J.N.)/EURL FONTES/TERREL TECHNOLOGIE/VERDIER

Ordonnancement, pilotage, coordination : ARTEBA

Contrôleur technique : groupement APAVE/SOCOTEC

1.2. Objet du présent rapport

Le présent rapport a pour objet la présentation détaillée des points constituant l'avenant n° 3 ; ceux-ci sont résumés ci-dessous et détaillés dans ce qui suit :

- Réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part des entreprises

2. Détails des travaux supplémentaires au marché

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.25 pour la réalisation des travaux du lot 29 : courant faible

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 1 829 493,34 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2008 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Par avenant n°1 au présent lot 29 notifié par OS n°22 du 17 Mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 426 361,83€ HT, qui a porté le montant du marché initial à **2 255 855,17€ HT**

Par avenant n°2 au présent lot 29 , il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 436 706,22 € HT, qui a porté le montant du marché initial à **2 692 561,39 € HT**

Le présent rapport a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou en cours de réalisation dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
FONTANIE (lot courant faible)

	MO	Architectes	BET	CT - Plombiers	Aléas	
Avenant 03 - SOM Commande DECT portes bureau de Mme le Maire	2 122,93					
Avenant 03 - Câblages réseaux complémentaire dans récapitulatif du 21 novembre 2011	19 956,85					
						22 079,78

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Mise en place d'un système de portier non sonore pour l'ouverture des portes d'entrées du bureau de Mme le Maire	Contrôle d'accès sécurisé et discret pour avertir Mme le Maire et permettre l'ouverture depuis l'intérieur.
Câblages complémentaires	Réalisation de câblage complémentaire suivant demandes effectuées lors de l'installation des bureaux.

3. MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent rapport » le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial	1 828 483,34 €
Avenant 01	426 361,83 €
Avenant 02	436 706,22 €
Avenant 03	22 079,78 €
Montant total du Nouveau Marché	2 714 641,17 €

4. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

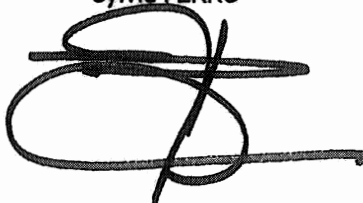
Inchangé

5. CONCLUSION

Compte tenu des faits exposés ci-avant Il est demandé à la Commission d'appel d'offres de donner un avis sur la passation de l'avenant cité ci-dessus

A Montpellier, le 26/06/12

Le Directeur Opérationnel
Sylvie FERRO

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a horizontal stroke and a vertical line crossing it.

NOUVEL HOTEL DE VILLE

AVENANT N° 3 AU MARCHE 155 T 07.25 lot 29 électricité courants forts

COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU 3 juillet 2012

L'An Deux Mille douze, le mardi 3 juillet à 16 h 00, s'est réunie à l'Hôtel de ville de MONTPELLIER, salle Rives du Lez - 5^{ème} étage, sous la présidence de Monsieur Serge Fleurence la Commission d'appel d'offres chargée de donner un avis pour la passation de l'avenant au marché cité ci-dessus

Composition de la Commission :

Membres Titulaires :

Madame le Maire	Présidente de la Commission ou son représentant
Monsieur FLEURENCE	Adjoint au Maire ou son représentant,
Madame CAPUOZZI-BOUALAM	Adjointe au Maire
Monsieur LEVITA	Adjoint au Maire
Monsieur PASSET	Adjoint au Maire
Monsieur TSITSONIS	Adjoint au Maire
Monsieur MELLA	Conseiller Municipal

Membres Suppléants :

Madame CASTRE	Adjointe au Maire
Monsieur ASLANIAN	Adjointe au Maire
Madame EL ATMANI	Adjoint au Maire
Monsieur MARTIN	Adjoint au Maire
Madame AUGÉ-CAUMON	Conseillère Municipale

Monsieur le Trésorier principal municipal

Monsieur le Directeur de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ou son représentant

Assistaient la Commission :

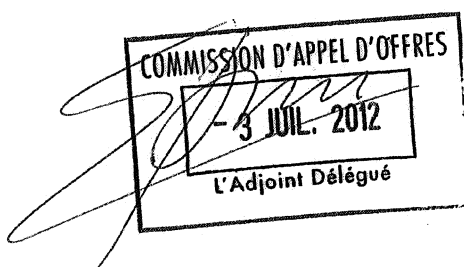
Monsieur DOSTE – responsable de secteur

Secrétaire de Séance : monsieur Tasca – DAJ/Service marchés-assurance SERM mandataire

M. F. Dole, représentant le SERN présente à la Commission d'Appel d'offres le rapport de présentation de l'ouvrage n°3 au marché n°155.T.07.05 - Lot 29 - Electricité Courant fort dont le titulaire est l'entreprise Fontanet en groupement avec JP Elie et Sonnet.

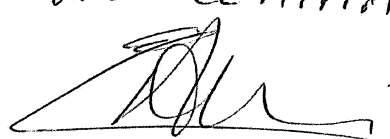
Un exemplaire du présent rapport est joint au présent procès verbal.

Après en avoir délibéré, la CAJ donne son avis favorable à la poursuite de cet ouvrage dont le marché est fixé à 22 079,78 € HT.



Max Bévity
Max

Jawel EL ATMAN



F. Tsitsonis



Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

AJN (Mandataire)
FONTES - TERRELL

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 10.01

Lot n° 12 : Faux plafonds en tissus tendus

AVENANT N° 02

Titulaire
ALYOS Technology
41 rue de Lucerne
68502 GUEBWILLER

Mai 2012

SOMMAIRE

1	OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	3
1.1	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2	MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE.....	4
3	DELAIS DE TRAVAUX	4
4	CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	4
5	AUTRES CLAUSES.....	4

Le présent avenant est passé entre les soussignés :

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

D'une part,

Et l'entreprise ALYOS Technology représentée par Monsieur Alain RIFF

D'autre part

1 OBJET DU PRESENT DOCUMENT

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 10.01 pour la réalisation des travaux du lot 12 : FAUX PLAFONDS EN TISSUS TENDUS.

Le marché a été notifié le 20 Octobre 2010 pour un montant de 718 200,87 € HT par OS n°01 et le démarrage des travaux au 01 Décembre 2010 conformément au planning recalé indice C notifié par OS n°TCE 02.

Par avenant n°1 au présent lot 12, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 6 800,00€ HT, qui a porté le montant du marché initial à **725 00,87€ HT**

Le présent Avenant n°2 a pour objet la clôture technique et financière du le marché de travaux, pour la réalisation de différents travaux supplémentaires qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise.

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise, analysés et validés par le maître d'œuvre.

1.1 Détails des travaux supplémentaires au marché

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
ALYOS Technology (faux plafonds en tissus tendus)

	MO	Architectes	BET	CT - Pompiers	Aléas
OS 005 - régularisation du marché					18 450,00

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
OS 05 – régularisation de marché	Motorisation complète du plafond de la Salle d'exposition afin de permettre l'accès à l'éclairage au dessus. Ce point a entraîné la création d'une structure complémentaire (fixation, poulies, cadres...)

2 MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial	718 200,87 €
Avenant 01	6 800,00 €
Avenant 02	18 450,00 €
Montant total du Nouveau Marché	743 450,87 €

3 DELAIS DE TRAVAUX

Inchangé

4 CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5 AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Construction du Nouvel Hôtel de Ville de MONTPELLIER

Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE MONTPELLIER

Mandataire du maître de l'ouvrage

SERM

Etoile Richter – 45, place Ernest Granier – CS 29502
34960 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. 04 67 13 63 00 – Fax. 04 67 13 63 01

Groupement de maîtrise d'œuvre

Ateliers Jean Nouvel (Mandataire)
- Eurl Fontes – TERRELL - VERDIER

MARCHE DE TRAVAUX

155 T 07.25

Lot n° 29: courant faible

AVENANT N° 03

Titulaire
FONTANIE

188, Rue Georges Auric
34070 MONTPELLIER

Mars 2012

SOMMAIRE

1.	ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT	3
1.1.	DETAILS DES TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES AU MARCHE.....	3
2.	ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHE	4
3.	ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX	5
4.	ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS	5
5.	ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES	5

Le présent avenant est passé entre les soussignés:

SERM : Maître d'Ouvrage, représentée par son Directeur Général, Monsieur Thierry LAGET

D'une part,

Et le groupement FONTANIE – SOMITEG – JP ELEC dont le mandataire est l'entreprise FONTANIE représentée par Monsieur DENIS

D'autre part

1. **ARTICLE 1 – OBJET DU PRESENT DOCUMENT**

L'entreprise désignée ci-dessus a été attributaire du marché n° 155 T 07.25 pour la réalisation des travaux du lot 29 : courant faible

Le marché a été notifié le 06 juin 2007 pour un montant de 1 829 493.34 € HT par ordre de service n°1.

La préparation des travaux a été notifiée le 23 Août 2008 pour une période de 6 mois par ordre de service n°2.

Le démarrage des travaux tous corps d'état au 28 février 2008, pour l'ensemble de l'opération, a été notifié à l'entreprise le 22 février 2008 par ordre de service n° 4 pour une durée de 33 mois.

Par avenant n°1 au présent lot 29 notifié par OS n°22 du 17 Mars 2011, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 426 361,83€ HT, qui a porté le montant du marché initial à **2 255 855,17 € HT**

Par avenant n°2 au présent lot 29, il a été confié la réalisation de travaux supplémentaires pour un montant de 436 706,22 € HT, qui a porté le montant du marché initial à **2 692 561,39 € HT**

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de travaux, sans bouleversement du marché initial, de la réalisation de différents travaux supplémentaires en cours d'exécution et qui ont fait l'objet de devis de la part de l'entreprise.

1.1. **Détails des travaux supplémentaires au marché**

Les travaux cités et détaillés ci-dessous ont fait l'objet de l'Etat des Prix Forfaitaires de la part de l'entreprise, analysé et validé par le maître d'œuvre. Ils sont en cours d'exécution suite à la notification d'ordre de services à prix provisoires ou en cours de réalisation dans le cadre du présent avenant.

L'Etat des Prix Forfaitaires du marché initial est complété par L'EPF ci-dessous
FONTANIE (lot courant faible)

	MO	Architectes	BET	CT - Pompiers	Aléas	
Avenant 03 - SOM Commande DECT portes bureau de Mme le Maire	2 122,93					
Avenant 03 - Câblages réseaux complémentaire dans récapitulatif du 21 novembre 2011	19 956,85					
						22 079,78

Nature des travaux	Justifications et origine de l'évènement
Mise en place d'un système de portier non sonore pour l'ouverture des portes d'entrées du bureau de Mme le Maire	Contrôle d'accès sécurisé et discret pour avertir Mme le Maire et permettre l'ouverture depuis l'intérieur.
Câblages complémentaires	Réalisation de câblage complémentaire suivant demandes effectuées lors de l'installation des bureaux.

2. ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AVENANT ET DU NOUVEAU MARCHÉ

Compte tenu des éléments cités ci-dessus à l'article 1 « Objet du présent avenant » et des détails fournis en annexe au présent avenant le nouveau montant du marché s'élève à :

Marché Initial	1 829 493,34 €
Avenant 01	426 361,83 €
Avenant 02	436 706,22 €
Avenant 03	22 079,78 €
Montant total du Nouveau Marché	2 714 641,17 €

3. ARTICLE 3 – DELAIS DE TRAVAUX

Les travaux devront être achevés à la date du 31 Décembre 2011 correspondante à la date de levée des réserves du PV de réception fait au 30 Septembre 2011.

4. ARTICLE 4 – CLAUSE DE RENONCIATION A RECOURS

Le titulaire s'interdit tout recours à l'encontre du maître de l'ouvrage pour des faits antérieurs et cités dans le présent avenant.

5. ARTICLE 5 – AUTRES CLAUSES

Toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables

A Montpellier, le

L'entreprise,
(Mention manuscrite « Lu et approuvé »)

SIGNATURE DU TITULAIRE

A Montpellier, le

SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Rue Boussinesq Acquisition Ville / Société EIFFAGE Immobilier Méditerranée de locaux en copropriété destinés à usage de crèche et salle associative Avenant n° 1

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a décidé le principe d'une double vente, la Ville cédant à Eiffage Immobilier Méditerranée l'emprise foncière de l'ancien boulodrome Antoine Perrier, rue Boussinesq, et Eiffage cédant à la Ville les locaux construits, comprenant une crèche de 1 344 m² (locaux livrés bruts) et une salle associative de 128 m². Le montant des deux ventes est de 1 552 000 € T.V.A. incluse.

La livraison des locaux bruts de la crèche est prévue en avril 2014.

Le présent avenant a pour objet la réalisation d'études et de travaux complémentaires facilitant l'interface entre le chantier des logements et l'aménagement de la crèche.

Ils comprennent notamment, les études d'exécution de la crèche, la réalisation des clôtures définitives, la réalisation des plates-formes de la cour, et la mise en place d'un bac à graisse.

Le montant des travaux s'élève à 74 735,35 € toutes taxes incluses (62 488 € hors taxes), soit une augmentation de 4.81 %. Cet avenant porte le montant total de la vente à 1 626 735,65 toutes taxes incluses.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 au contrat de VEFA pour un montant de 74 735,65 € taxes incluses ;
- de dire que la somme sera impartie sur les crédits de l'aménagement de la crèche prévus à cet effet au budget 2014 ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Helène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

AVENANT DE TRAVAUX N° 01

OPERATION	: VILLA JULIETTE - Montpellier
MAITRE D'OUVRAGE	: EIFFAGE IMMOBILIER MEDITERRANEE
ARCHITECTE	: BOYER – PERCHERON - ASSUS
ENTREPRISE GENERALE	: EIFFAGE CONSTRUCTION LANGUEDOC
OU MANDATAIRE DU GROUPEMENT (si groupement)	:

OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier :

L'acte signé le 22 octobre 2012 concernant la vente en l'état futur d'achèvement par Eiffage Immobilier Méditerranée à la Ville de Montpellier, des lots 1 et 2 dépendant de l'ensemble immobilier dénommé « Villa Juliette », situé 6, rue Boussinesq à Montpellier.

Article 1 – Modification de l'article « Prestations »

Suite à la demande de la Ville, des prestations complémentaires ont été commandées à Eiffage Immobilier Méditerranée. Elles concernent des travaux supplémentaires ainsi que des prestations intellectuelles.

Un devis chiffrant l'ensemble a été validé par la Ville de Montpellier, par mail du 11/12/2012.

Il est convenu de contractualiser le détail de ces prestations et leur prix par le présent Avenant qui sera présenté au prochain Conseil Municipal.

Les articles de la VEFA sont donc modifiés comme suit :

Article 2 – Modification de l'article « Prix »

	en € H.T.
Montant de la VEFA du 22/10/2012	1 297 658.86 €
Montant avenant n° 1	62 488,00 €
Montant total de la VEFA	1.360.146,86 €

Soit un million trois cent soixante mille cent quarante-six euros quatre-vingt-six ct HT.

Article 3 – Modification de l'article « Délai »

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux du présent avenant est compris dans le planning général contractuel.

Article 4 – Modification de l'article « Paiement du Prix »

Le prix initial de la VEFA est augmenté de la somme de 62 488 € HT qui sera payé :

- 50 % à la commande
- 50 % à l'achèvement des travaux

Article 5 – EFFET SUR LE CONTRAT INITIAL

Les clauses du contrat initial de VEFA sont inchangées.

Fait à Montpellier,

Pour la Ville de Montpellier

EIFFAGE IMMOBILIER MEDITERRANE

LISTE RECAPITULATIVE DES TRAVAUX

Mise en place d'un bac à graisse et de son réseau suivant dimensionnement communiqué par la Ville (75 couverts) –	12 548 €
Suppression de l'isolation des murs périphériques de la crèche	- 16 000 €
Réalisation de la plate-forme des cours à 5 cm du niveau fini	17 640 €
Mise en place d'un grille de type Rhinoforte – ht 1.70 m – en lieu et place d'une clôture sur muret de 1.50 m initialement prévue	0 €
Montant total HT	14 188 €

LISTE RECAPITULATIVE DES PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Dossier de déclaration préalable avant travaux de la crèche	5 750 €
Dossier d'établissement de la mission PRO – Dossier graphique	25 300 €
Mission de la maîtrise d'œuvre lots techniques	17 250 €
Montant total HT	48 300 €
TOTAL GENERAL DE L'AVENANT N° 1	62 488 €

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Création de l'Institut CONFUCIUS de Montpellier. Approbation du principe d'adhésion de la Ville de Montpellier comme membre fondateur.

Philippe THINES rapporte :

Les villes de Montpellier et Chengdu sont liées depuis 1981 par un accord de jumelage dont le 30ème anniversaire a été célébré en 2011. Ce jumelage jouit d'un prestige important en Chine car c'est le 1^{er} jumelage entre une ville chinoise et une ville étrangère. Cela a permis une coopération exemplaire basée sur les rapprochements opérés par la Ville entre des structures éducatives, universitaires, institutionnelles, économiques, culturelles, sportives et hospitalières des deux villes.

La stratégie adoptée par la Ville de Montpellier de générer des projets de coopération décentralisée, alliée à la présence, à l'action de la Maison de Montpellier à Chengdu et au dynamisme relationnel de sa Direction ont activement contribué au développement de ces liens à haute valeur ajoutée.

Les forts liens d'amitié entre les communautés éducatives, culturelles et universitaires sont notamment illustrés par l'existence de bourses d'études universitaires annuelles, par le soutien académique du Rectorat de Montpellier au jumelage d'établissements et aux échanges scolaires, par l'accord universitaire entre l'UESTC (Université des Sciences et Technologies Electroniques de Chine) de Chengdu et l'UM2 (Université de Montpellier 2) et par la convention entre l'Institut de Préparation à l'Administration Générale de l'UM1 (Université de Montpellier 1) et l'institut d'études administratives de Chengdu signée en 2012.

Le fort développement de l'apprentissage du chinois dans les sections internationales des écoles élémentaires et les établissements secondaires de Montpellier créés il y a deux ans et qui concernent 130 élèves en 2012, a été renforcé par l'accord tripartite signé entre le Bureau d'éducation de Chengdu, la ville de Montpellier et le rectorat de Montpellier en mars 2012.

Les liens privilégiés ainsi créés avec l'UESTC et le Bureau de l'éducation de Chengdu, ainsi que le dynamisme du tissu associatif franco-chinois à Montpellier, a permis d'envisager la création d'un institut Confucius à Montpellier.

Cet institut Confucius aura pour vocation d'assurer à Montpellier le rayonnement de la langue et de la culture chinoises, de favoriser les échanges et le développement de projets concrets entre Montpellier et la Chine, et tout particulièrement avec la ville partenaire de Chengdu.

Ainsi il pourra notamment dispenser des enseignements de langue, organiser des activités de sensibilisation à la culture, de sensibilisation à la médecine traditionnelle chinoise, favoriser les contacts et les échanges avec la Chine, animer le tissu associatif franco-chinois, monter des expositions et des événements (colloque, fête du nouvel an chinois...), organiser des rencontres, des stages linguistiques, des stages d'études, etc.

L'action de la Ville et du rectorat a permis d'élargir le nombre de partenaires, membres fondateurs de l'Institut Confucius qui seront : l'Université de Montpellier 1, l'Université de Montpellier 2, la Ville de Montpellier, le Rectorat de l'Académie de Montpellier, le Hanban (Bureau de la Commission pour la Diffusion Internationale du Chinois) et l'UESTC (Chengdu).

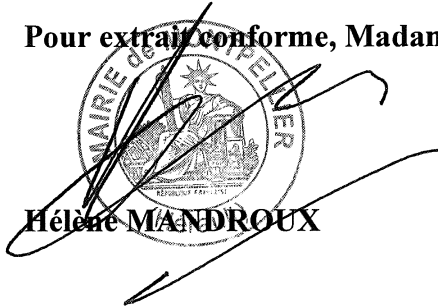
La création de cet Institut suppose la présentation d'un dossier de candidature auprès du Hanban, afin de solliciter leur agrément nécessaire à cette création, et permettant le versement d'une aide financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la création d'un Institut Confucius de Montpellier dont la constitution en association, les statuts, le fonctionnement et les représentants de la Ville feront l'objet d'une délibération future,
- D'approuver la future qualité de membre fondateur de cette association de la Ville de Montpellier,
- D'approuver le dépôt du dossier de candidature auprès du Hanban. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

The image shows the official circular stamp of the Mayor of Montpellier. The stamp contains the text 'MAIRIE DE MONTPELLIER' and 'REPUBLIQUE FRANÇAISE'. Overlaid on the stamp is a large, bold, handwritten signature in black ink.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages. Abroge et remplace la délibération 2012/599

Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages, et accord d'amitié et l'adhésion à différentes réseaux de coopération décentralisée.

L'action Internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et acteurs locaux.

Mission à Chengdu du 20 au 27 Avril 2013 :

La Ville de Montpellier et Chengdu sont à un moment charnière de leur coopération dans le cadre du jumelage. Après une année 2012 qui a vu le renforcement important des projets de coopération dans de nouvelles directions : formations de hauts cadres chinois dans le domaine du droit, de l'administration publique, création et multiplication des classes Rabelais et des sections internationales de chinois à Montpellier, développement des coopérations universitaires, opération de promotion économique des vins des Grès de Montpellier, participation importante au Festival Unicités.....

Un nouveau projet fédérateur d'Institut Confucius en partenariat avec le rectorat de l'académie de Montpellier, deux universités montpelliéraines UM1 et UM2 et l'université des sciences électroniques et technologiques de Chengdu doit être également présenté devant le Hanban, autorité chinoise, lors de cette mission afin de trouver une concrétisation à Montpellier à la rentrée 2013.

La mission en Chine initialement prévue au mois de janvier a donc été reportée au mois d'avril afin d'intégrer ce nouveau projet et de coïncider avec le déplacement du Recteur et du Président de l'UM2. Madame Perla DANAN, Adjointe déléguée aux Relations Internationales se rendra en Chine du 20 au 28 avril prochain

accompagnée de Monsieur Michel ASLANIAN, Conseiller Municipal, délégué au jumelage avec Chengdu pour appuyer l'avancement durable de ces projets associant plusieurs partenaires locaux.

D'autres projets de collaborations seront aussi évoqués tels que :

- Le rapprochement entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier en partenariat avec l'Université Montpellier 3 afin de mettre en place une collaboration avec leurs homologues chinois, tant au niveau des formations que des échanges architecturaux;
- Le développement d'un programme d'actions culturelles autour du design made in Montpellier au sein de la Maison de Montpellier à Chengdu par la mise en place d'expositions, showrooms éphémère ;
- La présentation du Festival International des Sports Extrêmes (FISE) au bureau des sports de la municipalité de Chengdu pour une possible création de cet événement à Chengdu.

Enfin cette mission sera aussi l'occasion de poser la première pierre de l'Ecole Montpellier à Chengdu, qui sera construite par le cabinet d'architecture montpelliérain à l'origine du groupe scolaire Chengdu de Montpellier. Ce projet avait été initié par Monsieur Ge Honglin, Maire de la Ville de Chengdu, à Montpellier le 26 avril 2012, lors de la pose de la première pierre de l'Ecole Chengdu.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accorder à Mme Perla DANAN, Adjointe au Maire déléguée aux Relations Internationales et Monsieur Michel ASLANIAN, Conseiller Municipal délégué au jumelage avec Chengdu, un mandat spécial pour la mission à Chengdu du 20 au 27 avril 2013;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs et de personnes extérieures qualifiées invitées par Madame le Maire;
- D'autoriser Mme DANAN, et M. ASLANIAN à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

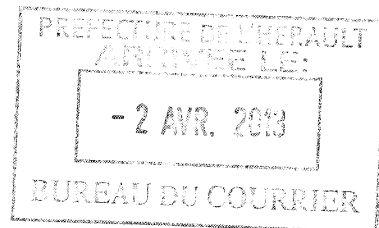
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Quartier Lez – Pompignane Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)



Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier s'investit depuis plusieurs années sur son territoire et a fait réaliser plusieurs études urbaines portant sur le quartier de la Pompignane :

- Deux études réalisées sur le centre de quartier en 2010 et 2011 par les architectes-urbanistes Nicolas Boudier et Daniel Delgado, avec l'objectif de renforcer la centralité de quartier, la mixité et la densité urbaines, en accompagnant les transformations du bâti par un réaménagement de l'espace public, priorité étant donnée aux modes de circulation doux et au renforcement des liaisons paysagères entre les rives du Lez et la partie haute du quartier ;
- Une étude réalisée sur le plateau de la Pompignane en 2011 par l'agence d'architecture et d'urbanisme MDR, permettant de dégager une vision globale d'évolution de l'aménagement de cet espace urbain à vocation économique marquée, aujourd'hui introverti et isolé du reste du quartier de la Pompignane. Cette vision se décompose en deux temps : un schéma directeur à long terme fixant les grands axes de composition interne au secteur et de maillage avec les quartiers environnants ; des plans de masse plus fins sur les franges ouest et nord du site susceptibles de muter plus rapidement, où serait privilégiée une mixité fonctionnelle par le développement d'opérations de logements.

Ces études ont conduit le Conseil municipal à adopter par les délibérations n° 2011/141 et 2011/142 en date du 28 mars 2011 des mesures conservatoires, en instaurant deux périmètres d'étude au titre de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme et couvrant le centre de quartier ainsi que le plateau de la Pompignane.

Au vu des enseignements de ces études, la Ville de Montpellier a souhaité s'engager dans le réaménagement du quartier de la Pompignane, suivant un périmètre plus large que ceux des études réalisées, intégrant les berges du Lez et les abords de l'avenue de la Pompignane entre la limite communale avec Castelnau-le-Lez et la rue du

Clos de la Cerisaie, le cœur de quartier, les résidences ACM (Office public de l'habitat de Montpellier), ainsi que la bordure ouest du plateau de la Pompignane, le long de la rue de Pinville.

Par délibération n° 2012/309 en date du 25 juin 2012, le Conseil municipal a validé le principe du lancement de ce réaménagement urbain sous la forme d'une zone d'aménagement concerté, et a arrêté les modalités d'association du public ainsi que les principaux objectifs d'aménagement, qui peuvent notamment être résumés comme suit :

- renouveler le quartier sur un principe de mixités urbaine et sociale ;
- garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours, conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité au centre-ville ;
- rétablir à travers une programmation adaptée une répartition plus équilibrée entre habitat social et logement en accession à la propriété ;
- assurer le renouvellement et le maintien, voire le développement, de l'offre commerciale de proximité ;
- redéfinir le rapport entre les espaces affectés à l'automobile et aux piétons,
- développer des espaces publics support d'animations récréatives et sportives ;
- améliorer la collecte et la gestion des eaux pluviales ;
- créer un paysage urbain de qualité.

Afin de poursuivre les études nécessaires préalables à la création de la ZAC, Madame le Maire, par décision n° 2012/479 du 20 décembre 2012, a confié à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier) un mandat d'études (convention de mandat signée le 21 décembre 2012) visant à compléter les études initiales, notamment en matière de programmation, analyse, prospective et impact environnemental sur un périmètre élargi, afin de mieux cerner les enjeux de réaménagement de ce quartier, à l'échelle et en préalable au projet de ZAC. Ce programme d'études complémentaires doit permettre à la Ville de Montpellier d'affiner les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de la ZAC et d'en arrêter plus précisément le contour et le programme. Il doit également venir enrichir la consultation qui permettra de désigner un architecte urbaniste chargé de la conception du projet de la ZAC Lez – Pompignane.

En préambule à cette phase préparatoire, une étude de structuration urbaine du quartier Lez-Pompignane a été confiée à Nicolas Boudier, architecte-urbaniste, en vue de recueillir des éléments de programmation et de définition d'un périmètre opérationnel d'aménagement du secteur, à l'échelle du quartier tout entier. Cette étude donne notamment des éléments en matière de potentiel foncier, de trame viaire et de circulations douces, d'équipements existants, de trame verte, de patrimoine à préserver. Cette étude permet clairement de préfigurer la programmation des aménagements structurants à l'échelle du quartier dans la perspective de la ZAC, de participer à la définition du périmètre opérationnel et d'identifier les espaces à enjeux.

Afin de préserver le site et de ne pas compromettre la faisabilité de l'opération de réaménagement qui sera prochainement mise en œuvre, d'une part, et de ne pas rendre plus onéreuse sa réalisation, d'autre part, il s'avère aujourd'hui nécessaire d'instituer un nouveau périmètre d'étude au sens de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation de ce périmètre d'étude est définie en annexe à la présente délibération. Elle reprend les périmètres d'études existants (cœur de quartier, plateau de la Pompignane) pour en réaffirmer l'intérêt et les complète sur les secteurs mis à l'étude depuis (secteurs résidentiels périphériques au cœur de quartier, entre la limite communale de Castelnau-le-Lez, le Lez, la rue de la Vieille Poste et la rue de Pinville).

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet de réaménagement urbain global envisagé.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De prendre en considération la mise à l'étude du réaménagement du secteur dénommé « Lez – Pompignane », tel que défini ci-avant ;
- D'instituer un périmètre d'étude suivant le plan joint en annexe de la présente délibération, délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme ;

- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

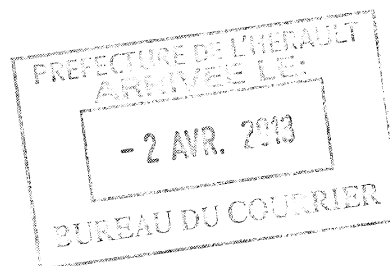
Le Conseil adopte.

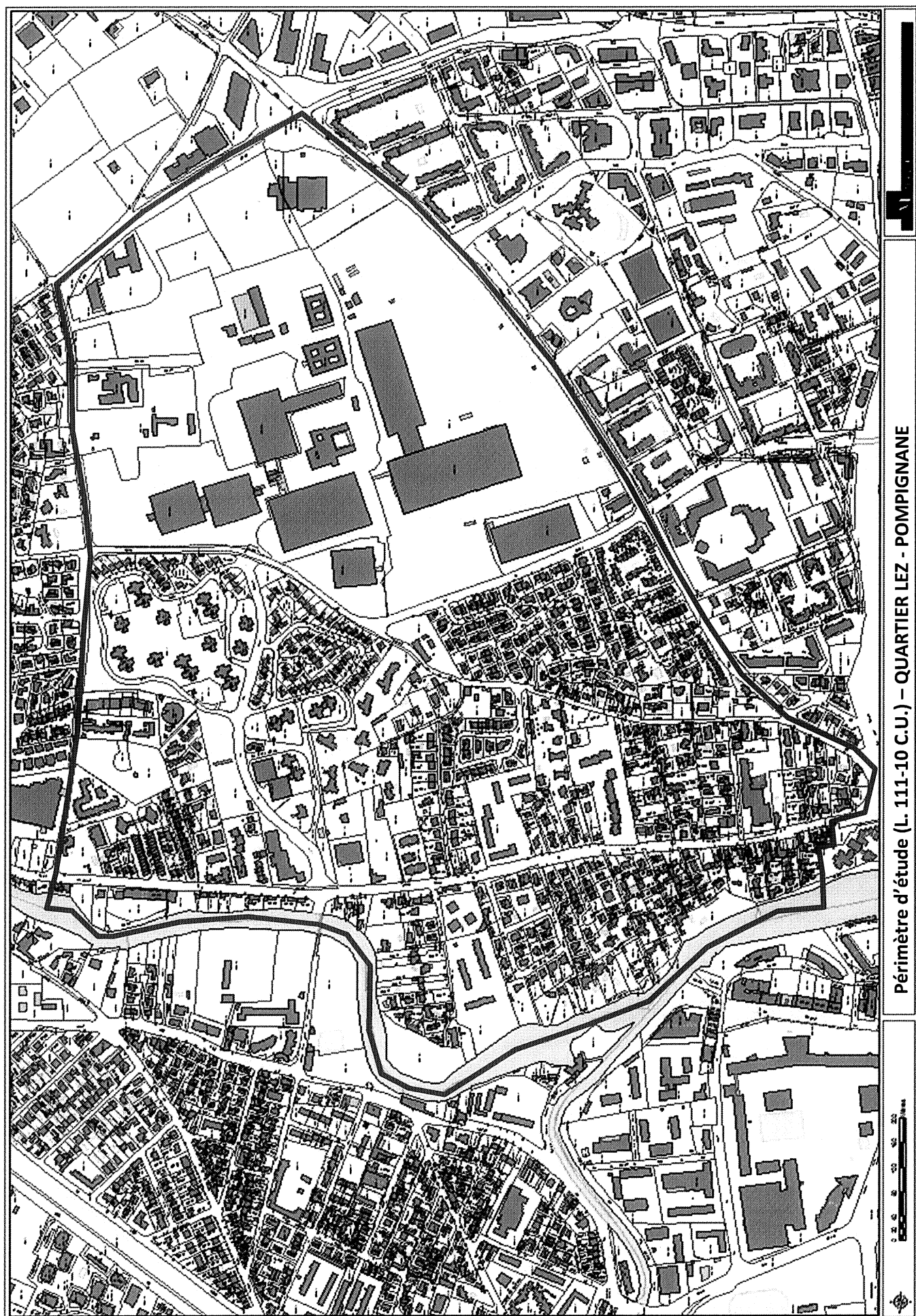
Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013





Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Folies architecturales du 21^{ème} siècle Port Marianne – Quartier Richter Rue Vendémiaire - Parcelle SA 236 Organisation d'une consultation en vue de la cession de la parcelle

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de sa politique de développement urbain et de soutien apporté à l'architecture contemporaine, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche de cession de terrains communaux situés à proximité des lignes de tramway, avec l'objectif d'y favoriser l'implantation de programmes immobiliers innovants, principalement destinés à l'habitat, et témoins de leur époque, dans le but d'enrichir et de diversifier le patrimoine architectural de Montpellier.

Lieux de la création, de l'innovation et de l'audace architecturales, les « Folies architecturales du 21^{ème} siècle » viendront raconter une histoire, contribueront à diffuser l'architecture contemporaine, intégreront l'art dans l'architecture, créeront des repères et l'identité urbaine de demain. Elles devront également intégrer une réflexion sur les modes d'habiter et sur la qualité de l'habitat, en réponse à l'évolution de la demande sociale.

Ainsi, à Port Marianne, dans le quartier Richter, entre le Lez, la place Christophe Colomb, la bibliothèque Richter et le secteur de l'Hôtel de Région, la Ville de Montpellier est propriétaire d'une parcelle dont l'accès se situe rue Vendémiaire, cadastrée section SA n° 236, d'une superficie de 2 525 m².

Cette parcelle est composée d'un bâtiment en R+1+terrasse entouré d'un espace clôturé affecté à l'usage de parking privatif et d'espaces verts.

Ce bien, appartenant au domaine privé de la commune, était affecté jusqu'à fin 2012 à l'usage de bureaux donnés en bail locatif.

A ce jour, ce bien n'est plus affecté ni utilisé et peut donc être librement cédé.

La Ville souhaite organiser en vue de la cession de cette parcelle une consultation sous conditions, permettant de mettre en œuvre à cet endroit un projet de folie architecturale du 21^{ème} siècle. Ce terrain est en effet idéalement situé à la croisée des grands projets urbains que sont le quartier Antigone, puis la réorientation du développement urbain vers le littoral et la mer (axe de la route de la Mer, quartiers de Port Marianne, projet Eco-cité, ...). Il symbolise l'articulation entre les grandes actions publiques d'urbanisme, ainsi que la croissance urbaine maîtrisée (bien que forte) de Montpellier.

Le principe retenu par la collectivité est celui d'une consultation ouverte de promoteurs associés à une agence d'architecture confirmée, en association avec une jeune agence d'architecture (agence de moins de dix ans). L'objet principal de la consultation restant la cession du terrain, un appel à projet avec mise en concurrence sera réalisé sur la base d'une esquisse architecturale répondant au programme validé, intégrée dans son environnement urbain (maquette 3D infographique). Ce travail sera demandé aux trois équipes admises à concourir, à la suite d'une présélection sur références, motivation et intentions (pré-projet non esquissé) pour l'ensemble des candidats qui se seront manifestés pour participer à cette opération. Une prime d'indemnisation de 10 000 € sera attribuée à chacune des trois équipes pour la réalisation de ces esquisses, 60 % minimum de ce montant devant être destinés à la rémunération du travail de conception architecturale.

Le règlement spécifique de cette consultation sera établi par la Ville et transmis aux trois candidats admis à remettre une offre, permettant de laisser s'exprimer une grande liberté de conception architecturale, en compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme.

Les conditions de jugements des trois offres finales seront précisées dans le règlement spécifique.

A ce stade de la présélection des trois équipes, l'appréciation des candidatures sera effectuée au regard des réponses fournies portant sur :

- le courrier d'intention,
- la fiche synthétique de proposition complétée,
- la note d'objectif,
- les références et moyens du dossier promoteur(s),
- les références et moyens du dossier architectes.

La collectivité se réserve le droit d'engager une modification préalable du plan local d'urbanisme, conformément au programme établi pour l'opération, et dans des délais compatibles avec celle-ci.

Situé en zone 1 U7-4 du PLU de Montpellier, la valeur du bien, compte tenu des contraintes exposées, a été estimée par les services fiscaux suivant avis en date du 24 janvier 2013 à un montant forfaitaire de :

- 420 € / m² de surface de plancher de logement développée par le projet ;
- 220 € / m² de surface de plancher de locaux tertiaires (bureaux, commerces, ...) développée par le projet,

Les principales contraintes du site, outre l'ambition architecturale, le règlement du PLU ainsi que les servitudes d'urbanisme, sont liées à l'état bâti et l'environnement du terrain, la présence de réseaux en sous-sol, la programmation spécifique de la « Folie », la proximité du Lez, le transfert des installations de radiotéléphonie présentes sur le pylône voisin, l'implication des équipes et la mise en concurrence dès la phase amont de la consultation.

Une délibération viendra autoriser, une fois l'acquéreur retenu, la vente de ce bien.

En conséquence, au vu du projet de consultation et de l'estimation des services fiscaux, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'organisation de la consultation en vue de la cession de la parcelle SA 236 pour la réalisation d'une Folie architecturale du 21^{ème} siècle, avec le paiement d'une prime d'indemnisation de 10 000 € pour chacune des trois équipes qui seront présélectionnées pour présenter une offre de projet,

- D'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente de la parcelle SA 236, d'une surface de 2 525 m², sur la base du prix plancher de 420 € / m² de surface de plancher de logement développée par le projet et 220 € / m² de surface de plancher de locaux tertiaires de type bureaux, commerces ou autres développée par le projet,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

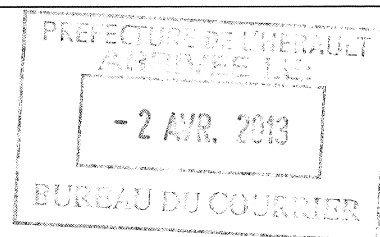
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne – Consuls de Mer Agrément de candidature COGIM (Lot L2)



Michaël DELAFOSSE rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes

mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours d'achèvement avec la réalisation prochaine des lots L1 et L2.

- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1^{er} octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de COGIM en vue de la cession du lot L2 de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

COGIM
Résidence Port d'Attache
245 avenue Marie de Montpellier
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot L2
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot L2 correspond à :

- un volume à provenir de la subdivision du volume 27 d'un ensemble immobilier complexe situé chemin de Moularès, dénommé « Quartier du Nouvel Hôtel de Ville » et dont l'assiette foncière est constituée des parcelles cadastrées section DS n°597, 599, 601, 605, 607, 609, 625, 626 et 628 d'une superficie totale de 37 745 m² ;
- la parcelle cadastrée DS n°658 d'une superficie de 322 m².

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 62 logements collectifs et 450 m² de locaux professionnels.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 4 461 m² SDP

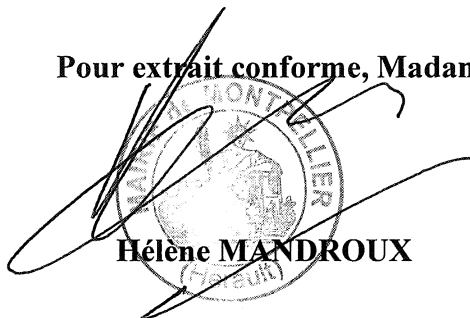
La SERM précise que la candidature de COGIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il vous est proposé :

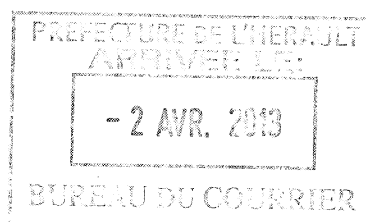
- d'approuver la candidature de COGIM en vue de la réalisation d'un programme comprenant environ 62 logements collectifs et des locaux professionnels sur le lot L2 de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

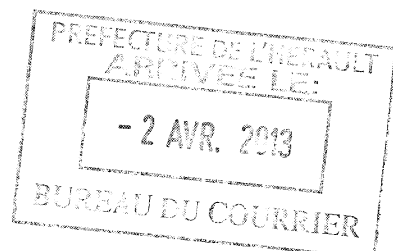
Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne – Consuls de Mer Agrément de candidature URBIS REALISATIONS (Lot L1)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.

- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours d'achèvement avec la réalisation prochaine des lots L1 et L2.
- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct du nouvel hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1^{er} octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du conseil municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'URBIS REALISATIONS, en vue de la cession du lot L1 de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

URBIS REALISATIONS
266 place Ernest Granier
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot L1
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot L1 correspond à :

- un volume à provenir de la subdivision du volume 27 d'un ensemble immobilier complexe situé chemin de Moularès, dénommé « Quartier du Nouvel Hôtel de Ville » et dont l'assiette foncière est constituée des parcelles cadastrées section DS n°597, 599, 601, 605, 607, 609, 625, 626 et 628 d'une superficie totale de 37 745 m² ;
- la parcelle cadastrée DS n°656 d'une superficie de 92 m².

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 41 logements collectifs.

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 3 330 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'URBIS REALISATIONS prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'URBIS REALISATIONS en vue de la réalisation d'un programme comprenant environ 41 logements collectifs sur le lot L1 de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

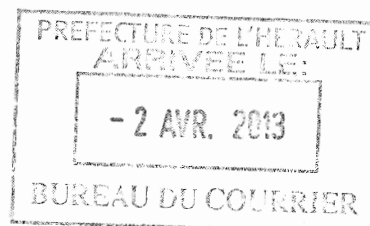
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

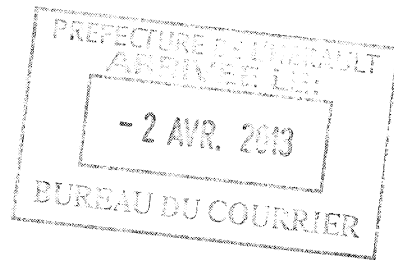


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature d'ACM (Lot n°2A)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération est située le long de la future avenue Théroigne de Méricourt et se compose des îlots 1 et 2, chacun étant lui-même décomposé en deux lots. Ces quatre lots ont fait l'objet d'une consultation de promoteurs durant le premier trimestre 2011.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession du lot n°2A de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un programme de logements sociaux et de commerces détaillé ci-après.

- Dénomination du candidat :

ACM
Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
407 avenue du Professeur Antonelli – CS 15590
34074 Montpellier cedex 3

- Localisation :

Lot n°2A
ZAC Port Marianne – Rive gauche

- Parcelles cadastrées :

Section SC n°129 et n°132
d'une superficie totale de 916 m²

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 48 logements sociaux pour une surface de plancher de 3 399 m² et de locaux commerciaux pour une surface de plancher de 174 m².

- SDP maximale :

Surface envisagée : 3 399 m² SDP
Surface maximale autorisée : 3 570 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il vous est proposé :

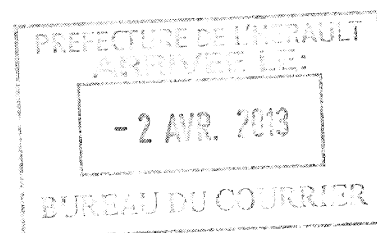
- d'approuver la candidature d'ACM en vue de la réalisation d'environ 48 logements sociaux et de locaux commerciaux sur le lot 2A de la ZAC Port Marianne – Rive gauche ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

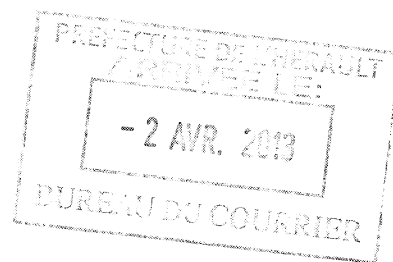
Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Quartier Port Marianne – Jacques Cœur Pavillon de présentation du chantier de l'hôtel de ville Permis de construire pour changement d'affectation Autorisation de dépôt et de signature

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de la réalisation du nouvel hôtel de ville, conçu par les architectes Jean Nouvel et François Fontès, un local temporaire destiné à assurer la communication autour de ce projet majeur a été implanté au cœur du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et le bassin d'agrément. Ce local à l'architecture contemporaine, également conçu par l'agence Jean Nouvel, a permis, durant toute la durée du chantier de la mairie, de porter à la connaissance du public les détails du projet et du quartier qui l'accompagne.

La construction de l'hôtel de ville est désormais achevée et son inauguration est intervenue en novembre 2011. La vocation initiale de ce local de communication temporaire n'est donc plus aujourd'hui d'actualité, c'est pourquoi son changement d'affectation est aujourd'hui envisagé au regard des usages et des services qu'il peut encore rendre à la population.

En effet, le maintien et l'ouverture au public de ce pavillon au-delà du chantier de l'hôtel de ville, pérennisera la vocation d'information et d'exposition de ce local très appréciée par un grand nombre de montpelliérains qui pourront toujours obtenir dans ce lieu unique tous les renseignements sur les projets urbains en cours ou à venir. La présence de maquettes dans ce local continuera à nourrir cet intérêt en permettant une approche ludique et pédagogique du développement urbain de la ville.

Le maintien de cette construction permettra également de répondre à une demande du tissu associatif local qui, pour des raisons liées aussi bien à son emplacement exceptionnel au cœur du quartier qu'à son très bon niveau d'équipement, souhaiterait pouvoir en faire usage pour organiser des réunions et rencontres de quartier.

Dans l'objectif d'associer à la fonction initiale d'exposition et de communication de ce bâtiment une nouvelle vocation d'accueil des associations de quartier, un dossier a été constitué en vue d'obtenir le permis de construire autorisant cette évolution d'affectation.

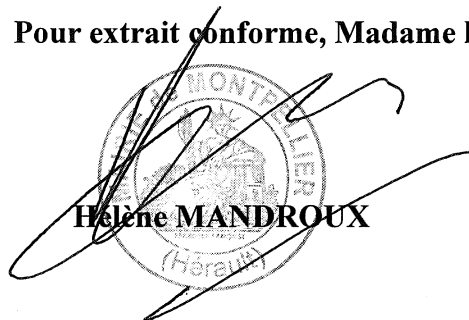
Organisé de plain-pied, ce local offre une surface de plancher de 115 m² comprenant une vaste pièce principale ainsi que des sanitaires et un local technique. Son parti architectural résolument contemporain a été imaginé avec les mêmes matériaux et coloris que ceux de l'hôtel de ville, lui assurant une parfaite intégration à son contexte urbain environnant.

En conséquence il est demandé au Conseil municipal :

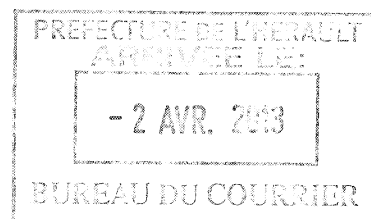
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer le permis de construire du local d'exposition et de réunion situé en rive gauche du Lez, dans le quartier Jacques Cœur ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le permis de construire de ce local ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

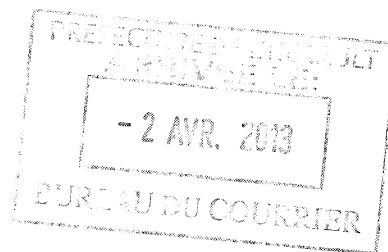
Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 3B ACM

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucaulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature d'ACM pour le lot 3B de la tranche 4.

Maître d'ouvrage : ACM

CS 15590

407, avenue du Professeur Antonelli

34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°234

Surface du lot : 1024 m²

Nature du projet : 52 logement collectifs sociaux

SDP envisagée : 3726 m² SDP
3965 m² SDP maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

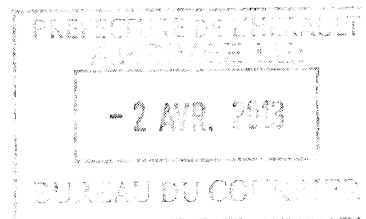
- d'agréer la candidature d'ACM,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

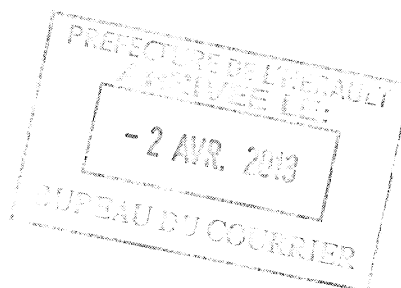
Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES : Agrément de candidature SCI SAINT ROCH Lot n°9

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nougulier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de SCI SAINT ROCH en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de la nouvelle clinique Saint Roch dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : SCI SAINT ROCH
Centre médical Odysseum
194 avenue Nina Simone
CS19537
34960 MONTPELLIER cedex 2

Localisation : ZAC des Grisettes
Lot n°9

Parcelle cadastrée : Section EK n°49, 195p, 267p, 293p, 295p et 309

Surface du lot : 9 911 m²
Nature du projet : Clinique Saint Roch
SDP envisagée : 17 124 m² SDP
SDP maximale autorisée : 20 450 m² SDP

La SERM précise que la candidature de SCI SAINT ROCH prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

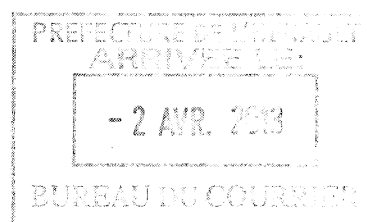
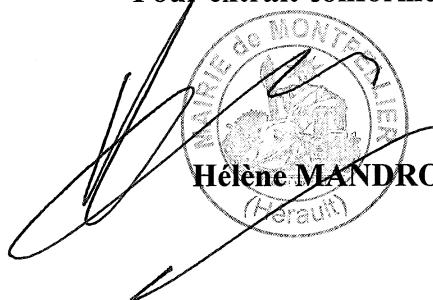
- d'approuver la candidature de SCI SAINT ROCH pour la construction de la nouvelle clinique Saint Roch sur le lot 9 de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

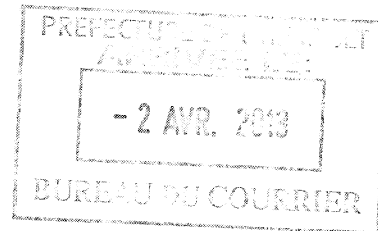
Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES Agrément de candidature A.C.M. Lot 7BC

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 44 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :

ACM

Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
407 avenue du professeur Antonelli
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation :

ZAC des Grisettes (5^{ème} tranche)
Lot n°7BC

Parcelle cadastrée :

Section DZ n°130P

Surface du lot : 3 927 m²
Nature du projet : 44 logements collectifs
SDP envisagée : 3 075 m² SDP
SDP maximale autorisée : 3 220 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

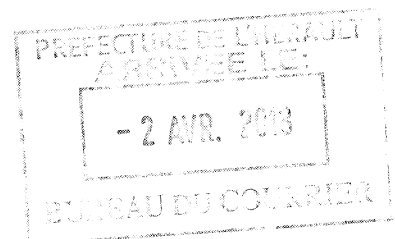
- d'approuver la candidature d'ACM pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 7BC de la 5^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

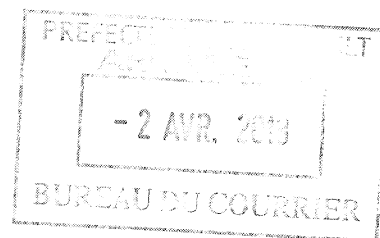
Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES : Agrément de candidature SCI LES GRISETTES lot n°9

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de SCI LES GRISETTES en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation d'un bâtiment de consultations médicales et paramédicales au sein de la clinique Saint Roch dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : SCI LES GRISETTES
Centre médical Odysseum
194 avenue Nina Simone
CS19537
34960 MONTPELLIER cedex 2

Localisation : ZAC des Grisettes
Lot n°9

Parcelle cadastrée : Section EK n°49, 195p, 267p, 293p, 295p et 309

Surface du lot : 9 911 m²

Nature du projet : Bâtiment de consultations pour activités médicales et paramédicales au sein de la clinique Saint Roch

SDP envisagée : 3 813 m² SDP

SDP maximale autorisée : 4 550 m² SDP

La SERM précise que la candidature de SCI LES GRISETTES prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de SCI LES GRISETTES pour la réalisation d'un bâtiment de consultations pour activités médicales et paramédicales au sein de la clinique Saint Roch sur le lot 9 de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

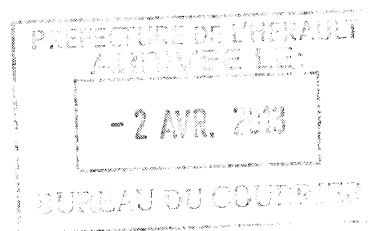
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

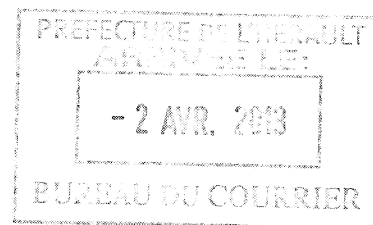
Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Foncier Route de Mende Cession « BOUYGUES Immobilier »

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La société BOUYGUES Immobilier a réalisé une opération immobilière sur les parcelles cadastrées BP 3 et BP 315, route de Mende, sur une emprise totale de 2 133 m².

Conformément à l'emplacement réservé C2 du plan local d'urbanisme (PLU), la parcelle nouvellement cadastrée BP 323 d'une superficie de 179 m² a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété afin de permettre l'élargissement de la route de Mende.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 50€/m², soit 8 950 € (huit mille neuf cent cinquante euros) pour 179 m².

Par courrier du 13 février 2013, la société BOUYGUES Immobilier a donné son accord sur les termes de la transaction.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains ».

Les travaux d'aménagement permettant d'élargir le trottoir seront pris en charge par la Commune, les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « travaux suite acquisition ».

Maître Emmanuel DOSSA, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la Société BOUYGUES Immobilier. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir la parcelle cadastrée BP 323 d'une superficie de 179 m² au prix de 50 €/m², soit un total de 8 950 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de la route de Mende correspondant à l'emplacement réservé C2 du PLU ;

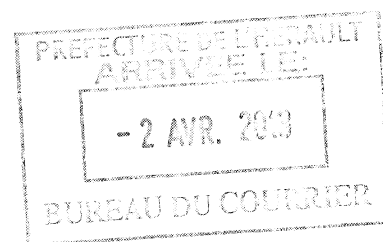
- de saisir Maître Emmanuel DOSSA, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ; de dire que les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Ville, nature 2111, chapitre 908 ;
- de prévoir les travaux d'aménagement de la route de Mende, au droit de l'opération, dès que la Ville sera propriétaire ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

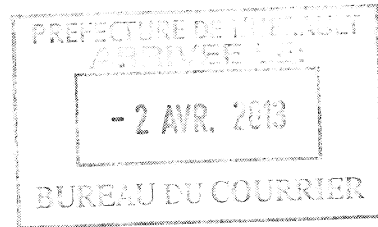
Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Foncier Rue de l'Aiguelongue Propriété « Résidence Le Cèdre »

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La société « DOMINIUM SA » a réalisé une opération immobilière sur la parcelle AY 43 d'une contenance de 1 655 m².

Lors de l'instruction du permis de construire, il a été constaté que le trottoir et la bande de stationnement étaient aménagés sur le domaine privé. Il est donc proposé de régulariser l'emprise des aménagements existants par l'acquisition de la parcelle nouvellement cadastrée AY 246 d'une superficie 48 m².

Lors des assemblées générales des 13 septembre et 21 décembre 2012, les copropriétaires de la résidence « Le Cèdre », nouvellement propriétaires, ont donné leur accord à cette cession à l'euro symbolique.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la copropriété « Résidence le Cèdre ». Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

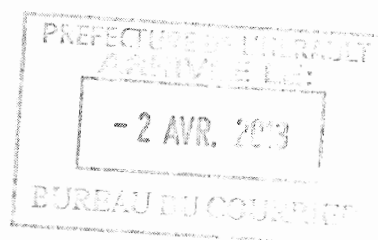
- d'accepter l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée AY 246 d'une superficie de 48 m², afin de régulariser la propriété foncière des aménagements publics, trottoir et stationnement, de cette partie de la rue de l'Aiguelongue ;
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOUI, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Foncier Rue René Etiemble Classement dans le domaine public communal

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Conformément à la convention de participation au Programme d'Aménagement d'Ensemble – PAE Aqueduc, le constructeur "SCI Aqueduc 2002" a réalisé une voie de liaison entre la rue du Professeur Phung et la rue Georges Denizot.

Cette nouvelle voie, dénommée rue René Etiemble, a fait l'objet d'une remise d'ouvrage auprès des services techniques municipaux et doit intégrer le domaine public communal.

Les différents relevés cadastraux ont été établis par le cabinet de géomètres Siragusa et sont en cours d'enregistrement auprès du service du cadastre.

La SCI Aqueduc 2002 propose donc à la Ville le transfert de propriété de la voie réalisée.

Le notaire désigné par le constructeur est Maître Salles à Montpellier. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir l'emprise de la voie dénommée rue René Etiemble, à savoir la bande roulante, les trottoirs latéraux ainsi que les emplacements de stationnement le long de la voie ;
- de saisir Maître Salles, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- de classer la voie dans le domaine public communal ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Foncier P.A.E. Allée du Tiers Etat Acquisition emprise Kaufman & Broad

Michaël DELAFOSSE rapporte :

A la suite de l'approbation du PAE de l'Allée du Tiers Etat par le conseil municipal du 19 décembre 2011, il convient de procéder aux acquisitions foncières nécessaires au projet de requalification de l'allée du Tiers Etat, conformément à l'emplacement réservé C 196 du plan local d'urbanisme (PLU).

La société Kaufman & Broad est propriétaire de 4 parcelles cadastrées EZ 574, EZ 572, EZ 578, EZ 580 pour une superficie totale de 878 m² concernée par cette opération.

Il a été négocié l'acquisition de cette emprise au prix de 54 €/m², ce qui représente un total de 47 412 €, montant qui sera couvert par une recette encaissée par la Ville au titre du PAE.

Le notaire désigné par la société Kaufman & Broad est Maître Laurent Daudet à Montpellier. Il sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir les parcelles EZ 574, EZ 572, EZ 578, EZ 580 au prix de 54 € /m², soit un total de 47 412 €, afin de contribuer à la requalification de l'allée du Tiers Etat ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Ville, nature 2111, chapitre 908 ;
- de saisir Maître Daudet, notaire à Montpellier pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Foncier Avenue du Pic Saint Loup Cession "SCI Le Clos Dardé"

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La SCI Le Clos Dardé a réalisé une opération immobilière sur la parcelle cadastrée AP 16 d'une contenance totale de 2 829m².

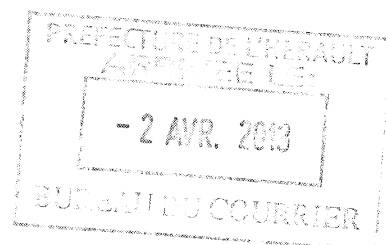
Conformément à l'emplacement réservé C8 du plan local d'urbanisme (PLU), la parcelle AP 366a de 239 m² a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété afin de permettre l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 50€/m², soit 11 950 € (onze mille neuf cent cinquante euros) pour 239 m².

Par courrier du 11 février 2013, la SCI le Clos Dardé a donné son accord sur les termes de la transaction.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains ».

Maître DUFOREST, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la SCI le Clos Dardé. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.



En conséquence, il vous est proposé :

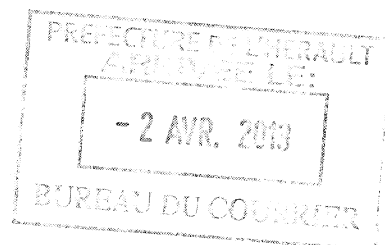
- d'acquérir la parcelle cadastrée AP 366a de 239 m² au prix de 50 €/m², soit un total de 11 950 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de l'avenue du Pic Saint Loup correspondant à l'emplacement réservé C8 du PLU ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Ville, nature 2111, chapitre 908 ;
- de saisir Maître DUFOREST, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

FONCIER

Z.A.C Nouveau Saint Roch

Vente à la S.E.R.M de trois terrains

Avenue de Maurin

Parcelles EX 690, 692 et 694

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville est propriétaire de trois parcelles de terrain nu sise 19, 21 bis et 23 avenue de Maurin, cadastrées section EX n° 690, 692 et 694, d'une superficie totale de 708 m².

La Ville a acquis ces biens auprès de la Communauté d'Agglomération en novembre 2007 pour un montant de 60 000 €, dans le cadre de la réalisation de la deuxième ligne de tramway.

Il s'agit de trois délaissés de terrain faisant suite à la construction de la ligne de tramway, à ce jour respectivement occupés par un parc de stationnement sauvage, une voie de passage et une friche.

Ces biens sont inclus dans la zone d'aménagement concerté (ZAC) Nouveau Saint Roch créée par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 2008. A ce titre, il conviendrait de les vendre à la S.E.R.M, concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de ladite ZAC, afin qu'ils soient intégrés à une opération d'ensemble.

La cession pourrait être consentie pour un prix de 70 000 €, montant correspondant au prix d'acquisition actualisé par évaluation de France Domaine en date du 17 janvier 2013.

En conséquence, au vu de l'estimation de France Domaine, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la cession à la S.E.R.M des parcelles sises 19, 21b et 23 avenue de Maurin, cadastrées section EX n° 690, 692 et 694, d'une superficie de 708 m2, pour un montant de 70 000 € ;
- de dire que la recette correspondante sera imputée au budget de la Ville ;
- de dire que l'acte authentique de vente sera confié à l'Office notarial de Baillargues, étude retenue par la S.E.R.M.
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 17 janvier 2013.

Mairie de Montpellier

Direction de l'urbanisme opérationnel

Service foncier opérationnel

1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier cedex 2

Objet: Délais de voirie.

Affaire suivie par M. Bruguère.

Référence: dossier n° 2013.172V0106.

1- Service consultant : Ville de Montpellier.

2- Situation des biens : Parcelles cadastrées EX 690, 692 et 694 pour une contenance totale de 708 m² en bordure de l'avenue de Maurin à MONTPELLIER.

3- Urbanisme applicable : Zone 1U1-8 du PLU approuvé par DCM du 2 mars 2006 avec dernière mise à jour du 24 mai 2011. Périmètre de la ZAC nouveau ST ROCH.

4- Désignation sommaire :

Parcelles 690 et 692 pour 381 et 87 m² à usage de parking non goudronné et non matérialisé (18 places environ).

Parcelle 694 pour 240 m² : talus en friche à usage d'espaces verts.

5- Evaluation des biens : (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)

La valeur vénale des parcelles énumérées ci-dessus est de l'ordre de 70 000 €.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,


Pascal BONNAIRE

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Cession partielle par ACM à la Ville des parcelles AK 14 et AK 52 pour l'alignement de la rue Jean-François Breton

Michaël DELAFOSSE rapporte :

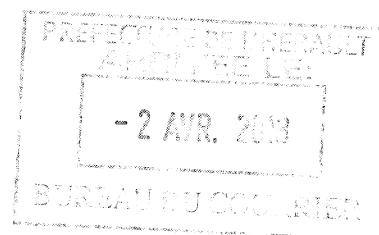
ACM est propriétaire des parcelles AK 14 et AK 52 sur le site de Lavalette, rue Jean-François Breton, sur lesquelles a été édifiée la résidence universitaire Agropolis à la suite de leur acquisition à la Ville en 1987.

La Ville souhaite d'une part intégrer dans le domaine public communal la rue Jean-François Breton existante mais également les emprises nécessaires à son alignement projeté.

Les parcelles AK 14 et AK 52 sont partiellement impactées par ce projet. C'est pourquoi la Ville a sollicité ACM en vue de la cession d'une emprise de 125 m² sur la parcelle AK 14 et 55 m² sur la parcelle AK 52, soit 180 m² au total.

ACM conservera ses accès à l'identique dans le cadre de l'aménagement futur.

Compte tenu de l'affectation future de ces emprises foncières à la voirie communale, la cession par ACM sera réalisée à l'euro symbolique. L'établissement du document de division, confié à l'Office notarial de Baillargues, et les frais de régularisation de la vente seront pris en charge par la Ville.



En conséquence, il vous est proposé :

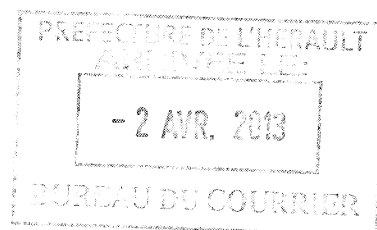
- d'approuver l'acquisition à l'euro symbolique par la Ville à ACM d'une emprise foncière d'environ 180 m², à soustraire, conformément au document d'arpentage, des parcelles AK 14 (environ 125 m²) et AK 52 (environ 55m²), dans le cadre du projet d'alignement de la rue Jean-François Breton ;
- de prendre en charge les frais d'élaboration de document d'arpentage et les frais de l'acte à établir par l'Office notarial de Baillargues ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Acquisition auprès du Conseil général de l'Hérault des anciennes archives départementales 2, avenue de Castelnau parcelles cadastrées CD 291 et CD 289p

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du projet de restructuration de l'ancien hôtel de Ville accueillant actuellement les archives municipales contemporaines, la Ville est intéressée par l'acquisition auprès du Conseil général de l'Hérault d'une partie du site des anciennes archives départementales situées 2, rue de Castelnau. L'acquisition de ce site permettra à la Ville de centraliser ses archives aujourd'hui organisées sur deux sites : les archives contemporaines dans l'ancienne mairie et les archives historiques à la médiathèque Emile Zola.

La partie du site des anciennes archives départementales qui intéresse le projet de la Ville représente une emprise foncière d'environ 9000 m² composée :

- de la parcelle CD 291 d'une superficie de 3492 m² supportant le bâtiment principal affecté aux archives, d'une superficie utile d'environ 8137 m², représentant environ 34 km linéaires d'archivage,
- d'une partie de la parcelle CD 289 pour une superficie d'environ 5500 m² (à faire confirmer par géomètre) supportant une partie du bâtiment principal et une habitation d'environ 200 m² qui était destinée au logement de la directrice des archives départementales. Sur cette parcelle est également édifiée la chapelle des Récollets, bâtiment du XVII^{ème} siècle inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, d'une superficie au sol de 850 m² environ et son parvis dont le Conseil général conserve la propriété. Une servitude de tour d'échelle sera instaurée au profit du Conseil général afin de permettre l'accès à la chapelle pour d'éventuels travaux ainsi qu'une servitude de passage pour l'accès des véhicules légers sur 4 mètres de largeur le long de la façade Est de la chapelle.

Sur la base de l'avis des services fiscaux en date du 4 septembre 2012, il est proposé l'acquisition de ce bien situé en zone urbaine 2U1-9 du plan local d'urbanisme au prix de 5.100.000 € TTC. L'échéancier de paiement sera le suivant :

- 50 % à la signature de l'acte authentique

- 50 % à la fin du 1^{er} semestre 2014

Cette acquisition ainsi que les travaux d'adaptation du bâtiment seront payés dans le cadre de l'autorisation de programme n° 2012 P04 « Acquisition et travaux archives » dont le montant total est de 7M€.

L'acte authentique régularisant cette acquisition fera l'objet d'un acte administratif rédigé par les services du Conseil général de l'Hérault.

La maison d'habitation demeurera occupée par la directrice des archives départementales jusqu'au 31 décembre 2013. La Ville n'entrera en jouissance de cette partie du bien qu'à compter du 1^{er} janvier 2014.

Une partie du terrain supportant la maison d'habitation pourra faire l'objet d'une valorisation pour un montant compris entre 1 et 1,3 million d'euros dans le cadre d'un programme de construction de logements confié par la Ville à un promoteur ou à un aménageur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir une partie du site des anciennes archives départementales, propriété du Conseil général de l'Hérault, situé 2 avenue de Castelnau et cadastré parcelles CD 291 et CD 289p au prix de 5.100.000 € TTC ;

- d'instaurer au profit du Conseil général, fonds dominant, les deux servitudes suivantes :

- une servitude de passage de 4 mètres de largeur le long de la façade Est de la chapelle,
- une servitude de tour d'échelle autour de la chapelle,

- de dire que l'acte authentique régularisant cette acquisition fera l'objet d'un acte administratif rédigé par les services du Conseil général de l'Hérault,

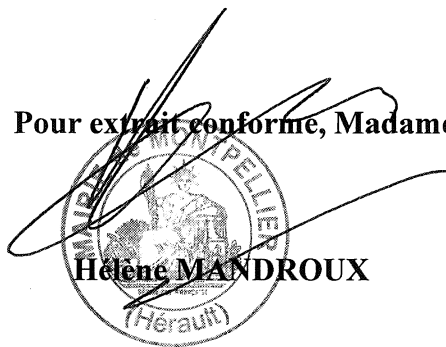
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville (programme n° 2013 P04 « Acquisition et travaux archives ») et qu'elle sera payée conformément à l'échéancier suivant :

- 50 % à la signature de l'acte authentique
- 50 % à la fin du 1^{er} semestre 2014,

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire et à demander les subventions les plus larges possibles pour cette opération. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 4 septembre 2012

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34053 MONTPELLIER CEDEX
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Conseil Général de l'Hérault
Direction générale des Services
Service gestion foncière et immobilière
Hôtel du Département
1000, rue d'Alco
34087 Montpellier Cedex 4

Objet : Evaluation des archives départementales – Avenue de Castelnaud.

V/Référence : D12-007519 (Florence Coulon).

N/Référence : dossier n° 2012 172 V 1413.

1-Service consultant : Département de l'Hérault.

2-Situation locative : Biens considérés libres d'occupation.

3-Description sommaire des biens : 40, rue Proudhon et 2, avenue de Castelnaud à Montpellier. Tènement immobilier constitué de deux parcelles contiguës cadastrées CD 289 et 291 pour respectivement 6 542 m² et 3 492 m², soit 10 034 m² au total.

Sur la parcelle CD 291 avec implantation partielle sur CD 289 le Département a fait édifier en 1976 un *bâtiment spécifique dédié aux archives départementales* élevé de deux niveaux d'infrastructure, d'un rez-de-chaussée et de 4 étages partiels. L'ensemble développe une SHON de 9 600 m² correspondant à une superficie utile de 8 137 m² pour un coefficient de rendement voisin de 85%.

Il s'agit d'un bâtiment à caractère monovalent conçu de façon spécifique à usage d'archives avec des planchers supportant de fortes charges et hauteur sous plafond limitée pour les niveaux de stockage. Les locaux se répartissent en locaux d'archivage proprement dit, locaux techniques pour les parties en infrastructures et niveau R+1, R+2 et R+3. Garage et quai de chargement en rez-de-chaussée, salle de tri, labo photos, salle de restauration de documents grand hall d'accueil, bureaux, salle de réunion et logement du gardien (3P d'environ 60 m² habitables). Les étages 4, 5 et 6 sont affectés en grande partie en bureaux d'administration, salles de lecture, de consultation et microfilmage. Sanitaires à chaque niveau. Sols carrelage ou sols souples.

Circulations verticales assurées par escalier et monte charge. Escaliers de secours.

Chauffage au fioul assuré par 2 chaudières Wiessman en bon état d'entretien (cuve enterrée de 20 000 l).

Quelques bureaux ou locaux techniques climatisés. RIA et système anti-intrusion.

Huisseries extérieures en alu simple vitrage. Assez bon état d'entretien général.

Parking extérieur d'environ 50 places.



Sur parcelle CD 289 sont édifiées : - *Une chapelle* désacralisée, dite « Chapelle des Récollets » datant du 17^{ème} siècle, également affectée à usage d'archives, en état d'entretien médiocre, avec toiture partiellement reprise et superstructure nécessitant des travaux de confortation et réfection des enduits intérieurs. Absence de chauffage. Surface utile estimée à 850 m² utile, y compris la mezzanine

- *Une maison d'habitation* en toit terrasse comprenant garage et cave surélevé d'un rez-de-chaussée et d'un étage avec en RC, entrée, salon, salle à manger, bureau, rangement et WC et en étage 3 chambres dont une avec dressing, un bureau salle de bains salle d'eau et WC. Sol travertin, sol souple ou parquet. Construction 1976, isolation double vitrage, chauffage par convecteur, bon état d'entretien. SHA : 200 m² environ.

5-Réglementation d'urbanisme : Zone 2U1- 9 w du PLU de Montpellier. COS de 1.

6-Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés (avec une marge d'appréciation de +/- 15 %) :

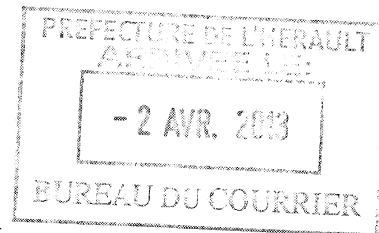
La valeur vénale des locaux faisant l'objet de la demande est de l'ordre de 5 400 000 €.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur principal des Finances Publiques,

Serge de BREMOY



Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC du Coteau

Cessions de terrain aux propriétaires des villas limitrophes du groupe scolaire François MITTERRAND

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville a acquis à l'amiable, après obtention d'une déclaration d'utilité publique, une entité foncière dans l'emprise de la ZAC du Coteau, en limite sud de la ZAC Malbosc, afin de réaliser le groupe scolaire François Mitterrand, inauguré à la rentrée 2012.

Lors des réunions de concertation organisées au mois de février 2012, les propriétaires des villas limitrophes du groupe scolaire François Mitterrand, situées rue Louis Martin Berthoud et réalisées dans le cadre de la ZAC Malbosc, ont sollicité la cession d'une bande de terre de 2,80 m de large, séparant leurs parcelles et le groupe scolaire.

L'étude des contraintes techniques du groupe scolaire a permis de conclure à la faisabilité de ces cessions, compatibles avec les emprises et usages du bâtiment. La cession aux propriétaires des parcelles cadastrées TN 346 à TN 354 issues des parcelles communales TN 13 et TN 445 au prix de 55 € le m², conforme à l'estimation des services fiscaux du 26 juin 2012, est donc envisageable.

Les acquéreurs sont :

- Madame VO Jeanne et Monsieur BOYER Laurent, propriétaires de la parcelle TN 346, pour une surface de 35 m², soit un prix de 1925 €,
- Monsieur et Madame ROSSI Michel, propriétaires de la parcelle TN 347, pour une surface de 33 m², soit un prix de 1815 €,
- Monsieur et Madame CAZORLA Olivier, propriétaires de la parcelle TN 348, pour une surface de 34 m², soit un prix de 1870 €,
- Madame Elisabeth HEKKENBERG, propriétaire de la parcelle TN 349, pour une surface de 34 m², soit un prix de 1870 €,
- Monsieur WANNICKE Rainer et Madame Sabine ZIMERMANN, propriétaires de la parcelle TN 350, pour une surface de 32 m², soit un prix de 1760 €,

- Monsieur GENOT Serge et Madame CARRIERE Sophie, propriétaires de la parcelle TN 351, pour une surface de 32 m², soit un prix de 1760 €,
- Monsieur et Madame FERNANDEZ Paul, propriétaires de la parcelle TN 352, pour une surface de 34 m², soit un prix de 1870 €,
- Madame DEMARETZ Marie-Christine, propriétaire de la parcelle TN 353, pour une surface de 34 m², soit un prix de 1870 €,
- Monsieur JUGE François et Madame DE TOLEDO Marion, propriétaires de la parcelle TN 354, pour une surface de 34 m², soit un prix de 1870 €.

La Ville prendra en charge les frais d'établissement des documents de division parcellaire, les frais d'acte étant à la charge des acquéreurs. Les actes seront établis par Maître Laurent Vialla, notaire à Montpellier, initialement en charge de l'acquisition du groupe scolaire, sachant que les acquéreurs qui le souhaitent pourront être représentés par leur notaire en double minute.

Les conditions particulières de la cession sont les suivantes :

- la Ville a pris en charge la clôture le long de la bande de terrain considérée. La Ville en étant propriétaire, son entretien lui incombera afin d'assurer, le cas échéant, sa réparation notamment au regard de la sécurité des élèves de l'établissement,
- les acquéreurs se chargent de la dépose de leur ancienne clôture, de la fourniture et de la pose des segments de clôtures mitoyennes entre les différentes propriétés,
- l'entretien de cette bande de terre qui comprend une haie vive existante, sera assuré par les acquéreurs,
- les arbres de haute tige et bosquets de bambous plantés sur le terrain de l'école à la demande des riverains sont situés à plus de 2 mètres de la limite divisoire avant cession. Du fait du recul de cette limite, ces plantations seront situées à moins de 2 mètres de la nouvelle limite après cession ; cette situation, dérogatoire aux dispositions du Code Civil, étant acceptée par les acquéreurs,
- les règles de prospect définies par le règlement du plan local d'urbanisme (PLU), resteront conformes à celles indiquées dans les permis de construire initiaux et applicables après cession.

En conséquence, il vous est proposé :

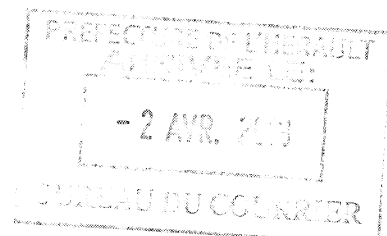
- d'accepter la cession aux propriétaires des parcelles TN 346 à TN 354, limitrophes du groupe scolaire François Mitterrand, sis ZAC du Coteau, d'une bande de terre d'une largeur de 2, 80 m au droit de leurs propriétés, issue des parcelles TN13 et TN 445, au prix de 55 € le m², conforme à l'estimation des services fiscaux, dans les conditions ci-dessus définies ;
- de prendre en charge l'établissement des documents d'arpentage nécessaires ;
- d'inscrire la recette de ces cessions au budget communal ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Helène MANDROUX
(Hérault)

Publiée le : 26 mars 2013



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 26 juin 2012.

Direction Régionale des Finances Publiques
de Languedoc Roussillon et du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

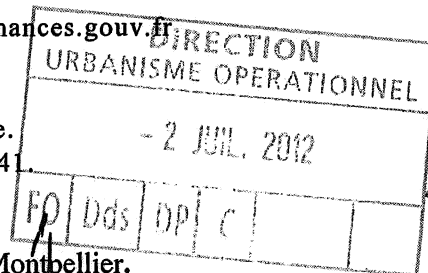
télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgif.finances.gouv.fr

Objet: ZAC du coteau.

Affaire suivie par Mme Fabre.

Référence: dossier n° 2012.172V124



1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.

2- **Situation des biens :** Parcelles cadastrées TN 345 à 354 situées rue Louis Martin Berthoud à Montpellier.

3- **Propriétaires :** divers.

4- **Description sommaire :** Diverses petites emprises (10) pour une surface totale de 331 m² en nature de terrain nu et non aménagé.

5- **Urbanisme applicable :** Zone 1AU-6 dans le périmètre de la future ZAC du coteau : zone partiellement équipée destinée à une urbanisation future essentiellement sous forme d'habitat collectif avec mixité urbaine(habitation, activités).

6- **Valeur vénale des biens:** (avec une marge de d'appréciation de +/- 10%)
La valeur vénale des emprises susvisées est de l'ordre de 55 € le m².

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques
Et par délégation,
L'inspecteur des Finances Publiques,


Pascal BONNAIRE

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Mise en vente d'un terrain situé impasse Lebourg Parcelles cadastrées BY 38 BY 39 BY 40

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par actes administratifs des 20 juin 1980 et 18 septembre 1984 et par acte notarié du 31 janvier 1986, la Ville a acquis trois maisons d'habitation mitoyennes élevées de deux étages sises 2, 3 et 4 impasse Lebourg, en secteur sauvegardé, et cadastrées BY 38, BY 39 et BY 40.

Leur superficie au sol respective est de 29 m², 33 m² et 29 m², soit une contenance totale de 91 m².

Pour ces trois habitations, un permis de démolir a été autorisé par arrêté municipal du 24 août 1987 (PD n° 87 V0019) après avis favorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 25 mai 1987.

L'utilité de ces emprises foncières inoccupées n'étant plus avérée pour la Ville, il est proposé, dans le cadre d'une saine gestion du patrimoine communal, de les vendre en un terrain nu unique de 91 m², en vue de permettre au futur acquéreur d'y construire une habitation à vocation de résidence principale.

Il est proposé la mise en vente de ce bien, de gré à gré après mise en concurrence, au prix plancher de 112.500 € au vu de l'estimation des services fiscaux en date du 12 février 2013.

Sont envisagées les modalités d'appel à concurrence suivantes :

- insertion d'un avis de publicité dans la presse locale et sur le site internet de la Ville de Montpellier,
- transmission d'un courrier d'information à la chambre régionale des notaires,
- remise d'un cahier des charges de cession aux demandeurs intéressés fixant les conditions de sélection proposées dont les principales sont les suivantes :
 - ✓ construction d'une habitation à vocation de résidence principale individuelle,

- ✓ réalisation d'une surface de plancher maximum de 250 m² conformément au plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé prévoyant que la nouvelle construction conserve la hauteur des immeubles d'origine (R+2)
- ✓ prix plancher de 112.500 €.

Le candidat retenu sera le mieux-disant au regard des critères de sélection suivants :

- le respect de la destination du bien : vocation de résidence principale,
- la qualité du projet envisagé eu égard aux règles d'urbanisme et aux prescriptions exposées ci-après,
- les garanties bancaires apportées,
- le prix de vente proposé.

Les prescriptions particulières imposées au projet sont les suivantes : la nouvelle construction pourra adopter, soit une architecture « d'imitation » reproduisant l'architecture ancienne, soit une architecture « d'innovation » employant des formes contemporaines. La surface de plancher maximum de 250 m² est préconisée compte tenu des contraintes de hauteur et de vue liées aux habitations mitoyennes.

Un compromis de vente sera signé avec le candidat sélectionné, sous condition suspensive de l'octroi du permis de construire et après délibération du Conseil municipal autorisant la vente du bien. La demande de permis sera soumise à l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente des terrains cadastrés BY 38, BY 39 et BY 40 situés impasse Lebourg, représentant une emprise foncière de 91 m², après publicité et mise en concurrence, au prix plancher de 112.500 € HT,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Nicole MONTEUX

téléphone : 0 467 226 271

télécopie : 0 467 226 269

Courriel : nicole.monteux@dgfip.finances.gouv.fr

Dossier suivi par : Madame GREZOUX

Nos réf.: 2013-172V0254

Montpellier, le 12 février 2013

MAIRIE DE MONTPELLIER

Direction Urbanisme et Aménagement
Service foncier

1, place Georges Frêche

34267 MONTPELLIER EDEX 2


1 - Service consultant : voir cadre adresse ci-dessus.

2 - Objet de la consultation du service : cession des parcelles cadastrées BY 38, 39 et 40 d'une contenance totale de 91 m²

3 - Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés :

Ce bien est évalué à 450 €/m² de surface de plancher, +/- 15 %

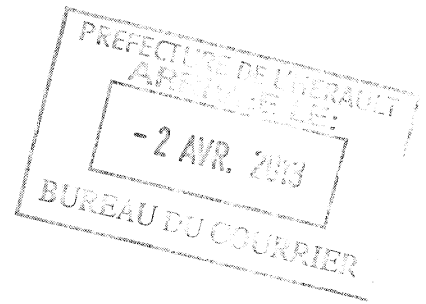
Pour l'Administratrice Générale des Finances Publiques
L'évaluateur des domaines


Nicole MONTEUX
Inspecteur des Finances Publiques

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des Trésoreries générales territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s). .../...

Séance publique du lundi 25 mars 2013



Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOL, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code

Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC Port-Marianne -Parc Marianne extension ZAC Port-Marianne-Consuls de Mer extension Vente de terrains à la SERM Délibération modificative des délibérations du 25 juin 2012

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par deux délibérations du Conseil Municipal en date du lundi 25 juin 2012, la Ville a décidé de céder à la SERM deux emprises foncières situées :

-ZAC Port-Marianne-Parc Marianne : parcelles sises avenue Raymond Dugrand, cadastrées SB 35p et SB 36p et nouvellement numérotées SB 212 et SB 215, d'une superficie de 921 m² et pour un prix de 50 655 €,

-ZAC Port-Marianne-Consuls de Mer : parcelle cadastrée DS 619 p nouvellement divisée et numérotée DS 656 et DS 658, d'une superficie de 414 m² et pour un prix de 22 790 €.

Afin d'autoriser la régularisation de ces ventes par un acte unique qui sera établi par l'office notarial de Baillargues, il est ici précisé en complément des délibérations du 25 juin 2012 que le montant de ces cessions est considéré hors taxes.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

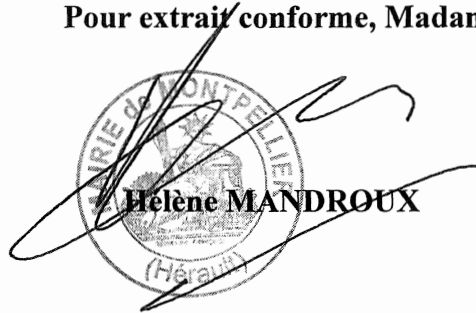
-de préciser que le montant des cessions de la Ville à la SERM autorisées par délibérations du 25 juin 2012 dans le cadre de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne, parcelles cadastrées SB 212 et SB 215 et dans le cadre de la ZAC Port-Marianne-Consuls de Mer, parcelles cadastrées DS 656 et DS 658, est entendu hors taxes ;

-de rappeler que la SERM supportera les frais de l'acte de vente établi par l'office notarial de Baillargues,

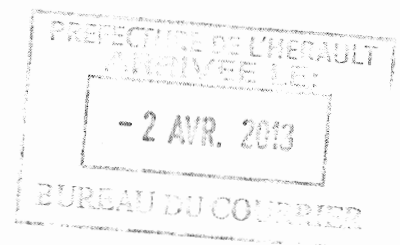
-d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

SCI du 3 Roudil (50 % de la subvention)	2.992,35 €
Total	2.992,35 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

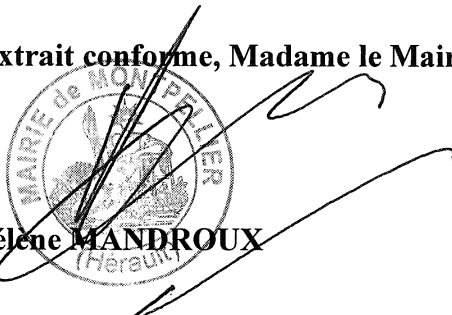
- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 2.992,35 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Réseau municipal radio TETRA Extension, Terminaux, Maintenance Autorisation de signer le marché

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre des installations de communications radioélectriques, utilisant la technologie numérique TETRA, en service pour les besoins de la police municipale et afin d'étendre les besoins à d'autres services municipaux, il a été lancé, suite à un appel d'offres infructueux, une procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 35-I-1. et en application de l'article 77 du Code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, d'une durée de deux ans avec renouvellement par tacite reconduction pour une période de deux ans, estimé à 620 000 € HT pour la période initiale et 380 000 € HT pour celle de reconduction.

Les critères de jugement des offres étaient les suivants :

- La valeur technique infrastructure et terminaux,
- La valeur technique des prestations,
- Prix,
- Délai.

Suite à la commission d'appel d'offres en date du 5 mars 2013, il a été décidé d'attribuer le marché à l'entreprise TALCO Languedoc pour un montant estimé de 491 167,50 € HT sur la période initiale.


Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : Investissement Natures 2051, 2183, 2188, 2313, 2315 tous chapitres, Fonctionnement 60632, 6156, 6188 tous chapitres.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la procédure suivie ;
- De passer un marché de fournitures et services avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché de fournitures et services et tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de SAINT-PIERRE (Hérault)'. The stamp features a central emblem with a building and a star. A large, dark, handwritten signature is written across the stamp, extending from the top left towards the bottom right.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Ecoles privées sous contrat d'association. Participations de la Ville année 2013

Jean-Louis GELY rapporte :

Depuis 1983, la Ville de Montpellier participe financièrement aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2012/2013, le recensement effectué auprès des chefs d'établissements fait apparaître les effectifs suivants :

- classes maternelles : 1 364 enfants domiciliés à Montpellier
- classes élémentaires : 2 190 enfants domiciliés à Montpellier

Soit au total : 3 554 enfants domiciliés à Montpellier

Conformément aux engagements pris en 2004 avec les établissements privés, la dotation 2013, identique à celle de 2012, s'établit à :

- 515 Euros par enfant montpelliérain en maternelle
- 515 Euros par enfant en élémentaire

Le montant de la dotation 2013, compte tenu des effectifs s'élève à :

702 460 Euros en maternelle
1 127 850 Euros en élémentaire

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2013, sur les lignes suivantes :

Nature 6574 fonction 92211 pour les écoles maternelles et 92212 pour les écoles élémentaires.

Il s'agira donc de verser une participation de 515 Euros par enfant en classe maternelle et en classe élémentaire aux écoles privées sous contrat d'association pour les seuls enfants domiciliés à Montpellier :

Saint François d'Assise	24, boulevard de Strasbourg	34000-Montpellier
Sainte Famille	10, place Roger Salengro	34000- Montpellier
Les Jonquilles	255, rue Croix de Figuerolles	34000-Montpellier
Notre Dame de Bonne Nouvelle	3, rue Aristide Ollivier	34000-Montpellier
Sainte Thérèse	2, rue Portalieres des Masques	34000- Montpellier
Saint Charles	22, avenue Georges Clémenceau	34000-Montpellier
Sainte Geneviève	1093, avenue Louis Ravas	34000-Montpellier
Saint Jean Baptiste de La Salle	84, rue de Lunaret	34090-Montpellier
Saint François Régis	3, rue de la Merci	34000-Montpellier
Sainte Emilie	4, rue de la Croix Bonhomme	34070 –Montpellier
Sainte Odile	80, rue du Pré aux Clercs	34090- Montpellier
Les Anges Gardiens	2958, avenue des Moulins	34080-Montpellier
Sainte Jeanne d' Arc	51, boulevard Ernest Renan	34000-Montpellier
Ecole juive de Montpellier	rue E Villalon- ZAC B Pascal	34000-Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de verser une subvention telle que définie ci-dessus aux écoles privées concernant les enfants montpelliérains qui y sont inscrits,
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération,
- de dire que le règlement de ces sommes se fera par prélèvement sur les crédits inscrits au Budget Primitif de la Ville sur les lignes budgétaires nature 6574 fonction 92211 et 92212,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE

Entre les soussignés :

D' une part,

La Ville de Montpellier représentée par son Maire Hélène MANDROUX dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 2 Avril 2008,

Et d'autre part,

L'école

-Vu le Code de l'Education,

-Vu la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 25 Mars 2013

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention : Modalités d'attribution de la participation financière de la Ville pour le fonctionnement de l'école privée pour l'année scolaire 2012/2013.

Article 2 : Montant de la dotation : La délibération fixe une participation de 515 Euros par enfant montpelliérain en maternelle et en élémentaire.

Article 3 : Attribution pour l'école : L'école a déclaré à la rentrée scolaire 2012 compter x enfants montpelliérains en maternelle soit et x enfants en élémentaire soit €

Le montant correspondant s'élève à la somme de €

Article 4 : Engagement de l'école : en signant la présente convention, l'école s'engage à utiliser les fonds octroyés pour le fonctionnement courant de l'école, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Fait à Montpellier,
Le

Pour Madame Le Maire,
L'Adjoint délégué
à la Réussite éducative

La Directrice(Le Directeur),

Jean Louis GELY

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAUI, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'Association Départementale Centrale de la Coopération à l'Ecole 34 (OCCE 34) pour les Offres Culturelles 2013

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique (DA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2013, la Ville, la DA et la DRAC ont retenu les projets de 53 écoles, compte tenu de leur intérêt éducatif.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, il est proposé au Conseil Municipal d'allouer à l'OCCE 34 une subvention d'un montant de 52 142 €.

La subvention attribuée dans le cadre de la réussite éducative pour le dispositif des « Offres Culturelles » est détaillée de la façon suivante:

CODE	STRUCTURE	ECOLES		NATURE	MONTANT
551	OCCE 34	OCCE Ecole DANTE ALIGHIERI	OFFRES CULTURELLES 2013	P	800
		OCCE Ecole GOETHE		P	600

OCCE Ecole A.D'AUBIGNE	P	500
OCCE BLAISE PASCAL	P	450
OCCE BERGMAN	P	650
OCCE CHAPLIN	P	500
OCCE CALMETTE	P	600
OCCE FREUD	P	1000
OCCE GAMBETTA	P	600
OCCE MERMOZ	P	600
OCCE J.MOULIN	P	450
OCCE L. MICHEL	P	500
OCCE LAMARTINE	P	800
OCCE PERICLES	P	1000
OCCE POTTIER	P	600
OCCE PROKOFIEV	P	2000
OCCE S. BERNHARDT	P	1000
OCCE DIDEROT	P	1000
OCCE AMSTRONG	P	3 720
OCCE BLOCH	P	800
OCCE DELTEIL	P	1500
OCCE MITTERAND	P	2400
OCCE GALILEE	P	1600
OCCE GARNIER	P	400
OCCE KUROSAWA	P	900
OCCE M. BRES	P	900
OCCE M. CURIE	P	1600
OCCE M. DE SEVIGNE	P	1900
OCCE PICASSO	P	600
OCCE YOURCENAR	P	600
OCCE BALARD	P	700
OCCE BOLIVAR	P	2400

	OCCE BOULLOCHE	P	900
	OCCE HEIDELBERG	P	600
	OCCE L. MALET	P	500
	OCCE LOUISVILLE	P	1650
	OCCE M.RENAUD	P	900
	OCCE NERUDA	P	1350
	OCCE ROOSEVELT	P	850
	OCCE WOOLF	P	1250
	OCCE A. DE GAULLE	P	1600
	OCCE A. D'AQUITAINE	P	600
	OCCE BEETHOVEN	P	1000
	OCCE BREL	P	600
	OCCE CHURCHILL	P	800
	OCCE F. BAZILLE	P	900
	OCCE L. FIGUIER	P	700
	OCCE H. BOUCHER	P	700
	OCCE ROUX	P	672
	OCCE SAVARY	P	600
	OCCE SIMON	P	800
	OCCE SURCOUF	P	600
	OCCE VOLTAIRE	P	900
	TOTAL		52 142 €

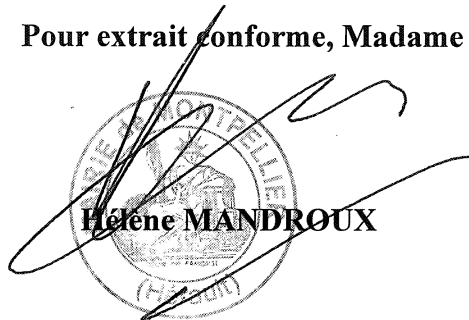
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement,
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération,

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

The image shows a circular official stamp, likely from the town of Mandroux, with a central emblem. Overlaid on this stamp is a large, bold, handwritten signature in black ink. The signature is fluid and appears to read 'Hélène MANDROUX'.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'Association Départementale Centrale de la Coopération à l'Ecole 34 (OCCE 34) pour les projets Classes de Découverte Neiges et Vertes 2013

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier soutient depuis plusieurs années, les écoles dans de nombreux domaines, notamment en accordant une aide financière à l'association Office central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) afin de permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte. Pour la période du 1er janvier au 30 juin 2013, 65 classes issues de 25 écoles bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découvertes.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 39 945 € à l'OCCE 34.

La subvention attribuée dans le cadre de la réussite éducative pour le dispositif des « Classes de découverte neiges et vertes » est détaillée de la façon suivante:

CODE	STRUCTURE	ECOLES		NATURE	MONTANT
551	OCCE 34	OCCE Ecole Alain SAVARY	CLASSES NEIGES ET VERTES (période de janvier à juin 2013)	P	1728
		OCCE Ecole Marie CURIE		P	896
		OCCE Ecole Victor SCHOELCHER		P	1600

		OCCE Paul LANGEVIN	P	1280
		OCCE Julie DAUBIE	P	1024
		OCCE Louis AMSTRONG	P	1600
		OCCE LOUISVILLE	P	1656
		OCCE Frédéric BAZILLE	P	600
		OCCE GALILEE	P	1504
		OCCE KUROSAWA	P	3248
		OCCE Blaise PASCAL	P	816
		OCCE FLORIAN	P	1344
		OCCE Louis FIGUIER	P	240
		OCCE Dr CALMETTE	P	2080
		OCCE Charles DAVILER	P	2464
		OCCE Jules SIMON	P	1664
		OCCE Anatole France	P	992
		OCCE Sarah BERNHARDT	P	264
		OCCE Jean JAURES	P	1568
		OCCE Eugène POTTIER	P	3200
		OCCE Sergueï PROKOFIEV	P	320
		OCCE FERRY	P	401
		OCCE Simon BOLIVAR	P	2192
		OCCE PAUL BERT/VICTOR HUGO	P	1456
		OCCE Charles DICKENS	P	5808

	TOTAL		39 945 €
--	--------------	--	-----------------

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement,
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération,
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Sous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Direction Travaux
Maintenance Action
Solidaire
Service Administration et
comptabilité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 126

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Ecole SEDAR SENGHOR - Réhabilitation de locaux scolaires - Autorisation déclaration préalable de travaux

Jean-Louis GELY rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a décidé de réhabiliter les locaux scolaires de l'école Sédar Senghor.

Cette réhabilitation permettra de prendre en compte l'augmentation des effectifs par la création de salles de classe, l'aménagement de locaux pour le personnel et une salle d'activité. Le montant des travaux est de 500 000 € TTC.

Pour des raisons de sécurité, il est prévu la mise en place d'un escalier extérieur de secours, nécessitant une déclaration préalable de travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

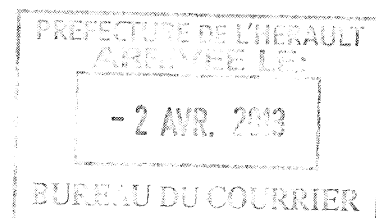
- D'approuver la réhabilitation des locaux scolaires de l'école Sédar Senghor,
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2013, section investissement, programme 2013I01- fonction 20213- nature 2313,
- D'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable de travaux auprès des services compétents,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Direction Travaux
Maintenance Action
Solidaire
Service Administration et
comptabilité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 127

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOL, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code

Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Ecole MITTERRAND - Aménagement des espaces extérieurs - lot n° 1- aménagement urbain - avenant n°2- Cession du contrat du groupement SGREG SUD EST/SOLS MEDITERRANEE à la Société COLAS MIDI MEDITERRANEE

Jean-Louis GELY rapporte :

Par délibération n° 2011/618 en date du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a attribué le lot n° 1 du marché 1H46269A, aménagement des espaces extérieurs de l'école primaire François MITTERRAND au groupement SCREG SUD-EST/SOLS MEDITERRANEE.

Suite à la cession du contrat du groupement SCREG SUD-EST/SOLS MEDITERRANEE à la société COLAS MIDI MEDITERRANEE, justifié par un transfert d'activité, il est nécessaire de procéder à la cession du marché précité à son nouveau titulaire.

Ainsi à compter du 01/01/2013, le nouveau titulaire de ce marché s'engage à prendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Les clauses et conditions des contrats initiaux et des précédents avenants éventuels demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par la présente cession.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

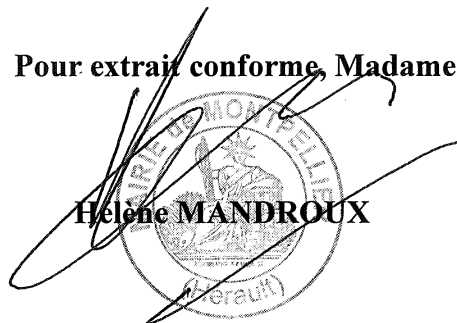
M. Delafosse

- D'approuver la cession du marché susvisé du groupement SCREG SUD-EST/SOLS MEDITERRANEE à la société COLAS MIDI MEDITERRANEE, nouveau titulaire;
- D'autoriser madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'avenant et plus généralement tous les documents ou actes relatifs à cette affaire |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013

PROJET D'AVENANT N° 2

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

Le groupement d'entreprises SCREG SUD-EST/SOLS MEDITERRANEE
Représenté par
Monsieur le Directeur,

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
GROUPE SCOLAIRE FRANCOIS MITTERRAND - AMENAGEMENT DES ESPACES EXTERIEURS
Aménagement urbain

N° du marché :
1H46269A

Notifié le :
30 novembre 2011

Montant initial du marché :
Montant HT : 446 311,64 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de SCREG SUD EST à COLAS MIDI MEDITERRENEE nouveau titulaire, pour les motifs suivants : transfert d'activités.

ARTICLE 2

A compter du 01/01/2013 le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangé

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Monsieur
le Directeur
Monsieur ¹
(signature)

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Jean-Louis GELY

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2013

Magalie COUVERT rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville développe une politique active en matière d'intégration des personnes en situation de handicap ainsi que des actions visant à sensibiliser de manière la plus large possible la population à cet enjeu.

La collectivité soutient, en leur attribuant une subvention, les structures qui participent activement à l'amélioration des conditions de vie et à l'intégration des personnes handicapées dans la cité.

Aussi, dans le cadre de sa politique en matière de handicap et compte tenu des actions développées par ces structures, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Numéro association	Association	Nature	Montant
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	F	400 €
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	M	300 €
1936	ROULE NATURE	F	3 000 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	F	3 000 €
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	F	10 000 €
697	ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	F	10 000 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	F	2 400 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	F	5 000 €
4652	CAP HORIZON	F	500 €
2136	ASSOCIATION GEM LESSEPS	M	800 €

5180	GHANDIS	F	500 €
5470	UNION POUR LA PROMOTION DE TOUS LES TALENTS	M	1 000 €
2827	SESAME AUTISME HERAULT	F	1 000 €
TOTAL			37 900 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :


- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur l'imputation budgétaire : ligne 6574/ chapitre 925/ nature 21496, pour un montant de 37 900 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à diverses associations de la Ville dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013

Audrey DE LA GRANGE rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit en 2013 sa politique visant à favoriser la mise en place d'actions œuvrant à la cohésion sociale sur les quartiers de la commune. L'objectif de ces actions est de recréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs autour de la population. L'ensemble de ces actions et animations vise à renforcer le lien social dans les quartiers.

Les associations ci-dessous interviennent auprès d'un public défavorisé au travers diverses animations culturelles et sociales. La présence continue sur le terrain de ces structures permet de mobiliser fortement la population et de renforcer la cohésion sociale dans les quartiers de la ville.

Dans le cadre de la politique dans le champ de la Cohésion Sociale menée par la Ville de Montpellier et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

Numéro Association	Association	Nature	Montant
429	RAIPONCE	F	3 200 €
1155	ADAGES ANIMATION COLLECTIVE DES FAMILLES	F	11 500 €
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	M	500 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	M	400 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	F	5 000 €

3574	MOUVEMENTS CITOYENS (EX ASSO PERGOLA PETIT BARD)	F	3 500 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES	F	1 500 €
4907	RESEAU ACCUEIL INSERTION HERAULT	F	5 000 €
4908	FACE HERAULT	F	5 000 €
5202	ASSOCIATION JUSTICE POUR LE PETIT BARD	F	4 500 €
5412	ASSOCIATION ASSALAM DE ST MARTIN	F	750 €
1036	APS 34	F	5 700 €
			46 550 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur l'imputation suivante : nature 6574, chapitre 925- ligne de crédit 21498, pour un montant de **46 550 €** ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2013

Audrey DE LA GRANGE rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant au développement social et urbain en faveur des habitants de quartiers en difficulté.

En 2007, la Ville de Montpellier, l'Etat, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales et le Centre Communal d'Action Sociale ont signé un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) pour la période 2006-2009 déterminant la stratégie pour chacun des territoires prioritaires retenus que sont la Mosson, la Zone Urbaine Sensible (ZUS) Petit-Bard Pergola, la ZUS des Cévennes, la ZUS Gély-Figuerolles, Gambetta, Nord-Ecusson, la ZUS Pas du Loup-Paul Valéry-Val de Croze et Saint Martin-Tournezy. Le pilotage et la conduite du CUCS sont assurés par le GIP-DSUA. Ce contrat a été prolongé tacitement en 2010.

En 2011, conformément à la recommandation formulée par le Conseil National des Villes « de faire correspondre l'élaboration et la conclusion des CUCS ou autres contrats au mandat municipal », les contrats urbains de cohésion sociale ont été prolongés jusqu'au 31 décembre 2014. Les principes et l'économie générale du CUCS 2007-2009, de même que la géographie prioritaire, ont été reconduits jusqu'à cette date.

La stratégie du contrat urbain de cohésion sociale se décline en deux principes d'action :

- améliorer l'articulation entre les partenaires pour une mise en cohérence des actions menées et renforcer leur mobilisation sur les territoires prioritaires pour garantir la cohésion sociale et l'égalité des chances en s'appuyant prioritairement sur les politiques de droit commun,
- mettre en place un système de veille sur les territoires prioritaires pour suivre les évolutions sociales et urbaines, en s'appuyant sur des indicateurs pertinents et en l'accompagnant d'un système d'évaluation systématique des actions menées sur ce territoire.

Pour rappel, les grands axes prioritaires du contrat sont :

- l'accès à l'emploi et le développement économique,
- l'éducation et la scolarité,
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance,
- l'habitat et le cadre de vie,
- l'accès à la prévention et aux soins.

En juillet 2009, le Conseil d'Administration du GIP a décidé d'engager une démarche d'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale sur 3 secteurs (Mosson, Centre et Cévennes) qui vise à remettre la dimension « projet » au cœur de la démarche contractuelle et donc à privilégier une réflexion davantage territoriale que thématique.

Pour chacun des territoires visés, des leviers d'intervention prioritaires ont été identifiés. Par exemple pour le territoire des Cévennes, il s'agit de favoriser la maîtrise de la langue française, de redonner du sens à l'école et favoriser la réussite scolaire, d'améliorer les conditions de fonctionnement du commerce et de l'artisanat, de bâtir un cadre de vie par une gestion urbaine de proximité et de développer l'attractivité du territoire.

En octobre 2012, le GIP-DSUA a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre d'actions complémentaires au droit commun sur l'ensemble des territoires CUCS au titre de l'année 2013. Pour les territoires Mosson, Centre et Cévennes, il a été demandé aux associations d'inscrire prioritairement leurs propositions dans les leviers d'intervention repérés au sein des projets territoriaux de cohésion sociale.

Plus de 250 actions, répondant aux objectifs opérationnels des différentes thématiques et leviers, ont été proposées par des porteurs de projets.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions, pour un montant total de 289 250 €, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires dans le cadre du CUCS.

Code association	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposition
Financement Cohésion Sociale				
	2P	Culture Quartier : Action Cévennes et plus	Petit Bard - Pergola	800 €
3932	Association des Cévennes Insertion Loisirs et Education - ACLE	Club des jeunes	ZUS Cévennes	2 500 €
3932	Association des Cévennes Insertion Loisirs et Education - ACLE	Atelier sociolinguistique	ZUS Cévennes	4 500 €
3628	Adages Espace Famille	Le français au quotidien comme vecteur d'intégration	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
3628	Adages Espace Famille	Animation vie locale jeunesse	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
1562	Adages - Maison du Logement	Action de médiation linguistique et interculturelle sur le logement	Gambetta	2 000 €

661	Association Départementale d'Aide aux Victimes	Accueil, écoute, information sur les droits, aide psychologique et orientation des victimes d'infractions pénales	Ensemble des territoires prioritaires	7 000 €
1806	AIDES LM 34	Promotion du dépistage du VIH, des hépatites et des IST avec et auprès des personnes migrantes dans la ville de Montpellier	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Accès des jeunes à la vie de la cité	Hauts de Massane	4 000 €
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Promotion des Actions Éducatives et du Sport : Enfants Hauts de Massane	Hauts de Massane	1 500 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs Etablissements LR	Accompagnement des propriétaires occupants de Montpellier-OPAH copropriété Cévennes 1, à l'auto-réhabilitation de leur logement	ZUS Cévennes	9 500 €
4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs Etablissements LR	Ateliers de quartier Montpellier ville	Gambetta	5 000 €
1650	Amitié partage et citoyenneté	Projet annuel de l'association Amitié Partage et Citoyenneté (APC)	Petit Bard - Pergola	2 000 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Espace public, Espace intermédiaire, Espace privé	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Club de Ville	Gély - Figuerolles	2 000 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	D'Ici et d'Ailleurs	Ensemble des territoires prioritaires	2 000 €
2142	Association pour l'Insertion des Jeunes par l'Economique - APIJE	Aide à la gestion familiale, un support à l'intégration	Petit Bard - Pergola	3 000 €
1036	Association Prévention Spécialisé 34	Chantiers éducatifs pilotés par un collectif sur les Hauts de Massane	Hauts de Massane	6 000 €
343	Association de Solidarité avec les Travailleurs Migrants	Intégration et lien social	Ensemble des territoires prioritaires	2 000 €
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes	Aide aux démarches administratives- accès aux droits	ZUS Cévennes	1 000 €
4841	Association Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes	Action éducative auprès des Parents	ZUS Cévennes	4 000 €
1201	La Boutique d'écriture et Co	Enfance, jeunesse à la Boutique d'écriture	Gély - Figuerolles	2 500 €
1196	Asso Emploi Développement Entreprises Boutique Gestion	Cités Lab	Ensemble des territoires prioritaires	11 000 €

4955	Musique Sans Frontières	Création artistique et éducation à travers les cultures du monde	Paillade	4 000 €
1755	APAJ Centre Gitan	Atelier Prévention Santé Environnement	Gély - Figuerolles	1 800 €
1755	APAJ Centre Gitan	Accompagnement à la culture	Gély - Figuerolles	2 550 €
1755	APAJ Centre Gitan	Webaction	Gély - Figuerolles	3 200 €
1464	Césam Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	Pour une prise en charge de la fragilité psycho-sociale : médiation interculturelle et soutien à la parentalité	Paillade	5 500 €
1464	Césam Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	Langage, territoire, pouvoir d'agir	ZUS Cévennes	2 500 €
1161	Compagnie Internationale Alligator - CIA	Correspondance de quartier	ZUS Cévennes	5 000 €
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles	Accès aux droits, médiation familiale et conseil conjugal et familial	Paillade	6 500 €
2432	Allons z'Enfants - Cie Didier Théron	PAILLADE VIVE	Paillade	1 800 €
3185	La Compagnie du Pas'sage - rencontres Scène Jeunesse	Ateliers théâtre jeunes Petit-Bard - Pergola	Petit Bard - Pergola	1 000 €
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	Accompagnement des habitants du Petit Bard	Petit Bard - Pergola	500 €
1559	Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier La Paillade	Sorties structurantes	Paillade	500 €
3461	CONVERGENCES 34	Jury jeune et festival du cinéma méditerranéen	Gambetta	800 €
3461	CONVERGENCES 34	Accompagnement vers un accès aux pratiques culturelles des familles	Gambetta	1 000 €
2776	Déclic Familles et Toxicomanies	Prévention et accès à la santé des jeunes et des familles en grande difficulté	Ensemble des territoires prioritaires	4 000 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute Parents-Enfants-Adolescents-Jeunes	ZUS Cévennes	6 000 €
3675	ESSOR	Résidence d'artistes au moulin des Sitelles	Petit Bard - Pergola	1 500 €
4908	Face Hérault	Accompagner la réhabilitation du Petit-Bard	Petit Bard - Pergola	1 500 €

4908	Face Hérault	Un but pour l'emploi	Ensemble des territoires prioritaires	4 000 €
727	Foyer de la Jeune Fille Gestion Foyers Castellane, Fontcarrade	Habitat cadre de vie	Nord - Ecusson	2 000 €
4904	Habiter Enfin - H E !	Soutien de familles, en particulier monoparentales, discriminées dans l'accès au logement	Ensemble des territoires prioritaires	2 000 €
71	I.Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	Université du Citoyen	Paillade	4 000 €
5214	INFORIM LEO LAGRANGE	CLUB	Paillade	4 500 €
154	JAM Jazz Action	Atelier Human BeatBox	Saint Martin	600 €
296	Jasmin d'Orient	Intégration des femmes immigrées - Accès au droit et lutte contre l'exclusion	Saint Martin	1 500 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque Pergola	Petit Bard - Pergola	2 500 €
1281	Kaina Tv	ECAP	Paillade	2 000 €
1281	Kaina Tv	KAINA TV	Paillade	4 000 €
2242	L'oiseau lyre	Ateliers conte et maîtrise de la langue	Paillade	500 €
3064	Lâche les Mots	Les vacances s'écrivent	Gély - Figuerolles	2 000 €
4388	Le Passe Muraille	Chantiers citoyens	Ensemble des territoires prioritaires	10 000 €
	Les 4 chemins	AGORA	Paillade	1 000 €
3294	Les Ziconofages	Outils vidéo participatifs	Ensemble des territoires prioritaires	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Bien-être au quotidien	Paillade	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Soin de soi	Nord - Ecusson	1 000 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	Promouvoir et accompagner la mise en place de loisirs familiaux	Paillade	800 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Femmes Santé Citoyenneté	Ensemble des territoires prioritaires	3 000 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	Permanence d'écoute et d'accueil	Paillade	2 000 €
1553	Mission Locale des jeunes de l'Agglomération de Montpellier	Renforcement de l'intervention de la Mission Locale dans les quartiers	ZUS Cévennes	2 000 €
5393	Melting Pot Music - MPM	FESTIVAL 2+2=5	Paillade	500 €
29	Radio Clapas	Mots croisés 2013	Saint Martin	2 500 €
5249	Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale - SOMIS	Médiation administrative, interprétariat, écrivain public	Paillade	5 200 €

4807	Tin Hinan	Pour une intégration socio-linguistique réussie	Paillade	2 000 €
4807	Tin Hinan	Pour lever les freins d'accès à la citoyenneté	Paillade	3 000 €
1961	Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault - U.D.A.F 34	Médiation locative Cévennes	ZUS Cévennes	4 000 €
3746	UNI\SONS	RENC'ART	Hauts de Massane	1 250 €
3746	UNI\SONS	ATELIERS HIP HOP	Paillade	1 500 €
4163	Via Voltaire	Interface	Gély - Figuerolles	6 000 €
4163	Via Voltaire	Prévention, soutien, orientation sanitaire et sociale pour les jeunes	Gély - Figuerolles	7 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925				217 800 €

Financement Education				
Code association	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposition
3473	ARDI Association Renaissance Développement Insertion	Accompagnement socio-éducatif	Hauts de Massane	2 000 €
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Médiation Sociale et Educative en direction des familles	Hauts de Massane	1 250 €
1201	La Boutique d'écriture et Co	Enfance, jeunesse à la Boutique d'écriture	Gély - Figuerolles	1 000 €
25	CLRISTALS - Les Petits Débrouillards	Séjour Scientifique	Petit Bard - Pergola	1 000 €
25	CLRISTALS - Les Petits Débrouillards	Sciences dans mon quartier	Petit Bard - Pergola	2 000 €
25	CLRISTALS - Les Petits Débrouillards	Sciences au quotidien	Petit Bard - Pergola	2 000 €
1329	Collège Escholiers de la Mosson	Accompagner les familles dans la scolarité de leurs enfants	Paillade	2 000 €
3036	Collège G. PHILIPPE	De l'Ecole aux quartiers	Gély - Figuerolles	1 800 €
1424	Collège Las Cazes	Tous en scène	Petit Bard - Pergola	3 000 €
1424	Collège Las Cazes	CLER (Classes Lecture Ecriture renforcée)	Petit Bard - Pergola	4 000 €
1424	Collège Las Cazes	Imagin'art...l'imaginaire des parents du réseau Las Cazes se réveille et se montre!	Petit Bard - Pergola	2 050 €
1424	Collège Las Cazes	Apprentissage de la règle par la connaissance des institutions	Petit Bard - Pergola	2 000 €

3125	Collège Les Garrigues	Impulser l'ambition scolaire de la maternelle à l'université	Hauts de Massane	1 500 €
3125	Collège Les Garrigues	Vers une communauté d'apprentissage : parents/élèves/enseignants	Hauts de Massane	1 500 €
5454	Collège Rimbaud	Associer les parents aux actions d'éducation et de scolarité	Paillade	1 400 €
3461	CONVERGENCES 34	Vie quotidienne, rythmes et consommation pour une meilleure réussite scolaire	Paillade	1 000 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	Point Ecoute Parents-Enfants-Adolescents-Jeunes	ZUS Cévennes	2 500 €
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR	Réussir Grand Mail	Paillade	1 900 €
409	Jouons en ludothèques	Ludothèque Paul Valéry	Pas du Loup-Paul Valéry	2 000 €
3064	Lâche les Mots	SLAM à Sévigné	Gambetta	1 000 €
1469	Les Francas de l'Hérault	Eduquer pour prévenir	Paillade	5 000 €
1035	OCCE CRDEP Ressources Dep Education Prioritaire	Développement d'un réseau de ressources	Paillade	2 000 €
467	Relais enfants dans la ville	Accompagner les jeunes et leurs familles dans la réussite éducative	Paillade	4 000 €
5385	Zadigozinc	Café des enfants de 0 à 16 ans et leur entourage	Paillade	2 000 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922				49 900 €

Financement Jeunesse				
Code association	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposition
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Club de Ville en vacances	Gély - Figuerolles	980 €
1559	Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier La Paillade	MINI CAMPS VVV	Paillade	980 €
409	Jouons en ludothèques	Club-jeux ados cité Paul Valéry	Pas du Loup-Paul Valéry	1 950 €
409	Jouons en ludothèques	Club-jeux ados cité Paul Valéry VVV	Pas du Loup-Paul Valéry	1 950 €
1281	Kaina Tv	Viens chez moi j'habite à la Paillade	Paillade	2 950 €
3294	Les Ziconofages	Stages audiovisuels jeunes	Ensemble des territoires prioritaires	980 €

1068	Secours Populaire Français Montpellier - SPF 34	Jeunesse solidaire et citoyenne à Saint Martin	Saint Martin	600 €
2811	Strata'j'M Sud	Rencontres autour du jeu	Gély - Figuerolles	1 460 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924				11 850 €

Financement Sports				
Code association	Sigle organisme	Intitulé projet	Quartier Principal	Proposition
2004	Association Jeunes Phobos Montpellier et Paillade Nord	Promotion des Actions Éducatives et du Sport : Enfants Hauts de Massane	Hauts de Massane	1 500 €
3845	Centre des Arts du Cirque BALTHAZAR	Arts du Cirque à Figuerolles	Gély - Figuerolles	1 500 €
1187	FC ARCEAUX	Stages Vacances Scolaires	ZUS Cévennes	1 500 €
1682	JK JUDO34	De la rue au dojo	Paillade	2 500 €
967	MUC Handball	Handball pour les jeunes filles du quartier Saint Martin	Saint Martin	1 200 €
789	UFOLEP 34	Sport Citoyen 11/17 ans	Petit Bard - Pergola	1 500 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924				9 700 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente subvention ;
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES Attribution de subventions Exercice 2013

Patrick VIGNAL rapporte :

Les activités physiques et sportives constituent un élément important de l'éducation et de l'intégration à la vie sociale.

Ainsi, la Ville de Montpellier souhaite développer dans ses quartiers des pôles sportifs axés à la fois sur les équipements de proximité, les associations sportives et le Service Municipal des Sports.

Afin d'optimiser tous les moyens matériels et humains, les acteurs associatifs proposent de mettre en place des actions dans le but de promouvoir l'accès à toutes les disciplines sportives aux jeunes montpelliérains pendant les vacances scolaires, en leur apportant encadrement, structure et savoir-faire.

Des stages sportifs sont ainsi proposés dont certains associant « la tête et les jambes » autour d'activités cérébrales et sportives comme, multisports et ateliers de chimie, volley-ball et école de journalisme, baptême de l'air et sensibilisation aux métiers de l'aéronautique.

Ce sont plus de 14 500 enfants et adolescents qui peuvent bénéficier chaque année d'activités socio-sportives, leur permettant de découvrir des pratiques nouvelles et de s'inscrire dans des clubs sportifs de quartier.

A ce titre, une enveloppe globale annuelle de 178 700 € a été prévue pour ces actions sur le budget 2013 de la Ville.

Par la présente délibération, il est proposé de soutenir 74 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives durant les vacances d'hiver, de printemps et d'automne, en leur accordant les subventions suivantes :

Code Asso	Noms Associations	Nature	Montant
2831	Aéroclub de l'Hérault Languedoc Roussillon	P	3 000 €
1766	Body Fighting Club	P	1 500 €
347	Montpellier école d'Aïkido Traditionnel	P	1 900 €
3823	Ecole d' Aikido Takemusu Aiki Montpellier	P	2 000 €
3659	Montpellier Agglomération Tae Kwon Do	P	4 500 €
1320	Tai Chi Chuan Style Yang Originel Montpellier Méditerranée	P	1 000 €
3015	Montpellier Viet vo dao	P	500 €
1746	Montpellier Haedon Kumdo	P	2 000 €
1011	Bozendo Montpellier	P	500 €
5223	Montpellier agglo Athlétic Méditerranée	P	3 000 €
1417	MUC Baseball (les Barracudas)	P	1 000 €
2139	ASPTT Montpellier (basket)	P	2 000 €
72	Croix d'Argent Basket	P	2 500 €
2583	Basket Lattes Montpellier Agglomération	P	1 500 €
3568	Montpellier Basket Mosson	P	2 500 €
702	Montpellier Beach Volley	P	1 500 €
3634	Ecole de bowling	P	3 500 €
4556	Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	P	2 500 €
864	Montpellier Agglo. Canoë Kayak UC	P	3 000 €
1113	Claquettes en vogue	P	2 000 €
3845	Centre des arts du cirque BALTHAZAR	P	3 000 €
3833	Montpellier Languedoc Cyclisme	P	3 000 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	P	3 000 €
3160	Association des quartiers Les Marels II Aiguelongue Pergola	P	1 900 €
2275	Keep kula	P	1 200 €
NA	Pratiques Educatives et Plaisirs Sportifs (Peps)	P	400 €
406	Echecs club Montpellier	P	2 500 €
3081	Bleu Vertige	P	3 000 €
2954	Scalata Nature	P	3 000 €
919	MUC Escrime	P	600 €

102	FC Petit Bard	P	2 000 €
1187	Arceaux Montpellier	P	2 800 €
2608	RC Lemasson Montpellier	P	2 000 €
931	Association St Martin Gazelec	P	2 000 €
928	MUC Football	P	2 900 €
2139	ASPTT Montpellier (football)	P	1 500 €
4806	ASC Paillade Mercure	P	2 900 €
1420	Stade Lunaret	P	3 000 €
4701	Montpellier Football Americain (les Hurricanes)	P	2 000 €
4171	Profession Sport et Loisirs 34	P	2 000 €
5002	Mosson Full Contact	P	2 900 €
3367	Génération Millénaire	P	2 500 €
4012	Montpellier Agglomération Futsal	P	2 900 €
4291	Sport insertion jeunes Montpellier	P	1 900 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	P	1 900 €
963	CEP Montpellier gymnastique	P	2 500 €
1891	Montpellier GRS	P	3 000 €
2140	Montpellier Chamberte Handball	P	1 000 €
2260	Montpellier Club Handisport	P	1 000 €
3914	Montpellier Agglomeration Hockey club	P	2 700 €
1682	JK Judo 34	P	2 000 €
5683	Ecole de Judo Montpellier Agglomération (EJMA)	P	1 000 €
4547	La Maison du Judo	P	2 000 €
964	MUC Lutte	P	2 000 €
2274	Montpellier monocycle	P	1 800 €
788	Montpellier Paillade Natation	P	3 000 €
2139	ASPTT Montpellier (natation)	P	3 000 €
2139	ASPTT Montpellier (omnisports)	P	4 000 €
3059	Montpellier Agglomération Plongée Université Club	P	2 200 €
4643	Montpellier Funny Riders	P	3 000 €
3762	Ice & Roller School Montpellier	P	1 800 €
4555	Roll'School	P	1 000 €

4380	Aqualove	P	2 500 €
4265	Association Attitude	P	2 500 €
3131	MUC Skate Board	P	2 900 €
842	Spéléo Club Alpin	P	1 500 €
2502	Sport Tambourin Club Montpellier	P	2 500 €
2139	ASPTT (tennis)	P	2 000 €
1541	Montpellier tennis de table	P	2 000 €
278	Montpellier Arc Club	P	2 000 €
1928	Montpellier Agglo. Triathlon	P	2 000 €
914	AS Croix d'Argent Volley	P	3 000 €
1230	ASBAM Volley Ball	P	3 500 €
1634	Volley Loisir Montpelliérain	P	1 500 €
		Total	163 600 €

Ces sommes représentant un montant de 163 600 € seront prélevées sur le budget du service des sports, ligne 1776, nature 6574, fonction 924.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 163 600 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le : 26 mars 2013


Hélène MANDROUX

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Quartier Montpellier Centre - Terrain Astruc (les Arceaux) Mise en oeuvre de bâtiments modulaires Autorisation de déposer un permis de construire Demande de subventions

Patrick VIGNAL rapporte :

Fidèle à sa politique sportive, la Ville de Montpellier souhaite valoriser les installations existantes afin d'offrir aux associations montpelliéraines des équipements permettant l'organisation des compétitions sportives dans des conditions optimales.

En 2006, la réfection de l'aire de jeu en synthétique a été réalisée. Toutefois, les vestiaires existants et le local associatif mis à disposition de l'association les Arceaux ne permettent pas d'accueillir l'ensemble des sections du club, ni de recevoir les équipes adverses dans des lieux conformes.

Afin de conforter le projet sportif développé par le club, il convient de réaliser :

- un local de stockage de matériel,
- un vestiaire arbitre,
- deux vestiaires joueurs,
- deux WC publics,
- une laverie.

Ces locaux d'une surface totale de 112 m² répondent aux normes exigées par la Fédération Française de Football et permettent l'accès aux personnes à mobilité réduite.

Les travaux seront réalisés en une seule tranche. Le montant estimé de cette opération est de 250 000 €. Les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Ville : Ligne 22796, Nature 2313, Fonction 904412.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de création de vestiaires et locaux techniques ;

- d'autoriser le lancement des travaux ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à déposer le permis de construire et à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

QUARTIER PRES D'ARENES Agrandissement du local associatif Boulodrome Ernest Onillon Autorisation de déposer le permis de construire Demande de subventions

Patrick VIGNAL rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite mettre à disposition des associations sportives montpelliéraines, des installations autorisant une pratique sportive et une vie associative de qualité.

Afin de permettre le développement du Club Saint Martin, il y a lieu de prévoir l'agrandissement des locaux associatifs sur le boulodrome Ernest Onillon.

Pour l'association forte de plus de 200 licenciés, ouverte tous les jours aux sociétaires, les travaux consisteront en l'extension de la salle d'activités existante pour créer une surface supplémentaire de 37 m².

Le bâtiment, en maçonnerie traditionnelle, accueillera les réunions et les organisations de compétitions de l'association. Enfin, le réaménagement des sanitaires existants intégrera la nouvelle réglementation relative à l'accès aux personnes à mobilité réduite.

La mise à disposition de ce nouveau local sera valorisée dans le cadre de la révision de la convention de mise à disposition de locaux associatifs.

Les travaux seront réalisés en une seule tranche. Le montant estimé de cette opération est de 110 000 €. Les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Ville (Chapitre 908, Fonction 2315, Ligne 14704).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter le projet d'agrandissement du local associatif au Boulodrome E. Onillon ;

- d'autoriser le lancement des travaux ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à déposer le permis de construire et à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

